

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 2282

[C — 2007/29052]

8 MARS 2007. — Décret relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Du service général de l'inspection, du service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française et des cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent titre s'applique à l'enseignement fondamental, maternel, primaire, secondaire, de promotion sociale, artistique et à distance, organisé ou subventionné par la Communauté française.

Il s'applique également aux centres psycho-médico- sociaux organisés et subventionnés par la Communauté française.

Il ne s'applique pas à l'enseignement des cours de religion. Les inspecteurs des cours de religion relèvent toutefois de l'autorité de l'inspecteur général coordonnateur.

§ 2. Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1° « La Commission de pilotage », la Commission de Pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française;

2° « Le décret du 24 juillet 1997 », le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

3° « L'Institut de la formation en cours de carrière », l'Institut de la formation en cours de carrière créé par le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière;

4° « Zones », les zones telles que définies, pour l'enseignement fondamental, à l'article 1^{er}, 8°, du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, et pour l'enseignement secondaire, à l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice;

5° « Etablissements d'enseignement », les établissements d'enseignement ainsi que les centres psycho-médico-sociaux. Pour l'application des dispositions relatives à l'inspection dans l'enseignement à distance, les établissements d'enseignement s'entendent de l'enseignement à distance.

Art. 2. L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

Art. 3. Il est créé, auprès du Gouvernement, un Service général de l'Inspection, dirigé par un Inspecteur général coordonnateur.

Ce Service général de l'Inspection est constitué des Services suivants :

1° Un Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire, dirigé par un Inspecteur général assisté de trois Inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement fondamental ordinaire;

2° Un Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire ordinaire, dirigé par un Inspecteur général assisté de trois Inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement secondaire ordinaire;

3° Un Service de l'Inspection de l'Enseignement spécialisé, dirigé par un inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement spécialisé;

4° Un Service de l'Inspection de l'Enseignement de Promotion sociale, dirigé par un inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement de promotion sociale;

5° Un Service de l'Inspection de l'Enseignement à distance, dirigé par un inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement à distance;

6° Un Service de l'Inspection de l'Enseignement Artistique, dirigé par un inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement artistique;

7° Un Service de l'Inspection des Centres psycho-médico-sociaux, dirigé par un inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau des centres psycho-médico-sociaux.

Le Service général de l'Inspection dispose d'une cellule administrative dont la composition est fixée par le Gouvernement.

Art. 4. § 1^{er}. Il est créé, auprès du Gouvernement, un Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, ci-après dénommé « le Service de conseil et de soutien pédagogique », coordonné par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

§ 2. Chaque organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs reconnu conformément à l'article 5bis de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, ci-après dénommé « organe de représentation et de coordination », dispose d'une Cellule de conseil et de soutien pédagogique, placée sous l'autorité de cet organe de représentation et de coordination. Chaque cellule est compétente pour les établissements d'enseignement dont le pouvoir organisateur est affilié à l'organe de représentation et de coordination concerné.

Les Pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination peuvent, s'ils en font la demande, bénéficier de l'aide et du soutien pédagogiques du Service visé au § 1^{er}.

Art. 5. § 1^{er}. Il est créé, auprès du Gouvernement, un Collège de l'inspection, de conseil et de soutien pédagogiques, ci-après dénommé « le Collège ».

§ 2. Le Collège est composé :

- 1° De trois fonctionnaires généraux désignés par le Gouvernement, dont l'un préside;
- 2° De l'Inspecteur général coordonnateur du Service général de l'Inspection;
- 3° Des Inspecteurs généraux et des Inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection au sein des Services visés à l'article 3, alinéa 2, 3° à 7°.
- 4° Du fonctionnaire général visé à l'article 18, alinéa 4 et des Conseillers pédagogiques coordonnateurs des Cellules de conseil et de soutien pédagogiques.

CHAPITRE II. — *Du service général de l'inspection*

Art. 6. § 1^{er}. Les Services de l'Inspection visés à l'article 3, alinéa 2, 1° à 3°, sont chargés :

1° De l'évaluation et du contrôle du niveau des études tel que précisé aux articles 20, 31 et 55 du décret du 24 juillet 1997, en référence aux socles de compétences, aux savoirs requis et compétences terminales, aux profils de formations, et, là où ceux-ci n'existent pas, en référence aux programmes fixés ou approuvés par le Gouvernement;

2° De l'évaluation au sein des établissements scolaires, notamment :

- a) Du respect des articles 6, 8, 10, 12, 13, 15, 16, § 3, 24, 34 et 78 du décret du 24 juillet 1997;
- b) Du respect des programmes d'études fixés ou approuvés par le Gouvernement conformément aux articles 17, 27, 36 et 50 du décret du 24 juillet 1997;
- c) Du respect des articles 2, 8, 27, 45, 46, 48, 50, 51, 54, 55 et 57 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;
- d) De la cohérence des pratiques, en ce compris les pratiques d'évaluation;
- e) De l'adéquation du matériel didactique et de l'équipement scolaire aux nécessités pédagogiques;
- f) De la cohérence des choix posés en matière de formation en cours de carrière et de leur adéquation aux nécessités pédagogiques ainsi que de l'incidence de ces formations sur les pratiques pédagogiques;
- g) Du respect de la mise en oeuvre des aspects pédagogiques des projets de discriminations positives visés aux articles 8, 9, 10, 11 et 12 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives;

3° De la détection au sein des établissements scolaires des éventuels mécanismes de ségrégation ainsi que du soutien à la suppression de ces mécanismes;

4° De dispenser des conseils et des informations en lien avec les constats posés dans le cadre des missions définies aux points 1° à 3° ci-dessus;

5° D'apporter leur appui à la conception, à la passation et à la correction des évaluations externes non certificatives ainsi qu'à l'analyse et à l'exploitation des résultats au niveau des établissements scolaires;

6° D'apporter leur appui à l'élaboration, à la passation, à la correction et au jury de l'épreuve externe commune conduisant à la délivrance du Certificat d'Etudes de Base au terme de l'enseignement primaire;

7° D'assister la Commission de Pilotage conformément à l'article 4, 4° du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française;

8° De collaborer à la formation en cours de carrière de niveau interréseaux;

9° De rendre un avis motivé quant à l'octroi de l'agrément indicatif de conformité aux manuels scolaires, logiciels scolaires et outils pédagogiques qui leur sont soumis par la Commission de Pilotage;

10° De donner des avis et formuler des propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur tout ce qui relève de leur compétence;

11° De participer aux groupes de travail, commissions et conseils, en vertu des lois, décrets et règlements;

12° De collaborer avec les départements pédagogiques des Hautes Ecoles dans le cadre et selon les conditions fixés par le Gouvernement;

13° De contrôler et d'évaluer le respect du prescrit décretaal en matière de formation en cours de carrière pour ce qui relève des aspects dont le contrôle et l'évaluation leur sont confiés par la législation;

14° De collaborer avec les Services du Gouvernement dans le cadre du contrôle de l'application des mesures définies en faveur de la gratuité telles que prévues à l'article 100 du décret du 24 juillet 1997;

15° De contrôler l'observation de la neutralité, là où cette neutralité s'impose;

16° De contrôler le respect du prescrit décretaal pour les formations visées aux articles 17, § 2, et 18, § 2, du décret du 02 février 2007 fixant le statut des directeurs, pour ce qui relève des aspects dont le contrôle leur sont confiés par la législation;

17° D'exercer toutes autres tâches qui leur sont confiées par ou en vertu des lois, décrets et règlements.

Dans le cadre des formations visées à l'alinéa 1^{er}, 8°, lorsqu'un inspecteur d'un des Services de l'Inspection visés à l'article 3, alinéa 2, 1° à 3°, dispense une formation en cours de carrière, celle-ci ne peut, sauf dérogation accordée par le Gouvernement, s'adresser aux membres du personnel d'un établissement qu'il inspecte. En outre, lorsqu'il dispense une formation, l'inspecteur considéré ne peut pas effectuer le contrôle tel que prévu à l'alinéa 1^{er}, 13°.

§ 2. Les missions visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 5°, sont assurées de manière complémentaire. Selon les besoins, elles sont effectuées par un ou plusieurs membres du Service général de l'Inspection.

Les membres du Service général de l'Inspection fondent leur évaluation et leur contrôle sur des faits prélevés notamment à travers l'assistance aux cours et activités, l'examen des travaux et documents des élèves, les résultats obtenus aux évaluations externes non certificatives, l'interrogation des élèves, l'analyse des données quantitatives liées au taux d'échecs, de redoublements ou de réorientations vers d'autres établissements et l'examen des préparations.

Ces missions font l'objet d'un rapport qui précise notamment le calendrier et l(es) objectif(s) des visites effectuées, les modalités de collecte d'informations, les faits prélevés et l'avis émis quant à la qualité et l'efficacité de l'enseignement dispensé. L'Inspecteur général coordonnateur détermine, après avis de l'Inspecteur général compétent pour les Services visés à l'article 3, alinéa 2, 1° et 2°, et de l'inspecteur chargé de la coordination de l'inspection pour le Service visé à l'article 3, alinéa 2, 3°, les personnes et/ou organes auxquels ce rapport peut être transmis ainsi que les modalités de cette transmission.

Ce rapport peut concerner les constats posés au niveau d'une classe, d'un établissement considéré ou de différents établissements considérés, en tout ou en partie.

Ces missions peuvent également faire l'objet d'une note d'information rédigée et transmise, selon les modalités définies par l'Inspecteur général coordonnateur, selon le cas, au Service de conseil et de soutien pédagogiques ou à la Cellule de conseil et de soutien pédagogiques compétente visés à l'article 4.

§ 3. Outre les missions visées aux paragraphes précédents, les Services de l'Inspection visés à l'article 3, alinéa 2, 1° à 3°, appréciant, à la demande du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française et du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, les aptitudes pédagogiques des membres du personnel de son équipe éducative.

Le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur qui souhaite que les aptitudes pédagogiques d'un membre de son personnel soient appréciées par ces Services adresse sa demande à l'Inspecteur général coordonnateur, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le rapport élaboré par l'inspecteur compétent est transmis, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir, selon le cas, au chef d'établissement et au Gouvernement ou au pouvoir organisateur concerné. Ce dernier le soumet au visa du membre du personnel qui, le cas échéant, y joint ses observations. Le rapport, accompagné d'éventuelles observations du membre du personnel, est ensuite transmis à l'inspecteur compétent, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le modèle du rapport visé au présent paragraphe est établi par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur.

§ 4. Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, les missions visées aux § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, a), b), e), g), et § 3 sont effectuées dans le cadre du contrôle des conditions d'octroi des subventions tel que prévu à l'article 24, § 2, 2°, 2°bis, 2°quater, 3° et 7° de la loi du 29 mai 1959 précitée.

§ 5. Le pouvoir organisateur qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection motive cette décision dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.

Art. 7. § 1^{er}. Le Service de l'Inspection visé à l'article 3, alinéa 2, 4° est chargé :

1° De l'évaluation et du contrôle du niveau des études en référence aux dossiers pédagogiques et, là où ceux-ci n'existent pas, en référence aux programmes fixés ou approuvés par le Gouvernement;

2° De l'évaluation au sein des établissements scolaires, notamment :

a) Du respect des articles 7, 8, 10, 11, 13 et 14 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

b) Du respect des dossiers pédagogiques ou des programmes fixés ou approuvés par le Gouvernement conformément à la réglementation en vigueur;

c) De la cohérence des pratiques, en ce compris les pratiques d'évaluation;

d) De l'adéquation du matériel didactique et de l'équipement scolaire aux nécessités pédagogiques;

e) De la cohérence des choix posés en matière de formation en cours de carrière et de leur adéquation aux nécessités pédagogiques ainsi que de l'incidence de ces formations sur les pratiques pédagogiques;

f) Du respect de la mise en oeuvre des aspects pédagogiques des projets de discriminations positives visés à l'article 58, § 1^{er} du décret du 30 juin 1998 précité;

3° De la détection au sein des établissements scolaires des éventuels mécanismes de ségrégation ainsi que du soutien à la suppression de ces mécanismes;

4° De dispenser des conseils et des informations en lien avec les constats posés dans le cadre des missions définies aux points 1° à 3° ci-dessus;

5° De collaborer à la formation en cours de carrière conformément au décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale;

6° De donner des avis et formuler des propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur tout ce qui relève de leur compétence;

7° De participer aux groupes de travail, commissions et conseils, en vertu des lois, décrets et règlements;

8° De collaborer avec les départements pédagogiques des Hautes Ecoles dans le cadre et selon les conditions fixés par le Gouvernement;

9° De contrôler et d'évaluer le respect du prescrit décretaal en matière de formation en cours de carrière pour ce qui relève des aspects dont le contrôle et l'évaluation leur sont confiés par la législation;

10° De contrôler l'observation de la neutralité, là où cette neutralité s'impose;

11° De contrôler le respect du prescrit décretaal pour les formations visées aux articles 17, § 2, et 18, § 2, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, pour ce qui relève des aspects dont le contrôle leur sont confiés par la législation;

12° D'exercer toutes autres tâches qui leur sont confiées par ou en vertu des lois, décrets et règlements.

Dans le cadre des formations visées à l'alinéa 1^{er}, 5°, lorsqu'un inspecteur du Service de l'Inspection de l'Enseignement de Promotion sociale dispense une formation en cours de carrière, celle-ci ne peut, sauf dérogation accordée par le Gouvernement, s'adresser aux membres du personnel d'un établissement qu'il inspecte. En outre, lorsqu'il dispense une formation, l'inspecteur considéré ne peut pas effectuer le contrôle tel que prévu à l'alinéa 1^{er}, 9°.

§ 2. Les missions visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, sont assurées de manière complémentaire. Selon les besoins, elles sont effectuées par un ou plusieurs membres du Service général de l'Inspection.

Ces missions font l'objet d'un rapport. L'Inspecteur général coordonnateur détermine les personnes et/ou organes auxquels ce rapport peut être transmis ainsi que les modalités de cette transmission.

Ce rapport peut concerner les constats posés au niveau d'une classe, d'un établissement considéré ou de différents établissements considérés, en tout ou en partie.

§ 3. Outre les missions visées aux paragraphes précédents, le Service de l'Inspection de l'Enseignement de Promotion sociale apprécie, à la demande du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française et du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, les aptitudes pédagogiques des membres du personnel de son équipe éducative.

Le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur qui souhaite que les aptitudes pédagogiques d'un membre de son personnel soient appréciées par ce Service de l'Inspection adresse sa demande à l'Inspecteur général coordonnateur, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le rapport élaboré par l'inspecteur compétent est transmis, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir, selon le cas, au chef d'établissement et au Gouvernement ou au pouvoir organisateur concerné. Ce dernier le soumet au visa du membre du personnel qui, le cas échéant, y joint ses observations. Le rapport, accompagné d'éventuelles observations du membre du personnel, est ensuite transmis à l'inspecteur compétent, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le modèle du rapport visé au présent paragraphe est établi par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur.

§ 4. Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, les missions visées aux § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, a), b), e), g), et § 3 sont effectuées dans le cadre du contrôle des conditions d'octroi des subventions tel que prévu à l'article 24, § 2, 2°, 2bis, 2quater, 3° et 7°, de la loi du 29 mai 1959 précitée.

§ 5. Le pouvoir organisateur qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection motive cette décision dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.

Art. 8. § 1^{er}. Le Service de l'Inspection visé à l'article 3, alinéa 2, 5° est chargé :

1° De l'évaluation et du contrôle du niveau des études tel que précisé notamment aux articles 20, 31 et 55 du décret du 24 juillet 1997, en référence aux socles de compétences, aux savoirs requis et compétences terminales, aux profils de formations, et, là où ceux-ci n'existent pas, en référence aux programmes fixés ou approuvés par le Gouvernement;

2° De l'évaluation, au sein de l'enseignement à distance, notamment :

- a) Du respect des articles 6, 8, 10, 12, 13, 15, 16, § 3, 24, 34 et 78 du décret du 24 juillet 1997;
- b) Du respect des programmes d'études fixés ou approuvés par le Gouvernement notamment conformément aux articles 17, 27, 36 et 50 du décret du 24 juillet 1997;
- c) De la cohérence des pratiques, en ce compris les pratiques d'évaluation;
- d) De l'adéquation du matériel didactique et de l'équipement scolaire aux nécessités pédagogiques;

3° De la détection au sein de l'enseignement à distance des éventuels mécanismes de ségrégation ainsi que du soutien à la suppression de ces mécanismes;

4° De dispenser des conseils et des informations en lien avec les constats posés dans le cadre des missions définies aux points 1° à 3° ci-dessus;

5° De donner des avis et formuler des propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur tout ce qui relève de leur compétence;

6° De participer aux groupes de travail, commissions et conseils, en vertu des lois, décrets et règlements;

7° De collaborer avec les départements pédagogiques des Hautes Ecoles dans le cadre et selon les conditions fixés par le Gouvernement;

8° De contrôler l'observation de la neutralité, là où cette neutralité s'impose;

9° D'exercer toutes autres tâches qui leur sont confiées par ou en vertu des lois, décrets et règlements.

§ 2. Les missions visées au § 1^{er}, 1° à 4°, sont assurées de manière complémentaire. Selon les besoins, elles sont effectuées par un ou plusieurs membres du Service général de l'Inspection.

Ces missions font l'objet d'un rapport. L'Inspecteur général coordonnateur détermine les personnes et/ou organes auxquels ce rapport peut être transmis ainsi que les modalités de cette transmission.

§ 3. Outre les missions visées aux paragraphes précédents, le Service général de l'Inspection apprécie les capacités pédagogiques des membres du personnel de l'enseignement à distance.

Art. 9. § 1^{er}. Le Service de l'Inspection visé à l'article 3, alinéa 2, 6° est chargé :

1° De l'évaluation et du contrôle du niveau des études tel que précisé notamment :

- a) Aux articles 31 et 55 du décret du 24 juillet 1997;
- b) Aux articles 3 à 28 du décret du 2 juin 1998 relatif à l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit;

c) Aux articles 1 à 6 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique et aux articles 1 à 12 et 37 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants);

d) A l'article 5 de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, en référence aux socles de compétences, aux savoirs requis et compétences terminales, aux profils de formations, et, là où ceux-ci n'existent pas, en référence aux programmes fixés ou approuvés par le Gouvernement;

2° De l'évaluation au sein des établissements scolaires, notamment :

a) Du respect des articles 6, 8, 10, 15, 16, § 3, 24, 34 et 78 du décret du 24 juillet 1997, des articles 3 et 4 du décret du 2 juin 1998 précité, de l'article 3 du décret du 17 mai 1999 précité, des articles 5 à 12, 37 et 39 du décret du 20 décembre 2001 précité;

b) Du respect des programmes d'études fixés ou approuvés par le Gouvernement conformément aux articles 27, 68 et 70 du décret du 24 juillet 1997, des articles 4, 20, 21 et 22 du décret du 2 juin 1998 précité et de l'article 19 du décret du 17 mai 1999 précité;

c) De la cohérence des pratiques, en ce compris les pratiques d'évaluation;

d) De l'adéquation du matériel didactique et de l'équipement scolaire aux nécessités pédagogiques;

e) De la cohérence des choix posés en matière de formation en cours de carrière et de leur adéquation aux nécessités pédagogiques ainsi que de l'incidence de ces formations sur les pratiques pédagogiques;

f) Du respect de la mise en oeuvre des aspects pédagogiques des projets de discriminations positives visés aux articles 8, 9, 10, 11 et 12 du décret du 30 juin 1998 précité ainsi qu'à l'article 27 du décret du 2 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances d'accéder à l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit;

g) Du respect de la liberté du langage artistique et des modes d'expression artistique visés à l'article 4, § 3, 1°, b) du décret du 2 juin 1998 précité et à l'article 3 du décret du 17 mai 1999 précité;

3° De la détection au sein des établissements scolaires des éventuels mécanismes de ségrégation ainsi que du soutien à la suppression de ces mécanismes;

4° De dispenser des conseils et des informations en lien avec les constats posés dans le cadre des missions définies aux points 1° à 3° ci-dessus;

5° D'apporter son appui à l'élaboration des évaluations par un jury externe conduisant à la délivrance des Certificats et Diplômes au terme des années, cycles, niveaux, filières, degrés de l'enseignement artistique;

6° De donner des avis et formuler des propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur tout ce qui relève de leur compétence;

7° De collaborer à la formation en cours de carrière conformément aux dispositions du décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

8° De participer aux groupes de travail, commissions et conseils, en vertu des lois, décrets et règlements;

9° De contrôler et d'évaluer le respect du prescrit décretaal en matière de formation en cours de carrière pour ce qui relève des aspects dont le contrôle et l'évaluation leur sont confiés par la législation;

10° De contrôler l'observation de la neutralité, là où cette neutralité s'impose;

11° De contrôler le respect du prescrit décretaal pour les formations visées aux articles 17, § 2, et 18, § 2, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, pour ce qui relève des aspects dont le contrôle leur sont confiés par la législation;

12° D'exercer toutes autres tâches qui leur sont confiées par ou en vertu des lois, décrets et règlements.

Dans le cadre des formations visées à l'alinéa 1^{er}, 7°, lorsqu'un inspecteur du Service de l'Inspection de l'Enseignement artistique dispense une formation en cours de carrière, celle-ci ne peut, sauf dérogation accordée par le Gouvernement, s'adresser aux membres du personnel d'un établissement qu'il inspecte. En outre, lorsqu'il dispense une formation, l'inspecteur considéré ne peut pas effectuer le contrôle tel que prévu à l'alinéa 1^{er}, 9°.

§ 2. Les missions visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, sont assurées de manière complémentaire. Selon les besoins, elles sont effectuées par un ou plusieurs membres du Service général de l'Inspection.

Ces missions font l'objet d'un rapport. L'Inspecteur général coordonnateur détermine les personnes et/ou organes auxquels ce rapport peut être transmis ainsi que les modalités de cette transmission.

Ce rapport peut concerner les constats posés au niveau d'une classe, d'un cycle, d'une option, d'une finalité, d'une section, d'une année ou d'un groupe d'années d'un cours ou d'un groupe de cours d'un établissement considéré ou de différents établissements considérés, en tout ou en partie.

§ 3. Outre les missions visées aux paragraphes précédents, le Service général de l'Inspection apprécie, à la demande du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française et du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, les capacités pédagogiques des membres du personnel de son équipe éducative.

Le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur qui souhaite que les capacités pédagogiques d'un membre de son personnel soient appréciées par le Service général de l'Inspection adresse sa demande à l'Inspecteur général coordonnateur, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le rapport élaboré par l'inspecteur compétent est transmis, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir, selon le cas, au chef d'établissement et au Gouvernement ou au pouvoir organisateur concerné. Ce dernier le soumet au visa du membre du personnel qui, le cas échéant, y joint ses observations. Le rapport, accompagné d'éventuelles observations du membre du personnel, est ensuite transmis à l'inspecteur compétent, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le modèle du rapport visé au présent paragraphe est établi par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur.

§ 4. Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, les missions visées aux § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, a), b), c), d), e) et § 3 sont effectuées dans le cadre du contrôle des conditions d'octroi des subventions tel que prévu à l'article 24, § 2, 2°, 2°bis, 2°quater, 3° et 7° de la loi du 29 mai 1959 précitée.

§ 5. Le pouvoir organisateur qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection motive cette décision dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.

Art. 10. § 1^{er}. Le Service de l'Inspection visé à l'article 3, alinéa 2, 7^o est chargé :

- 1^o D'évaluer l'exécution des missions fixées aux centres psycho-médico-sociaux;
- 2^o De s'assurer du respect des obligations légales et règles déontologiques;
- 3^o D'évaluer la cohérence des choix posés en matière de formation en cours de carrière et de leur adéquation à la fonction exercée par le membre du personnel technique ainsi qu'au projet de centre;
- 4^o D'évaluer l'adéquation de l'équipement au projet de centre;
- 5^o De la détection des éventuels mécanismes de ségrégation ainsi que du soutien à la suppression de ces mécanismes;
- 6^o De dispenser des conseils et des informations en lien avec les constats posés dans le cadre des missions définies aux points 1^o à 5^o ci-dessus;
- 7^o De collaborer à la formation en cours de carrière de niveau interréseaux;
- 8^o D'agréer les organismes habilités à délivrer l'attestation d'admission dans l'enseignement spécialisé;
- 9^o De donner des avis et formuler des propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur tout ce qui relève de leur compétence;
- 10^o De participer aux groupes de travail, commissions et conseils, en vertu des lois, décrets et règlements;
- 11^o De collaborer avec les départements pédagogiques des Hautes Ecoles dans le cadre et selon les conditions fixés par le Gouvernement;
- 12^o De contrôler et d'évaluer le respect du prescrit décretaal en matière de formation en cours de carrière pour ce qui relève des aspects dont le contrôle et l'évaluation leur sont confiés par la législation;
- 13^o De contrôler l'observation de la neutralité, là où cette neutralité s'impose;
- 14^o D'exercer toutes autres tâches qui leur sont confiées par ou en vertu des lois, décrets et règlements.

Dans le cadre des formations visées à l'alinéa 1^{er}, 7^o, lorsqu'un inspecteur du Service de l'Inspection des Centres psycho-médico-sociaux dispense une formation en cours de carrière, celle-ci ne peut, sauf dérogation accordée par le Gouvernement, s'adresser aux membres du personnel technique d'un centre psycho-médico-social qu'il inspecte. En outre, lorsqu'il dispense une formation, l'inspecteur considéré ne peut pas effectuer le contrôle tel que prévu à l'alinéa 1^{er}, 12^o.

§ 2. Les missions visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o à 6^o, sont assurées de manière complémentaire. Selon les besoins, elles sont effectuées par un ou plusieurs membres du Service général de l'Inspection.

Ces missions font l'objet d'un rapport. L'Inspecteur général coordonnateur détermine les personnes et/ou organes auxquels ce rapport peut être transmis ainsi que les modalités de cette transmission.

Ce rapport peut concerner les constats posés au niveau d'une équipe, d'un centre psycho-médico-social ou de différents centres psycho-médico-sociaux considérés, en tout ou en partie.

§ 3. Outre les missions visées aux paragraphes précédents, le Service de l'Inspection pour les Centres psycho-médico-sociaux apprécie, à la demande du directeur du centre pour les centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française et du pouvoir organisateur du centre pour les centres psycho-médico-sociaux subventionnés par la Communauté française, l'aptitude professionnelle des membres de son personnel technique.

Le directeur ou le pouvoir organisateur qui souhaite que l'aptitude professionnelle d'un membre de son personnel technique soit appréciée par ce Service adresse sa demande à l'Inspecteur général coordonnateur, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le rapport élaboré par l'inspecteur compétent est transmis, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir, selon le cas, au directeur et au Gouvernement ou au pouvoir organisateur concerné. Ce dernier le soumet au visa du membre du personnel technique qui, le cas échéant, y joint ses observations. Le rapport, accompagné d'éventuelles observations du membre du personnel technique, est ensuite transmis à l'inspecteur compétent, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le modèle du rapport visé au présent paragraphe est établi par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur.

§ 4. Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, les missions visées aux § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, a), b), e), g), 4^o et § 3 sont effectuées dans le cadre du contrôle des conditions d'octroi des subventions tel que prévu à l'article 24, § 2, 2^o, 2^{bis}, 2^{quater}, 3^o et 7^o, de la loi du 29 mai 1959 précitée.

§ 5. Le pouvoir organisateur qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection motive cette décision dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.

Art. 11. Au-delà des missions précisées aux articles 6 à 10, le Service général de l'Inspection agit par voie de conseil et d'information.

Dans l'enseignement subventionné, il s'abstient de toute directive concernant les méthodes pédagogiques et respecte la liberté du pouvoir organisateur d'aménager ses horaires dans le cadre des prescriptions légales et réglementaires.

Dans les centres psycho-médico-sociaux subventionnés, il s'abstient de toute directive concernant la méthodologie mise en place pour atteindre les objectifs fixés dans le projet de centre et respecte la liberté du pouvoir organisateur d'aménager ses horaires dans le cadre des prescriptions légales et réglementaires.

Art. 12. Les membres du Service général de l'Inspection peuvent créer des groupes de travail dans le cadre de leurs compétences, pour tout ou partie des établissements dont ils ont la charge en vertu de l'article 15.

Des membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française peuvent participer à ces groupes de travail, moyennant accord exprès et préalable du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française et du pouvoir organisateur concerné ou de son délégué dans l'enseignement subventionné.

Les groupes de travail peuvent également comprendre des Conseillers pédagogiques, moyennant l'accord de l'autorité sous laquelle ils sont placés.

Art. 13. § 1^{er}. Le Gouvernement ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou son délégué peut, sur base d'une réclamation ou d'initiative, décider d'une mission d'investigation au sein d'un ou plusieurs établissements.

Une mission d'investigation consiste en une mission d'information ou une mission d'enquête.

Dans ce cadre, le Gouvernement ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement charge le Service général de l'Inspection de l'accomplissement de la mission d'investigation. Celui-ci désigne l(es) inspecteur(s) chargé(s) de la mission d'investigation.

Les droits de la défense sont garantis.

§ 2. Un flagrant manquement constaté par un des membres du Service général de l'Inspection dans le cadre de ses missions visées à l'article 6, 7, 8, 9, 10, 11 ou 12 fait l'objet d'un rapport transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, à l'Inspecteur général coordonnateur qui le transmet au fonctionnaire général visé au § 1^{er}.

§ 3. Dans le cadre d'une mission d'investigation, le témoignage de toute personne intéressée peut être recueilli par le Service général de l'Inspection, au cours d'une audition. Un procès-verbal de l'audition est établi et soumis à la signature du témoin.

§ 4. Une mission d'information constitue une recherche préliminaire à la décision éventuelle d'une ouverture d'enquête. La procédure d'information peut être menée oralement.

§ 5. Lorsque la procédure d'enquête concerne directement ou indirectement des faits individuels reprochés à un membre du personnel, celui-ci doit être invité à se faire entendre par l(es) inspecteur(s) chargé(s) de la procédure d'investigation.

La convocation à l'audition ainsi que les faits qui lui sont reprochés sont notifiés au membre du personnel trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréé, par un avocat ou un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Chaque audition fait l'objet d'un procès-verbal rédigé par le Service général de l'Inspection et signé par l'intéressé, qui a le droit d'y ajouter ses remarques, s'il échet.

§ 6. L(es) inspecteur(s) concerné(s) rédige(nt) un rapport détaillé sur les éléments d'investigation qui ressortent de la/de(s) visite(s) faite(s) à l'(aux) établissement(s). Le rapport est transmis à l'Inspecteur général compétent ou à l'inspecteur chargé de la coordination concerné ainsi qu'au pouvoir organisateur concerné.

Ce(s) dernier(s) transmet(tent), via l'Inspecteur général coordonnateur, le rapport ainsi que son(leur) avis sur la suite à donner à la procédure au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Lorsque la mission d'investigation a été accomplie à son initiative, le fonctionnaire général visé au § 1^{er} décide de la suite à donner à celle-ci.

Lorsque la mission d'investigation a été accomplie à l'initiative du Gouvernement, le fonctionnaire général visé au § 1^{er} remet son avis sur le rapport visé à l'alinéa 2 et transmet le dossier, pour décision, au Gouvernement.

La décision est portée à la connaissance de toutes les parties intéressées.

§ 7. Le fonctionnaire général visé au § 1^{er} peut, dans le cadre de l'application du présent article, déléguer ses compétences, selon le cas, le Directeur général de l'Enseignement obligatoire ou le Directeur général de l'Enseignement non obligatoire.

§ 8. L'Inspecteur général coordonnateur peut envoyer un ou plusieurs membres du personnel du Service général de l'Inspection dans les établissements d'enseignement supérieur non universitaire, à l'exception des Ecoles Supérieures des arts, pour effectuer les missions visées au présent article ou toute autre mission en relation avec cet enseignement.

Art. 14. Le Service général de l'Inspection est composé de membres du personnel nommés à titre définitif, désignés à titre provisoire ou mandatés par le Gouvernement selon les conditions définies au Titre II.

Outre l'Inspecteur général coordonnateur, les Inspecteurs généraux et les inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection visés à l'article 3, le Service général de l'Inspection est composé d'inspecteurs dont le nombre est fixé par le Gouvernement.

Art. 15. Le Gouvernement détermine, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, après consultation des Inspecteurs généraux et des inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection, l'affectation de chaque membre du Service général de l'Inspection.

Sont prioritairement affectés au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement spécialisé, les inspecteurs comptant une ancienneté de service d'au moins deux ans dans ce type d'enseignement, calculée conformément à l'article 47.

L'Inspecteur général coordonnateur peut, selon les besoins et les modalités qu'il détermine avec, selon le cas, l'Inspecteur général compétent ou l'inspecteur chargé de la coordination concerné, autoriser les inspecteurs d'un des Services de l'Inspection visés à l'article 3, alinéa 2, à exercer des missions d'inspection au sein d'un autre de ces Services.

Art. 16. § 1^{er}. L'Inspecteur général coordonnateur réunit les Inspecteurs généraux et les inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection afin :

1° De vérifier l'effectivité et la qualité de l'ensemble des missions visées aux articles 6 à 12;

2° D'assurer l'efficacité générale des Services de l'Inspection et leur coordination;

3° De veiller tout particulièrement à la cohérence des actions des Services de l'Inspection visés à l'article 3, alinéa 2;

4° De contrôler le respect, par les différents inspecteurs, des missions qui leur ont été confiées;

5° De vérifier la transmission régulière aux Service de conseil et de soutien pédagogiques et Cellules de conseil et de soutien pédagogiques visés à l'article 4 des notes d'information visées à l'article 6, § 2, alinéa 4;

6° D'assurer la communication entre, d'une part, le Service général de l'Inspection et, d'autre part, les Services de conseil et de soutien pédagogiques et Cellules de conseil et de soutien pédagogiques visés à l'article 4, en veillant notamment à la bonne tenue des réunions régulières visées à l'article 23.

§ 2. Les Inspecteurs généraux réunissent deux fois par an les inspecteurs chargés de l'inspection des huit premières années de la scolarité obligatoire de la même zone afin de promouvoir le continuum pédagogique visé aux §§ 2 et 3 de l'article 13 du décret du 24 juillet 1997.

§ 3. L'Inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental réunit régulièrement les inspecteurs de la même zone. Les inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection au sein de ce Service participent à ces réunions.

L'Inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire réunit régulièrement les inspecteurs d'une même discipline ou d'un même groupe de disciplines. Il réunit également régulièrement les inspecteurs de la même zone. Les inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection au sein de ce Service participent à ces réunions.

Les inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection au sein des Services visés à l'article 3, alinéa 2, 3° à 7° réunissent régulièrement les inspecteurs de leur service.

Peut également être invité à participer aux réunions visées aux alinéas précédents un inspecteur relevant d'un autre Service de l'Inspection.

§ 4. Pour le 5 juillet de chaque année, chaque inspecteur, en ce compris les inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection visés à l'article 3, alinéa 2, 1° et 2°, transmet à l'Inspecteur général compétent pour les Services visés à l'article 3, alinéa 2, 1° et 2°, et à l'inspecteur chargé de la coordination de l'inspection pour les Services visés à l'article 3, alinéa 2, 3° à 7°, un bilan de ses activités. Ce bilan comprend notamment un rapport relatif à l'application des programmes, à l'action éducative dans les établissements et au niveau des études en référence aux observations propres à l'inspecteur et, s'il échet, aux données de l'évaluation externe. Le modèle de ce bilan d'activités est fixé par l'Inspecteur général coordonnateur, après avis des Inspecteurs généraux, et soumis à l'approbation du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Pour le 15 septembre de chaque année, chaque Inspecteur général pour les Services visés à l'article 3, alinéa 2, 1° et 2°, et chaque inspecteur chargé de la coordination pour les Services visés à l'article 3, alinéa 2, 3° à 7°, transmettent à l'Inspecteur général coordonnateur un bilan des activités de son service. Ce bilan comprend notamment un rapport relatif au niveau des études, à l'application des programmes et au résultat de l'action éducative dans les établissements.

Pour le 15 octobre, l'Inspecteur général coordonnateur :

1° Au moins tous les deux ans, établit un bilan de synthèse des activités du Service général de l'Inspection en se basant notamment sur les bilans visés aux alinéas précédents ainsi qu'un programme synthétique d'activités pour la ou les années scolaires suivantes qu'il transmet au Gouvernement, accompagnés des bilans établis en vertu de l'alinéa 2;

2° Chaque année, transmet au Gouvernement un rapport sur l'état général du système éducatif qu'il transmet également, pour information, par la voie hiérarchique, à la Commission de Pilotage et au Collège de l'inspection, de conseil et de soutien pédagogiques.

CHAPITRE III. — *Du service de conseil et de soutien pédagogiques et des cellules de conseil et de soutien pédagogiques*

Section 1^{re}. — Du Service de conseil et de soutien pédagogiques

Art. 17. § 1^{er}. Le Service de conseil et de soutien pédagogiques créé à l'article 4, § 1^{er}, est chargé de conseiller et d'accompagner les enseignants, les équipes pédagogiques et les écoles pour lesquels le Service général de l'Inspection a constaté des faiblesses ou des manquements, en tenant compte s'il échet de la note d'information visée à l'article 6, § 2, alinéa 5 ou des résultats obtenus aux évaluations externes.

§ 2. Le Service de conseil et de soutien pédagogiques est en outre chargé de :

1° Soutenir les établissements dans la construction de leur projet d'établissement en cohérence avec les projets éducatif et pédagogique de la Communauté française et ce, conformément au décret du 24 juillet 1997;

2° Mettre leur savoir et leur expérience pédagogiques au service des équipes éducatives et pédagogiques des établissements ou de groupes d'établissements dans une perspective d'amélioration de la qualité de la formation assurée aux élèves;

3° Soutenir l'implantation des programmes et l'innovation pédagogique, notamment en informant les équipes éducatives et pédagogiques du contenu des réformes en matière d'enseignement;

4° Accompagner des groupes d'enseignants qui construisent collectivement des démarches pédagogiques, des outils pour leurs cours;

5° Participer à l'analyse des besoins de formation des enseignants et faire des suggestions en vue d'élaborer le plan de formation collectif et individuel de l'établissement;

6° Assister les établissements et les équipes pédagogiques dans le travail d'auto-analyse des résultats obtenus par leurs élèves lors des évaluations externes non certificatives.

Dans le cadre des missions visées au présent paragraphe, le Service de conseil et de soutien pédagogiques veille à assurer la continuité pédagogique des démarches entreprises pendant la formation en cours de carrière.

Art. 18. Le Service de conseil et de soutien pédagogiques est composé de Conseillers pédagogiques désignés par le Gouvernement conformément aux dispositions du titre III.

Le nombre de Conseillers pédagogiques visés à l'alinéa 1^{er} est fixé par le Gouvernement, en tenant compte du nombre, exprimé en équivalents temps plein, de membres du personnel de l'équipe éducative des établissements d'enseignement fondamental et secondaire de plein exercice et en alternance, ordinaire et spécialisé, organisé par la Communauté française.

En tout état de cause, le nombre de Conseillers pédagogiques ainsi fixé par le Gouvernement ne peut être inférieur à 34 dont 8 pour l'enseignement fondamental parmi lesquels 1 au maximum peut être chargé de coordonner et dispenser des formations telles que régies par les dispositions applicables en matière de formation en cours de carrière.

Le Service de conseil et de soutien pédagogiques est coordonné par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Art. 19. Pour le 1^{er} juillet de chaque année, le Directeur général adjoint du Service général des Affaires pédagogiques et du Pilotage du réseau d'enseignement organisé par la Communauté française transmet au Gouvernement un bilan relatif à chacune des missions du Service de conseil et de soutien pédagogiques. Il le transmet également au Collège.

Section II. — Des Cellules de conseil et de soutien pédagogiques

Art. 20. § 1^{er}. Chacune des Cellules de conseil et de soutien pédagogiques créées à l'article 4, § 2, est chargée de conseiller et d'accompagner les enseignants, les équipes pédagogiques et les écoles pour lesquels soit le Service général de l'Inspection, soit l'organe de représentation et de coordination, soit le pouvoir organisateur concerné a constaté des faiblesses ou des manquements, en tenant compte de la note d'information visée à l'article 6, § 2, alinéa 5 ou, s'il échet, des résultats obtenus aux évaluations externes.

§ 2. Chacune des Cellules de conseil et de soutien pédagogiques a en outre pour mission de :

1° Soutenir les établissements dans la construction de leur projet d'établissement, en cohérence avec les projets éducatif et pédagogique de leur pouvoir organisateur, et de l'organe de représentation et de coordination auquel ils adhèrent, et ce, conformément au décret du 24 juillet 1997;

2° Mettre leur savoir et leur expérience pédagogiques au service des équipes éducatives et pédagogiques d'établissement ou de groupes d'établissements dans une perspective d'amélioration de la qualité de la formation assurée aux élèves;

3° Soutenir l'implantation des programmes et l'innovation pédagogique, notamment en informant les équipes éducatives et pédagogiques du contenu des réformes en matière d'enseignement;

4° Accompagner des groupes d'enseignants qui construisent collectivement des démarches pédagogiques, des outils pour leurs cours;

5° Participer à l'analyse des besoins de formation des enseignants et faire des suggestions en vue d'élaborer le plan de formation collectif et individuel de l'établissement;

6° Assister les établissements et les équipes pédagogiques dans le travail d'auto-analyse des résultats obtenus par leurs élèves lors des évaluations externes non certificatives.

Dans le cadre des missions visées au présent paragraphe, les Cellules de conseil et de soutien pédagogiques veillent à assurer la continuité pédagogique des démarches entreprises pendant la formation en cours de carrière.

Art. 21. Chaque Cellule de conseil et de soutien pédagogiques est composée de Conseillers pédagogiques désignés par le Gouvernement sur proposition des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs conformément aux dispositions du titre III.

Le nombre de Conseillers pédagogiques de chaque Cellule visée à l'alinéa 1^{er} est fixé par le Gouvernement, en tenant compte du nombre, exprimé en équivalents temps plein, de membres du personnel de l'équipe éducative des établissements d'enseignement fondamental et secondaire de plein exercice et en alternance, ordinaire et spécialisé, subventionné par la Communauté française.

En tout état de cause, le nombre de Conseillers pédagogiques ainsi fixé par le Gouvernement ne peut être inférieur à :

1° 44 postes pour le Conseil de l'enseignement des Communes et Provinces, dont 42 postes pour l'enseignement fondamental parmi lesquels maximum 7 postes peuvent être confiés en vue de coordonner et dispenser des formations telles que régies par les dispositions applicables en matière de formation en cours de carrière;

2° 17 postes pour le Conseil des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel neutre subventionné;

3° 90 postes pour le Secrétariat général de l'enseignement catholique en Communauté française et germanophone, dont 32 postes pour l'enseignement fondamental parmi lesquels maximum 7 postes peuvent être confiés en vue de coordonner et dispenser des formations telles que régies par les dispositions applicables en matière de formation en cours de carrière;

4° 2 postes pour la Fédération des établissements libres subventionnés indépendants, dont un poste pour l'enseignement fondamental.

Chaque Cellule est coordonnée par un Conseiller pédagogique coordonnateur, à l'exception de la Cellule de conseil et de soutien pédagogiques relevant du Secrétariat général de l'enseignement catholique en Communauté française et germanophone dont la coordination est assurée par deux Conseillers pédagogiques coordonnateurs. Les Conseillers pédagogiques coordonnateurs sont désignés par le Gouvernement conformément aux dispositions du titre III.

Art. 22. Pour le 1^{er} juillet de chaque année, le Conseiller pédagogique coordonnateur transmet, via l'organe de représentation et de coordination dont il relève, au Gouvernement un bilan relatif à chacune des missions de sa Cellule. Il le transmet également au Collège.

CHAPITRE IV. — Des liens entre le service général de l'inspection et les services de conseil et de soutien pédagogiques et cellules de conseil et de soutien pédagogiques

Art. 23. § 1^{er}. Dans le cadre défini de commun accord entre, d'une part, l'organe de représentation et de coordination concerné et, d'autre part, l'Inspecteur général compétent ou l'inspecteur chargé de la coordination concerné selon le cas, des réunions sont organisées entre un ou des inspecteurs et un ou des conseillers pédagogiques.

Le Collège de l'inspection, de conseil et de soutien pédagogiques créé à l'article 5 est informé des modalités selon lesquelles les réunions visées à l'alinéa 1^{er} sont organisées.

§ 2. Lorsque le rapport visé à l'article 6, § 2, fait état de faiblesses ou de manquements constatés dans le cadre des missions visées à l'article 6, § 1^{er}, 1° à 3°, le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française élabore, en concertation avec l'équipe éducative, un plan de remédiation destiné à pallier les faiblesses ou manquements constatés.

Dans le cadre de l'élaboration du plan de remédiation visé à l'alinéa 1^{er}, les membres du Service de conseil et de soutien pédagogiques ou de la Cellule de conseil et de soutien pédagogiques concernée, selon le cas, assistent le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur ainsi que l'équipe éducative, en se basant notamment sur le contenu de la note d'information visée à l'article 6, § 2.

§ 3. Dans le mois qui suit la réception de la note d'information visée à l'article 6, § 2, alinéa 5, et sans préjudice des dispositions visées au § 1^{er}, une réunion peut être organisée entre le(s) conseiller(s) pédagogique(s) et l'(les) inspecteur(s) afin de convenir des remédiations à apporter aux faiblesses ou manquements constatés par ce(s) dernier(s).

Le(s) Conseiller(s) pédagogique(s) informe(nt) l'(les) inspecteur(s) concerné(s) des remédiations mises en oeuvre afin de pallier les faiblesses ou manquements précédemment constatés par ce(s) dernier(s).

§ 4. En ce qui concerne l'enseignement subventionné, les dispositions des §§ 2 et 3 sont appliquées dans le respect de la liberté en matière de méthodes pédagogiques.

Art. 24. En cas de non respect des dispositions de l'article 23, l'(les) inspecteur(s) concerné(s) averti(ssen)t, par la voie hiérarchique, le Président du Collège en lui transmettant un rapport motivé. Le Président saisit le Collège de l'examen du dossier.

CHAPITRE V. — *Du Collège de l'Inspection, de Conseil et de Soutien pédagogiques*

Art. 25. § 1^{er}. Le Collège est chargé, dans le respect de la liberté en matière de méthodes pédagogiques :

1° D'assurer, dans le respect des missions de chacun, les contacts et la coordination entre tous les intervenants du Service général de l'Inspection, du Service de conseil et de soutien pédagogiques et des Cellules de conseil et de soutien pédagogiques;

2° D'analyser la mise en oeuvre des missions communes et différenciées du Service général de l'Inspection, du Service de conseil et de soutien pédagogiques et des Cellules de conseil et de soutien pédagogiques et de favoriser la cohérence des actions de chacun d'eux;

3° De l'examen des dossiers fondés sur les rapports visés à l'article 24, en vue de dégager les moyens d'établir ou de rétablir le respect des dispositions de l'article 23. Dans l'exercice de cette mission, il peut entendre l'(les) inspecteur(s) et le(les) conseiller(s) concernés par ces dossiers. En l'absence de solution, le Collège transmet le dossier au Gouvernement dans un délai de deux mois à dater de la transmission du dossier au Président;

4° De donner des avis et formuler des propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur tout ce qui relève de ses compétences;

5° De transmettre au Gouvernement un rapport annuel comprenant notamment :

a) Une synthèse de ses activités et analyses;

b) Un bilan relatif au résultat global de l'ensemble des missions dévolues au Service général de l'Inspection et aux Services de conseil et de soutien pédagogiques et Cellules de conseil et de soutien pédagogiques;

c) L'analyse et les solutions apportées aux dossiers visés au 3°.

§ 2. Le Collège se réunit au moins six fois par an. Il élabore son règlement d'ordre intérieur qu'il soumet, pour approbation, au Gouvernement.

TITRE II. — *Du statut des membres du personnel du Service général de l'Inspection*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 26. Le présent titre s'applique aux membres du personnel du Service général de l'Inspection, ci-après dénommés « les membres du personnel ».

Le présent titre ne s'applique pas aux inspecteurs des cours de religion, à l'exception de l'article 30.

Art. 27. Pour l'application du présent titre, les délais se calculent comme suit :

1° Le jour de l'acte qui en constitue le point de départ n'est pas compris;

2° Le jour de l'échéance est compté dans le délai.

Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, en ce compris les jours fériés de ou dans la Communauté française, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Art. 28. Les fonctions que peuvent exercer les membres du personnel sont des fonctions de promotion classées comme suit :

1° Inspecteur :

1. Inspecteur de l'enseignement maternel;

2. Inspecteur de l'enseignement primaire;

3. Inspecteur de morale dans l'enseignement primaire;

4. Inspecteur de cours spéciaux dans l'enseignement primaire;

5. Inspecteur de seconde langue dans l'enseignement fondamental;

6. Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;

7. Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur de promotion sociale;

8. Inspecteur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;

9. Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;

10. Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur de promotion sociale;

11. Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;

12. Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale;

13. Inspecteur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;

14. Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;

15. Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale;

16. Inspecteur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale;

17. Inspecteur de morale dans l'enseignement secondaire;

18. Inspecteur de langues anciennes dans l'enseignement secondaire;
19. Inspecteur de cours artistiques dans l'enseignement artistique;
20. Inspecteur du personnel auxiliaire d'éducation;
21. Inspecteur du personnel paramédical;
22. Inspecteur de la discipline psychopédagogique;
23. Inspecteur de la discipline sociale;
24. Inspecteur de la discipline paramédicale;
25. Inspecteur de l'enseignement à distance pour les matières littéraires et scientifiques;
26. Inspecteur de l'enseignement à distance pour les cours techniques et de pratique professionnelle;
27. Inspecteur de l'enseignement à distance pour les cours administratifs;
- 2° Inspecteur général :
 1. Inspecteur général de l'enseignement fondamental ordinaire;
 2. Inspecteur général de l'enseignement secondaire ordinaire;
- 3° Inspecteur général coordonnateur.

Art. 29. Lors de son entrée en fonction, le membre du personnel nommé à titre définitif ou désigné à titre provisoire dans une fonction de promotion d'inspecteur prête serment entre les mains du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou de son délégué.

Le serment s'énonce dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831. Acte en est donné au membre du personnel.

Art. 30. Le Gouvernement détermine les frais pouvant être remboursés aux membres du personnel. Il s'agit :

- 1° Des frais de parcours;
- 2° Des frais de séjour;
- 3° Des frais autres, dont notamment les frais relatifs aux communications téléphoniques, aux fax, à l'Internet et à l'achat de documentation.

Le Gouvernement fixe les limites et modalités du remboursement visé à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE II. — *Des devoirs et incompatibilités*

Section 1^{re}. — Des devoirs

Art. 31. Les membres du personnel doivent, en toutes occasions, avoir le souci constant des intérêts de la Communauté française, des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française et des membres du personnel de ces établissements. Ils ont également le souci constant des élèves qui satisfont à l'obligation scolaire par la dispensation d'un enseignement à domicile.

Art. 32. Ils s'acquittent de leur mission avec une égale sollicitude vis-à-vis de tous les établissements scolaires et en toute indépendance à l'égard des pouvoirs organisateurs.

Art. 33. Ils doivent observer les principes de neutralité dans l'exercice de leurs fonctions. Ils ne peuvent utiliser les élèves à des fins de propagande politique, religieuse, philosophique ou de publicité commerciale.

Art. 34. Ils accomplissent personnellement et consciencieusement les obligations qui leur sont imposées par les lois, décrets, arrêtés et règlements.

Ils doivent fournir, dans les limites fixées par la réglementation, les prestations nécessaires à la bonne marche du service.

Ils exécutent ponctuellement les missions qui leur sont confiées et accomplissent leur tâche avec zèle et exactitude.

Ils ne peuvent suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable de leur supérieur hiérarchique.

Art. 35. Ils sont tenus à la correction la plus stricte tant dans leurs rapports de service que dans leurs rapports avec le public et doivent s'entraider dans la mesure où l'exige l'intérêt du service.

Ils doivent, dans le service comme dans leur vie privée, éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la confiance du public ou compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction. Ils s'abstiennent de tout acte de harcèlement.

Art. 36. Ils ne peuvent se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution et les lois du peuple belge, qui poursuit la destruction de l'indépendance du pays ou qui met en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité. Ils ne peuvent adhérer, ni prêter leur concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de même nature.

Art. 37. Ils ne peuvent révéler les faits dont ils auraient eu connaissance en raison de leurs fonctions et qui auraient un caractère secret.

Art. 38. Ils ne peuvent solliciter, exiger ou recevoir, directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions mais en raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques.

Art. 39. Sans préjudice de l'application des lois pénales et, s'il y échet, de l'article 43 de la loi du 29 mai 1959 précitée, les infractions aux dispositions de la présente section sont punies, suivant le cas, de l'une des sanctions disciplinaires prévues à l'article 116.

Section II. — Des incompatibilités

Art. 40. Est incompatible avec la qualité de membre du personnel du Service général de l'Inspection, l'exercice du mandat politique de bourgmestre, d'échevin, de conseiller communal, de président du conseil de l'aide sociale ou de membre du conseil de l'aide sociale dans une commune comprise, en tout ou partie, dans le territoire sur lequel le membre du personnel exerce la fonction d'inspecteur, d'inspecteur général ou d'inspecteur général coordonnateur.

Est également incompatible avec la qualité de membre du personnel du Service général de l'Inspection, l'exercice du mandat politique de député permanent ou de conseiller provincial dans une province qui comprend, en tout ou en partie, le territoire sur lequel le membre du personnel exerce la fonction d'inspecteur, d'inspecteur général ou d'inspecteur général coordonnateur.

Par dérogation aux alinéas qui précèdent, l'Inspecteur général coordonnateur peut, dans des circonstances exceptionnelles, autoriser un membre du personnel du Service général de l'Inspection à exercer la fonction d'inspecteur dans une commune ou une province comprenant, en tout ou en partie, le territoire sur lequel le membre du personnel exerce son mandat politique pour autant qu'il soit accompagné, dans l'exercice de ses missions d'inspection, par un membre du personnel relevant d'un autre service du Service général de l'Inspection ou d'un supérieur hiérarchique.

Art. 41. Est incompatible avec la qualité de membre du personnel du Service général de l'Inspection, l'exercice de tout mandat auprès d'un pouvoir organisateur ou d'une fédération de pouvoirs organisateurs dont un ou plusieurs établissement(s) d'enseignement est(sont) compris(s) dans le territoire sur lequel le membre du personnel exerce la fonction d'inspecteur, d'inspecteur général ou d'inspecteur général coordonnateur.

Art. 42. Est incompatible avec la qualité de membre du personnel du Service général de l'Inspection, toute occupation qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de sa fonction ou contraire à la dignité de celle-ci.

Art. 43. Le Gouvernement constate les incompatibilités visées aux articles 40 à 42. Il en informe le membre du personnel concerné dans un délai de vingt jours à partir du jour où il constate l'incompatibilité par lettre recommandée à la poste sortant ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

Art. 44. En cas de contestation sur l'existence d'une incompatibilité mentionnée à l'article 42, le membre du personnel concerné peut introduire, par la voie hiérarchique, dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la date à laquelle la notification de l'incompatibilité a été faite, une réclamation devant la Chambre de recours visée à l'article 127. Celle-ci donne son avis au Gouvernement dans un délai de deux mois à partir de la date de réception de la réclamation.

Le Gouvernement prend sa décision dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours.

*CHAPITRE III. — Des fonctions de promotion d'inspecteur**Section 1^{re}. — De la nomination à une fonction de promotion d'inspecteur*

Art. 45. Nul ne peut être nommé à une fonction de promotion d'inspecteur visée à l'article 28, 1^o, s'il ne remplit les conditions suivantes :

1^o Etre belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2^o Etre de conduite irréprochable;

3^o Jouir des droits civils et politiques;

4^o Avoir satisfait aux lois sur la milice;

5^o Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6^o Etre nommé ou engagé à titre définitif dans une fonction à prestations complètes ou dans plusieurs fonctions à prestations incomplètes couvrant des prestations complètes dans l'enseignement ou le cas échéant dans un centre psycho-médico-social organisé ou subventionné par la Communauté française;

7^o Etre titulaire à titre définitif à concurrence d'au moins une demi-charge de l'une des fonctions reprises au tableau repris à l'annexe au présent décret, indiquées en regard de la fonction d'inspecteur à conférer et être porteur du titre éventuellement indiqué en regard de la même fonction;

8^o Compter une ancienneté de service de dix ans au moins et une ancienneté de fonction de six ans au moins;

9^o Ne pas avoir encouru une sanction ou une peine disciplinaire au cours des cinq années précédentes;

10^o Ne pas avoir été démis de ses fonctions en application de l'article 64 ou 73;

11^o Etre titulaire du brevet en rapport avec la fonction à conférer.

Pour les fonctions de promotion d'inspecteur visées à l'article 28, 1^o, 25, 26 et 27, il faut en outre faire partie du personnel enseignant de l'enseignement à distance depuis au moins six ans et y avoir assumé comme tel une moyenne de prestations de cinq heures par semaine.

Pour la fonction de promotion d'inspecteur visée au point 27 de l'article 28, 1^o, les conditions visées aux 6^o et 8^o de l'alinéa 1^{er} ne sont pas d'application aux agents de niveau 1 des Services du Gouvernement.

Peut également être nommé à une fonction de promotion d'inspecteur visée à l'article 28, 1^o, le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif à une fonction de rang 1 ou de rang 2 dans une Haute Ecole et qui, dans le cadre de sa carrière dans l'enseignement, a fait l'objet d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif à l'une des fonctions indiquées en regard de la fonction d'inspecteur à conférer. Dans ce cas, les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 6^o à 8^o sont appréciées au regard de cette dernière fonction.

Art. 46. Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 45, 8^o, sont seuls admissibles les services effectifs que le candidat a rendus, à quelque titre que ce soit, dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, en qualité de membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation ou du personnel paramédical.

Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 45, 8^o, sont seuls admissibles les services effectifs que le candidat a rendus, à quelque titre que ce soit, dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, dans la ou les fonction(s) visée(s) à l'article 45, 7^o, donnant accès à la fonction d'inspecteur concernée.

Art. 47. Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de service et dans l'ancienneté de fonction visées à l'article 45, 8° :

1° Les services effectifs, rendus en qualité de temporaire, dans une fonction à prestations complètes, interviennent pour une ancienneté égale au nombre de jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue, y compris, s'ils sont englobés dans cette période, les congés de détente, les vacances d'hiver et du printemps ainsi que les congés de maternité et les congés d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle accordés à partir du 1^{er} janvier 1999, ce nombre de jours étant multiplié par 1, 2;

2° Les services effectifs rendus à un titre autre que celui de temporaire, dans une fonction à prestations complètes, se comptent par mois de calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés;

3° Les services admissibles rendus pendant le mois au cours duquel le membre du personnel est désigné ou engagé pour la première fois à un titre autre que celui de temporaire, sont réputés avoir été rendus à titre de temporaire;

4° Les services effectifs rendus dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services rendus dans une fonction à prestations complètes;

5° Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes est réduit de moitié;

6° La durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes pendant la même période;

7° Trente jours forment un mois;

8° La durée des services admissibles que compte le candidat ne peut jamais dépasser douze mois pour une année civile.

Art. 48. Pour l'application des articles 46 et 47, les services rendus dans l'enseignement de la Communauté germanophone sont assimilés à des services rendus dans l'enseignement de la Communauté française.

Art. 49. Nul n'est admis aux épreuves pour l'obtention du brevet visé à l'article 45, 11° s'il ne remplit les conditions requises pour la nomination à titre définitif à la fonction de promotion pour laquelle le brevet est exigé, à l'exception de la condition relative au brevet lui-même.

Art. 50. § 1^{er}. Les brevets d'inspecteur pour chacune des fonctions visées à l'article 28, 1° sont délivrés au terme de trois sessions de formation sanctionnées chacune par une épreuve distincte. La durée globale des trois sessions de formation s'élève à minimum 120 heures.

La première session de formation vise à développer chez les candidats :

1° Des aptitudes relationnelles, en particulier la gestion des ressources humaines : communication interne et externe, prise de parole en public, prise de décision, la gestion des conflits, techniques de négociation, technique d'évaluation du niveau des études d'un établissement ou d'une classe, utilisation de la voie de conseil, travail en équipes d'inspecteurs, conduite et motivation des groupes, relations avec les partenaires extérieurs à l'établissement;

2° L'acquisition d'une méthode d'évaluation de sa propre action.

La deuxième session vise à développer chez les candidats des aptitudes pédagogiques et porte notamment sur les objectifs généraux de l'éducation, leur mise en oeuvre, les socles de compétences, les compétences transversales, la pédagogie différenciée, l'évaluation formative et certificative ainsi que sur les courants actuels de la pédagogie, la connaissance de la psychologie de l'enfant avec un approfondissement pour la petite enfance (de 2 à 8 ans) pour les candidats inspecteurs de l'enseignement maternel, un approfondissement pour l'enfance et la pré-adolescence (de 5 à 14 ans) pour les candidats inspecteur de l'enseignement primaire et un approfondissement pour l'adolescence et le jeune adulte pour les inspecteurs de l'enseignement secondaire (toutes catégories confondues), l'enseignement spécialisé, les discriminations positives, la prévention de la violence, l'évaluation d'une séquence pédagogique.

Par dérogation à l'alinéa 3, pour les brevets d'inspecteur pour les fonctions visées à l'article 28, 1°, 7., 10., 12., 15. et 16., la deuxième session porte notamment sur les objectifs généraux de l'enseignement de promotion sociale, leur mise en oeuvre, les socles de compétences, les compétences transversales, la pédagogie adaptée aux adultes (andragogie), la connaissance de la psychologie du jeune adulte et de l'adulte, les discriminations positives, la prévention de la violence, l'évaluation d'une séquence pédagogique et la connaissance du monde du travail et des professions.

Par dérogation à l'alinéa 3, pour le brevet d'inspecteur pour la fonction visée à l'article 28, 1°, 19., la deuxième session porte notamment sur les objectifs de l'enseignement artistique tant au niveau secondaire que supérieur, leur mise en oeuvre, les socles de compétences, les compétences transversales, les évaluations, les courants actuels de la pédagogie et de la création artistique, la philosophie de l'art, l'éthique, la connaissance de la psychologie de l'enfant, de l'adolescent et de l'adulte, les discriminations positives, la prévention de la violence et l'évaluation d'une séquence pédagogique.

Par dérogation à l'alinéa 3, pour les brevets d'inspecteur pour les fonctions visées à l'article 28, 1°, 22., 23. et 24., la deuxième session de formation vise à développer les compétences du candidat dans les domaines suivants : concepts de l'orientation, connaissance du monde du travail et des professions, méthodologie de la prévention, travail en réseau, gestion de projets, secret professionnel et déontologie, ainsi que les compétences propres à chaque discipline.

Par dérogation à l'alinéa 3, pour les brevets d'inspecteur pour les fonctions visées à l'article 28, 1°, 25., 26. et 27., la deuxième session de formation vise à développer chez les candidats des compétences en pédagogie et problématique de la formation à distance, des aptitudes pédagogiques liées à la formation des adultes (andragogie), à l'ingénierie et au design pédagogique de l'enseignement et de la formation à distance, aux formules d'encadrement pédagogique à distance, à la gestion de projets et d'équipes multidisciplinaires, à l'évaluation formative et certificative.

La troisième session vise à développer chez les candidats l'aptitude à maîtriser à livre ouvert les matières législatives et réglementaires ainsi que le développement des capacités de gestion administrative.

§ 2. Les membres du personnel nommés à titre définitif dans la fonction de préfet des études ou directeur, de chef de travaux d'atelier, de directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, de directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale, d'administrateur, ou ayant exercé à titre temporaire cette fonction pendant plus de 600 jours, répartis sur trois années scolaires au moins, détenteurs du brevet en rapport avec cette fonction tel que prévu par le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection ou des attestations de réussite en rapport avec une fonction de directeur telles que prévues aux articles 20 et 21 du décret du 02 février 2007 fixant les statuts des directeurs, et candidats à la fonction d'inspecteur sont réputés avoir réussi l'épreuve relative à la première session de formation.

Art. 51. § 1^{er}. Il est créé, auprès du Gouvernement, une Commission permanente de l'Inspection, ci-après dénommée « la Commission permanente ».

§ 2. La Commission permanente est compétente pour remettre, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, des avis sur l'application de l'article 50. Elle adresse au Gouvernement, selon les modalités que celui-ci détermine, les propositions visées aux articles 52 et 53.

§ 3. La Commission permanente comprend :

1° Trois membres désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement;

2° L'Inspecteur général coordonnateur;

3° L'Inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire et l'Inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire ordinaire;

4° Les inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection visés à l'article 65, § 1^{er}, 3° à 7°;

5° Cinq membres désignés par le Gouvernement sur proposition des organisations syndicales représentatives, chacune de ces organisations syndicales disposant d'au moins un représentant.

Le Gouvernement de la Communauté française désigne les membres de la Commission permanente pour un terme de quatre ans, renouvelable. Nul ne peut bénéficier d'une telle désignation s'il ne se trouve dans la position administrative de l'activité de service.

Tout membre de la Commission permanente qui, avant le terme de son mandat cesse de satisfaire aux conditions énoncées aux alinéas 1^{er} et 2, est remplacé, selon les mêmes modalités, par le Gouvernement. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Pour chaque membre effectif visé à l'alinéa 1^{er}, 1° et 5°, le Gouvernement désigne, selon les mêmes modalités, un membre suppléant qui ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

Le Gouvernement désigne un secrétaire de la Commission permanente parmi les agents de niveau 2+ au moins des Services du Gouvernement. Il désigne, selon les mêmes modalités, un secrétaire suppléant.

Les secrétaire et secrétaire suppléant de la Commission en assurent le secrétariat. Ils n'ont pas voix délibérative.

Le Gouvernement désigne le Président de la Commission permanente parmi les trois fonctionnaires généraux visés à l'alinéa 1^{er}, 1°.

Le Gouvernement fixe les autres modalités de fonctionnement de la Commission permanente. Celle-ci élabore son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet, pour approbation, au Gouvernement.

§ 4. La Commission permanente rend ses avis et émet ses propositions à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, celle du Président est prépondérante.

Art. 52. Le Gouvernement organise au moins tous les deux ans les sessions de formation visées à l'article 50, sur proposition de la Commission permanente. Des sessions de formation peuvent être organisées en commun pour des fonctions différentes.

La formation est gratuite. Sauf nécessité liée au contenu de la formation, elle est organisée en dehors des périodes normales de fonctionnement des établissements scolaires. Les membres du personnel qui suivent une formation sont considérés comme étant en activité de service.

Tout membre du personnel est admis à la session de formation à laquelle il désire s'inscrire sauf si, à la date ultime d'introduction de la demande de participation, il ne satisfait pas ou ne satisfait plus à toutes les conditions énoncées à l'article 45, 1° à 10°.

L'intérêt du service ne peut être opposé au membre du personnel dont la demande de participation à une formation ne peut être rejetée pour l'un des motifs visés à l'alinéa 3.

Art. 53. Sur proposition de la Commission permanente, le Gouvernement organise les épreuves sanctionnant chacune des sessions de formation.

Sur la base de la structure du Service général de l'Inspection telle que déterminée à l'article 3, alinéa 2, le Gouvernement constitue les jurys et arrête les modalités de leur fonctionnement.

Chaque jury comprend :

1° Quatre membres désignés par le Gouvernement parmi les agents des Services du Gouvernement, de rang 12 au moins, dont au moins un fonctionnaire général;

2° Quatre membres désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel définitifs ou exerçant un mandat au sein du Service général de l'Inspection;

3° Trois membres du personnel définitifs ou exerçant un mandat au sein du Service général de l'Inspection désignés par le Gouvernement sur proposition des organisations syndicales représentatives, chaque organisation syndicale disposant d'au moins un représentant;

4° Trois membres désignés par le Gouvernement parmi le personnel des Hautes Ecoles ou des Universités et choisis pour leur expertise pédagogique.

Lorsque l'épreuve sanctionne une session de formation conduisant à la délivrance des brevets d'inspecteur pour les fonctions visées à l'article 28, 1°, 7, 10, 12, 15, 16, 19 et 22 à 27, au moins un des membres visés à l'alinéa 3, 2°, et au moins un des membres visés à l'alinéa 3, 3°, sont désignés parmi les membres du personnel définitifs relevant du Service de l'Inspection de l'enseignement concerné.

Pour chaque membre effectif, le Gouvernement désigne, selon les mêmes modalités, un membre suppléant qui ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

Les jurys prennent leurs décisions à la majorité des membres présents et les communiquent au Gouvernement.

Le Gouvernement désigne le Président du jury parmi les fonctionnaires généraux visés à l'alinéa 3, 1°.

Le Gouvernement désigne un secrétaire de jury parmi les agents de niveau 2+ au moins des Services du Gouvernement. Il désigne, selon les mêmes modalités, un secrétaire suppléant. Le secrétaire assure le secrétariat du jury. Il n'a pas voix délibérative.

Pour chaque épreuve, les candidats sont soit admis, soit refusés. Nul classement n'est établi.

Art. 54. Chaque session de formation visée à l'article 50, § 1^{er}, se clôture par une épreuve sanctionnée par une attestation de réussite.

Les membres du personnel qui obtiennent les attestations de réussite relatives aux trois épreuves sanctionnant chacune des sessions de formation sont titulaires du brevet en rapport avec la fonction.

Art. 55. La nomination à une fonction de promotion d'inspecteur ne peut avoir lieu qu'en cas de vacance d'emploi de la fonction à conférer.

Toutefois, un emploi vacant d'une fonction de promotion d'inspecteur de l'enseignement maternel ou d'inspecteur de l'enseignement primaire ne peut être conféré que s'il n'a pas été conféré par mutation aux membres du personnel qui ont sollicité leur mutation conformément aux dispositions de la section 5 du présent chapitre.

Art. 56. La vacance d'emploi de la fonction de promotion d'inspecteur à conférer est portée à la connaissance des porteurs du brevet en rapport avec ladite fonction de promotion, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Pour ce qui concerne la fonction de promotion d'inspecteur de l'enseignement maternel ou d'inspecteur de l'enseignement primaire, la vacance d'emploi visée à l'alinéa précédent est portée à la connaissance des membres du personnel dans le mois suivant le dernier tour des mutations.

Art. 57. Peuvent seuls être nommés à une fonction de promotion d'inspecteur les candidats qui ont respecté la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites.

Art. 58. Les membres du personnel du Service général de l'Inspection sont nommés à titre définitif à la fonction de promotion d'inspecteur par le Gouvernement. L'arrêté de nomination est publié par extrait au *Moniteur belge*.

Tout membre du personnel peut renoncer à sa nomination à la fonction d'inspecteur dans les 600 jours qui suivent son entrée en fonction. Dans ce cas, le membre du personnel réintègre à titre définitif sa fonction d'origine et, sauf circonstances exceptionnelles dûment motivées, ne pourra être désigné pour une nouvelle affectation qu'après avoir répondu à un nouvel appel lancé conformément à l'article 56.

En cas d'absence de réaction du Gouvernement dans le mois de la demande du membre du personnel, celle-ci est réputée acceptée.

Le Gouvernement peut, pour assurer la continuité dans la fonction d'inspection ou afin de ne pas perturber la stabilité des équipes pédagogiques, reporter la réintégration du membre du personnel dans sa fonction d'origine de maximum six mois à dater de la demande du membre du personnel.

Le Gouvernement fixe la résidence administrative des inspecteurs, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur et du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Art. 59. Au terme du délai visé à l'article 58, alinéa 2, le membre du personnel nommé à titre définitif à une fonction d'inspecteur à prestations complètes perd le bénéfice de la nomination ou de l'engagement à titre définitif dont il bénéficiait.

Section II. — De l'évaluation des inspecteurs

Art. 60. Au moins tous les deux ans et au plus tard 400 jours après sa première entrée en fonction, chaque inspecteur fait l'objet d'une évaluation. Celle-ci se base sur l'accomplissement des missions qui ont été attribuées à chaque inspecteur conformément aux dispositions du Titre Ier.

Art. 61. L'évaluation fait l'objet d'une des mentions suivantes :

- 1° « Favorable »;
- 2° « Réservee »;
- 3° « Défavorable ».

Une évaluation « défavorable » ne peut être attribuée qu'après que le membre du personnel a obtenu une évaluation « réservée ».

Art. 62. En vue de l'attribution de l'évaluation, il est procédé à un entretien avec chaque inspecteur et à la rédaction d'un rapport d'évaluation.

Lorsque l'évaluation concerne un inspecteur relevant d'un des Services visés à l'article 3, alinéa 2, 1° et 2°, l'Inspecteur général compétent procède à l'entretien et rédige le rapport d'évaluation.

Lorsque l'évaluation concerne un inspecteur non chargé de la coordination relevant d'un des Services visés à l'article 3, alinéa 2, 3° à 7°, l'inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au sein du Service concerné procède à l'entretien et rédige le rapport d'évaluation.

Lorsque l'évaluation concerne un inspecteur chargé de la coordination de l'inspection visé à l'article 65, § 1^{er}, 3° à 7°, l'Inspecteur général coordonnateur procède à l'entretien et rédige le rapport d'évaluation.

Le rapport d'évaluation est soumis dans les cinq jours au visa de l'inspecteur concerné. En cas d'impossibilité d'obtenir le visa de l'inspecteur, l'Inspecteur général compétent, l'inspecteur chargé de la coordination de l'inspection ou l'Inspecteur général coordonnateur, selon le cas, lui envoie le rapport d'évaluation par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

L'inspecteur dispose d'un délai de dix jours à dater, selon le cas, du visa ou de l'envoi par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, pour transmettre par écrit ses remarques, selon le cas, à l'Inspecteur général compétent, à l'inspecteur chargé de la coordination de l'inspection ou à l'Inspecteur général coordonnateur.

Le rapport d'évaluation concernant un inspecteur visé à l'alinéa 2 ou 3 ainsi que, le cas échéant, les remarques de ce dernier sont transmis sans délai à l'Inspecteur général coordonnateur qui remet son avis.

Lorsque la mention proposée est « réservée » ou « défavorable », l'Inspecteur général coordonnateur entend l'inspecteur avant de remettre son avis.

Cet avis est soumis dans les cinq jours au visa de l'inspecteur. En cas d'impossibilité d'obtenir le visa de l'inspecteur, l'Inspecteur général coordonnateur lui envoie son avis par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

L'inspecteur dispose d'un délai de dix jours à dater, selon le cas, du visa ou de l'envoi par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception pour transmettre par écrit ses remarques à l'Inspecteur général coordonnateur.

Le rapport d'évaluation, l'avis de l'Inspecteur général coordonnateur ainsi que, le cas échéant, les remarques de l'inspecteur sont transmis, via le fonctionnaire général qu'il délègue à cet effet, au Gouvernement qui attribue la mention d'évaluation.

Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 64, en cas d'attribution de la mention « réservée » ou « défavorable », le Gouvernement enjoint à l'inspecteur de suivre des formations supplémentaires, par rapport à celles visées au chapitre V, organisées par l'Institut de la formation en cours de carrière, en rapport avec les missions pour lesquelles des manquements ont été constatés.

Le modèle du rapport d'évaluation visé au présent article est fixé par le Gouvernement.

Art. 63. Dans les dix jours de l'attribution de la mention « réservée » ou « défavorable » par le Gouvernement, l'inspecteur peut introduire une réclamation auprès de la Chambre de recours visée à l'article 127.

La Chambre de recours donne son avis au Gouvernement dans un délai maximum d'un mois à compter de la date de réception du dossier complet de l'affaire.

Le Gouvernement prend sa décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours.

Art. 64. Il est mis fin aux fonctions du membre du personnel qui fait l'objet de deux évaluations défavorables consécutives.

Section III. — Des inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection

Art. 65. § 1^{er}. Le Gouvernement désigne, pour une période de cinq ans renouvelable :

1° Trois inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement fondamental ordinaire, après avis de l'Inspecteur général de l'enseignement fondamental ordinaire et de l'Inspecteur général coordonnateur;

2° Trois inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement secondaire ordinaire, après avis de l'Inspecteur général de l'enseignement secondaire ordinaire et de l'Inspecteur général coordonnateur;

3° Un inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement spécialisé, après avis de l'Inspecteur général coordonnateur;

4° Un inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement de promotion sociale, après avis de l'Inspecteur général coordonnateur;

5° Un inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement artistique, après avis de l'Inspecteur général coordonnateur;

6° Un inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement à distance, après avis de l'Inspecteur général coordonnateur;

7° Un inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau des centres psycho-médico-sociaux, après avis de l'Inspecteur général coordonnateur.

§ 2. Les inspecteurs chargés de la coordination visés au § 1^{er} sont désignés parmi les membres du personnel répondant aux conditions suivantes :

1° Etre nommé à titre définitif dans une des fonctions du Service général de l'Inspection visées à l'article 28, 1°;

2° Compter une ancienneté de fonction dans la fonction de promotion d'inspecteur de six ans au moins :

a) Dans une fonction de promotion d'inspecteur au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire pour être chargé de la coordination au niveau de l'enseignement fondamental ordinaire;

b) Dans une fonction de promotion d'inspecteur au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire ordinaire pour être chargé de la coordination au niveau de l'enseignement secondaire ordinaire;

c) Dans une fonction de promotion d'inspecteur au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement spécialisé pour être chargé de la coordination au niveau de l'enseignement spécialisé;

d) Dans une fonction de promotion d'inspecteur au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement de Promotion sociale pour être chargé de la coordination au niveau de l'enseignement de promotion sociale;

e) Dans une fonction de promotion d'inspecteur au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement artistique pour être chargé de la coordination au niveau de l'enseignement artistique;

f) Dans une fonction de promotion d'inspecteur au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement à distance pour être chargé de la coordination au niveau de l'enseignement à distance;

g) Dans une fonction de promotion d'inspecteur au sein du Service de l'Inspection des Centres psycho-médico-sociaux pour être chargé de la coordination au niveau des Centres psycho-médico-sociaux.

3° Avoir obtenu la mention « favorable » à sa dernière évaluation. En l'absence de rapport d'évaluation, l'inspecteur est réputé avoir obtenu la mention « favorable »;

4° Ne pas avoir encouru une sanction ou une peine disciplinaire au cours des cinq années précédentes.

§ 3. Les missions des inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection visés au § 1^{er} sont déterminées, en collaboration avec ces derniers, par l'Inspecteur général compétent pour les inspecteurs visés au § 1^{er}, 1° et 2°, et par l'Inspecteur général coordonnateur pour les inspecteurs visés au § 1^{er}, 3° à 7°.

Dans le cadre de ces missions, les inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection peuvent donner des instructions aux inspecteurs du Service de l'Inspection concerné.

§ 4. En cas de renouvellement de la désignation visée au § 1^{er}, la même procédure s'applique. Dans ce cas, l'avis de l'Inspecteur général coordonnateur et, le cas échéant, celui de l'Inspecteur général compétent est accompagné d'un rapport d'évaluation, basé sur l'accomplissement des missions visées au § 3.

Art. 66. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 65, § 2°, sont admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus, à quelque titre que ce soit, dans la fonction de promotion d'inspecteur.

Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de fonction visée à l'article 65, § 2, 2°, les services effectifs se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés.

Art. 67. Les inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection bénéficient, durant la période de leur désignation, d'une allocation dont le montant est fixé par le Gouvernement.

Le montant de l'allocation ne peut en aucun cas être supérieur à la moitié de la différence entre l'échelle de traitement minimum de l'Inspecteur général et l'échelle de traitement minimum de l'inspecteur.

Le Gouvernement fixe la résidence administrative des inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur et du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Art. 68. Durant la période de leur désignation, les inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection restent soumis à l'évaluation visée à la section 2 du présent chapitre.

Art. 69. Les inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection sont déchargés de leur mission de coordination par le Gouvernement, après avis de l'Inspecteur général coordonnateur et de l'Inspecteur général compétent pour les inspecteurs visés à l'article 65, § 1^{er}, 1^o et 2^o, et de l'Inspecteur général coordonnateur pour les inspecteurs visés à l'article 65, § 1^{er}, 3^o à 7^o.

Préalablement à toute décision du Gouvernement, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par l'Inspecteur général coordonnateur.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le Gouvernement envisage de décharger le membre du personnel de sa mission de coordination lui sont notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception.

Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. L'audition fait l'objet d'un procès-verbal.

La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel, dûment convoqué, ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Le Gouvernement prend sa décision dans les dix jours de la transmission du procès-verbal par l'Inspecteur général coordonnateur.

Section IV. — De la désignation à titre provisoire à une fonction de promotion d'inspecteur

Art. 70. Le Gouvernement peut procéder à la désignation à titre provisoire dans un emploi d'une fonction de promotion d'inspecteur visée à l'article 28, 1^o d'un candidat désigné par priorité parmi les porteurs du brevet d'inspecteur en rapport avec la fonction à conférer.

Art. 71. Le Gouvernement invite les détenteurs du brevet d'inspecteur en rapport avec la fonction à conférer à introduire leur candidature à une désignation à titre provisoire.

Art. 72. Le membre du personnel désigné à titre provisoire dans une fonction de promotion d'inspecteur peut renoncer à tout moment à sa désignation. Dans ce cas, le membre du personnel réintègre à titre définitif sa fonction d'origine et, sauf circonstances exceptionnelles dûment motivées, ne pourra être désigné pour une nouvelle affectation qu'après avoir répondu à un nouvel appel lancé conformément à l'article 71.

Art. 73. Moyennant un préavis de quinze jours, le Gouvernement peut mettre fin à la désignation d'un membre du personnel désigné à titre provisoire dans une fonction de promotion d'inspecteur.

Préalablement à toute décision du Gouvernement, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou l'Inspecteur général coordonnateur qu'il délègue à cet effet.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le Gouvernement envisage de mettre fin à la désignation à titre provisoire du membre du personnel lui sont notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités.

L'audition fait l'objet d'un procès-verbal.

La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel, dûment convoqué, ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Le Gouvernement prend sa décision dans les dix jours de la transmission du procès-verbal.

Art. 74. Il est d'office mis fin à la désignation à titre provisoire du membre du personnel lorsque celui-ci fait l'objet de l'une des sanctions disciplinaires visées à l'article 116, 4^o à 6^o.

Section V. — De la mutation

Art. 75. La présente section est applicable aux membres du personnel du Service général de l'Inspection nommés à titre définitif à la fonction d'inspecteur de l'enseignement maternel ou d'inspecteur de l'enseignement primaire.

Art. 76. Les mutations des membres du personnel visés à l'article 75 sont organisées en quatre tours.

Pour le premier tour des mutations, les emplois définitivement vacants au 1^{er} octobre sont portés, par le Gouvernement, à la connaissance des membres du personnel, par lettre-circulaire, dans le courant du mois d'octobre.

Pour le deuxième tour des mutations, les emplois devenus définitivement vacants à la suite des mutations intervenues au premier tour des mutations ainsi que les emplois devenus vacants depuis la date de lancement du premier tour des mutations et au plus tard le 1^{er} janvier sont portés à la connaissance des membres du personnel, par lettre-circulaire, dans le courant du mois de janvier.

Pour le troisième tour des mutations, les emplois devenus définitivement vacants à la suite des mutations intervenues au deuxième tour des mutations ainsi que les emplois devenus vacants depuis la date de lancement du deuxième tour des mutations et au plus tard le 1^{er} mars sont portés, par le Gouvernement, à la connaissance des membres, par lettre-circulaire, dans le courant du mois de mars.

Pour le quatrième tour des mutations, les emplois devenus définitivement vacants à la suite des mutations intervenues au troisième tour des mutations ainsi que les emplois devenus vacants depuis la date de lancement du troisième tour des mutations et au plus tard le 1^{er} mai sont portés, par le Gouvernement, à la connaissance des membres du personnel, par lettre-circulaire, dans le courant du mois de mai.

Art. 77. Les lettres-circulaires visées à l'article 76 sont adressées aux membres du personnel sous pli recommandé à la poste. Elles mentionnent que les emplois peuvent être attribués par mutation aux membres du personnel nommés à titre définitif dans la fonction dont l'emploi est à conférer et invitent les membres du personnel, intéressés par les emplois à conférer, à introduire une demande de mutation.

Chaque lettre-circulaire précise la forme et le délai dans lesquels les demandes doivent être introduites.

Art. 78. Les demandes de mutation doivent être envoyées, par lettre recommandée à la poste, à l'adresse indiquée dans les lettres-circulaires visées à l'article 76.

Les demandes doivent être introduites dans la forme et le délai fixés par chaque lettre-circulaire.

Le délai ne pourra être inférieur à dix jours ouvrables. Il prend cours le lendemain de la date de l'envoi de la lettre-circulaire.

Art. 79. Pour chaque tour des mutations, le membre du personnel qui sollicite plusieurs emplois, devra introduire une demande séparée pour chaque emploi, en indiquant éventuellement sa préférence.

Art. 80. Le membre du personnel qui obtient une mutation au second tour des mutations renonce automatiquement à la mutation qu'il a obtenue lors du premier tour des mutations.

Art. 81. Pour chaque tour des mutations et pour chacun des emplois à conférer, les membres du personnel qui ont régulièrement introduit une demande de mutation et qui remplissent la condition requise, sont classés d'après leur ancienneté de fonction, acquise à la date du 1^{er} septembre de l'année de l'exercice en cours. En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel le plus âgé.

Art. 82. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 81, sont admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus, à quelque titre que ce soit, dans la fonction dont l'emploi est à conférer par mutation.

Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de fonction visée à l'article 81, les services effectifs se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés.

Art. 83. Sans préjudice des dispositions visées aux articles 40 et 41, le Gouvernement confère, par mutation, tout emploi définitivement vacant de la fonction à laquelle il est nommé, au membre du personnel du Service général de l'Inspection qui occupe la première place du classement visé à l'article 81, en tenant compte des préférences exprimées conformément aux dispositions de l'article 79.

Art. 84. Tout membre du personnel est affecté définitivement dans l'emploi dans lequel il a obtenu une mutation le 1^{er} août de l'exercice en cours.

CHAPITRE IV. — *Du mandat pour l'exercice des fonctions de promotion d'inspecteur général et d'inspecteur général coordonnateur*

Section I^{re}. — Procédure et conditions d'obtention du mandat

Art. 85. Les emplois des fonctions d'inspecteur général et d'inspecteur général coordonnateur visées à l'article 28, 2^o et 3^o, sont conférés par mandat.

Un mandat ne peut être conféré qu'en cas de vacance d'emploi dans la fonction considérée.

Art. 86. La vacance d'emploi de la fonction d'inspecteur général ou d'inspecteur général coordonnateur à conférer est portée à la connaissance des membres du personnel susceptibles d'être candidats à l'exercice d'un mandat, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 87. Peuvent seuls être mandatés les candidats qui ont respecté la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites.

Art. 88. Nul ne peut se voir conférer un mandat s'il ne remplit les conditions suivantes :

1^o Etre nommé à titre définitif dans une fonction de promotion d'inspecteur visée à l'article 28, 1^o;

2^o Compter une ancienneté de fonction de six ans au moins :

a) Dans une fonction de promotion d'inspecteur au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire pour être mandaté à la fonction d'inspecteur général de l'enseignement fondamental ordinaire;

b) Dans une fonction de promotion d'inspecteur au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire ordinaire pour être mandaté à la fonction d'inspecteur général de l'enseignement secondaire ordinaire;

3^o Compter une ancienneté de fonction de neuf ans au moins dans une fonction de promotion d'inspecteur pour être mandaté à la fonction d'inspecteur général coordonnateur;

4^o Avoir obtenu la mention « favorable » à sa dernière évaluation. En l'absence de rapport d'évaluation, l'inspecteur est réputé avoir obtenu la mention « favorable »;

5^o Ne pas avoir encouru une sanction ou une peine disciplinaire au cours des cinq années précédentes;

6^o Avoir suivi et réussi une formation en gestion de ressources humaines d'un maximum de 60 heures, organisée par l'Ecole d'Administration publique. L'attestation de réussite de la formation est délivrée par un jury dont la composition et les modalités de fonctionnement sont déterminées par le Gouvernement.

A défaut de candidat répondant à la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 6^o, le Gouvernement peut conférer un mandat à un candidat ne répondant pas à cette condition, pour autant que ce dernier s'engage à suivre la prochaine formation en gestion de ressources humaines. Il est mis fin d'office à l'exercice de son mandat en cas de non-respect de cet engagement ou en cas d'échec.

Art. 89. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 88, 3^o et 4^o, sont admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus, à quelque titre que ce soit, dans la fonction de promotion d'inspecteur.

Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de fonction visée à l'article 88, 3^o et 4^o, les services effectifs se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés.

Art. 90. § 1^{er}. Il est créé, auprès du Gouvernement, une Commission de sélection et d'évaluation, ci-après dénommée « la Commission ».

§ 2. La Commission est compétente pour remettre, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, les avis prévus en application des articles 92 et 97.

§ 3. La Commission comprend :

1° Cinq membres désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement, titulaires d'un grade de rang 16 au moins;

2° Cinq membres désignés par le Gouvernement parmi les titulaires de la fonction de professeur ordinaire, de professeur ou de chargé de cours, nommé ou engagé à titre définitif à temps plein au sein d'une université organisée ou subventionnée par la Communauté française ou titulaires d'une fonction élective au sein d'une Haute Ecole organisée ou subventionnée par la Communauté française;

Les membres de la Commission sont désignés pour un terme de cinq ans, renouvelable.

§ 4. Le Gouvernement désigne un président et un vice-président de la Commission parmi les cinq fonctionnaires généraux visés au § 3, 1°. Si le Président n'est pas l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, ce dernier est vice-président.

Le Gouvernement désigne un secrétaire et un secrétaire suppléant de la Commission parmi les agents de niveau 2+ au moins des Services du Gouvernement.

§ 5. Pour chaque membre effectif, le Gouvernement désigne un membre suppléant choisi selon les mêmes modalités que le membre effectif qu'il supplée.

§ 6. La Commission rend ses avis à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, celle du Président est prépondérante.

Le Gouvernement fixe les autres modalités de fonctionnement de la Commission ainsi que son règlement d'ordre intérieur, sur proposition de cette dernière.

§ 7. Tout membre de la Commission qui perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné au sein de la Commission, est remplacé sans délai par le Gouvernement, selon les mêmes modalités. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 91. Lors de la déclaration de vacance de l'emploi à pourvoir par mandat, le Gouvernement établit une lettre de mission sur proposition du fonctionnaire général qu'il désigne.

La lettre de mission comporte au moins la description des éléments suivants :

- 1° La définition précise des missions qui incombent au mandataire;
- 2° Les objectifs à atteindre.

Art. 92. Les candidatures à un mandat sont examinées par la Commission qui peut décider d'entendre les différents candidats.

La Commission présente au Gouvernement, par mandat à conférer, une liste de cinq candidats au plus, classés dans l'ordre de leurs mérites et de leurs aptitudes relationnelles. Pour classer les candidats selon l'ordre de leurs mérites, la Commission prend notamment en compte les formations en cours de carrière et complémentaires, les publications, les diplômes, certificats et brevets obtenus, les projets mis en oeuvre lorsque les candidats exerçaient leur fonction d'inspecteur ou un mandat antérieur.

Section II. — Durée et exercice du mandat

Art. 93. § 1^{er}. Le mandat d'inspecteur général, d'une durée de cinq ans, est confié par le Gouvernement au candidat qu'il choisit sur la liste proposée par la Commission de sélection et d'évaluation visée à l'article 90.

Ce mandat est renouvelable sur la base de l'évaluation attribuée par le Gouvernement sur proposition de la Commission de sélection et d'évaluation.

§ 2. Le mandat d'inspecteur général coordonnateur, d'une durée de cinq ans, est confié par le Gouvernement au candidat qu'il choisit sur la liste proposée par la Commission de sélection et d'évaluation visée à l'article 90.

Ce mandat est renouvelable sur la base de l'évaluation attribuée par le Gouvernement sur proposition de la Commission de sélection et d'évaluation.

Art. 94. Le mandat est temporaire. Il ne donne aucun droit à une nomination à titre définitif à la fonction qu'il confère.

La fonction conférée par mandat est indivisible. Elle est exercée à temps plein.

Durant l'exercice de son mandat, le membre du personnel est en activité de service, sauf disposition formelle le plaçant dans une autre position administrative.

Sa résidence administrative est fixée à Bruxelles.

Art. 95. Pendant la durée de son mandat, le mandataire ne peut obtenir :

1° Un congé pour interruption de la carrière professionnelle, à l'exception de l'interruption de carrière pour donner des soins palliatifs, pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave ou lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant dans le cadre du congé parental;

2° Un congé pour mission ou une disponibilité pour mission spéciale;

3° Un congé pour accomplir un stage dans un autre emploi de l'Etat, des provinces, des communes, d'un établissement public assimilé, d'une école officielle ou d'une école libre subventionnée;

4° Un congé pour présenter sa candidature aux élections législatives ou provinciales;

5° Un congé pour suivre des cours, se préparer à passer des examens et subir des examens;

6° Un congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement;

7° Un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles ou un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles, accordées au membre du personnel qui a au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans, ou un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles, accordées au membre du personnel âgé de 50 ans;

8° Un congé politique;

9° Une disponibilité pour convenances personnelles;

10° Une disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite sur la base des dispositions de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux.

Art. 96. Durant l'exercice de son mandat, l'Inspecteur général bénéficie de l'échelle de traitement accordée à un agent des Services du Gouvernement de rang 15.

Durant l'exercice de son mandat, l'Inspecteur général coordonnateur bénéficie de l'échelle de traitement accordée à un agent des Services du Gouvernement de rang 16.

Art. 97. L'évaluation des mandataires a lieu tous les trente mois. Elle est attribuée par le Gouvernement sur proposition de la Commission de sélection et d'évaluation visée à l'article 90.

L'évaluation se fonde sur l'exécution de la lettre de mission visée à l'article 91.

Elle fait l'objet d'une des mentions suivantes :

1° « Favorable »;

2° « Réserve »;

3° « Défavorable ».

Une évaluation « défavorable » ne peut être attribuée qu'après que le mandataire a obtenu une évaluation « réservée », sauf si la proposition d'évaluation de la Commission est « réservée » ou « défavorable ».

Art. 98. Le mandataire auquel est attribuée une évaluation « favorable » en cours de mandat poursuit l'exercice de son mandat.

En cas d'attribution d'une évaluation « réservée » en cours de mandat, une nouvelle évaluation est réalisée dans les six à douze mois qui suivent et conduit à l'attribution d'une mention « favorable » ou « défavorable ». L'attribution d'une mention « réservée » peut conduire le Gouvernement à adapter la lettre de mission et enjoindre au mandataire de suivre des formations adaptées.

En cas d'évaluation « défavorable » en cours de mandat, il est mis fin au mandat de manière anticipée.

Art. 99. En cas d'absence de l'Inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire, le Gouvernement peut charger les inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement fondamental ordinaire d'assurer conjointement les missions de l'Inspecteur général.

En cas d'absence de l'Inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire ordinaire, le Gouvernement peut charger les inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement secondaire ordinaire d'assurer conjointement les missions de l'Inspecteur général.

En cas d'absence de l'Inspecteur général coordonnateur, le Gouvernement peut charger un fonctionnaire général d'assurer les missions de l'Inspecteur général coordonnateur.

Art. 100. Le mandataire peut mettre fin volontairement à son mandat, moyennant un préavis d'un mois.

Il est d'office mis fin au mandat de manière anticipée lorsque le mandataire fait l'objet d'une des sanctions disciplinaires visées à l'article 116, 4° à 6°.

Art. 101. Lorsque, pour quelque raison que ce soit, il est mis fin à un mandat avant son échéance, le mandataire est remplacé. Le remplaçant, désigné par le Gouvernement selon les modalités fixées aux articles 85 à 93, achève le mandat en cours.

Section III. — Echéance du mandat

Art. 102. A l'échéance de son mandat, le mandataire dont la dernière évaluation porte la mention « favorable » est reconduit d'office par le Gouvernement dans ce mandat sans qu'il soit procédé à la déclaration de vacance visée à l'article 86.

A l'échéance de son mandat, le mandataire dont la dernière évaluation porte la mention « réservée » voit son mandat remis en concurrence et ne peut plus, pendant cinq ans, poser sa candidature pour une désignation dans le mandat d'Inspecteur général coordonnateur.

A l'échéance de son mandat, le mandataire dont la dernière évaluation porte la mention « défavorable » ne peut plus poser sa candidature pour une désignation dans le mandat qu'il vient d'exercer et ne peut plus, pendant cinq ans, poser sa candidature pour une désignation dans le mandat d'Inspecteur général ni dans le mandat d'Inspecteur général coordonnateur.

Art. 103. Si un mandataire dans la fonction d'inspecteur général accepte un mandat d'inspecteur général coordonnateur, il est réputé démissionnaire de son mandat d'inspecteur général.

Art. 104. Lorsqu'il perd sa qualité de mandataire, le membre du personnel retrouve sa fonction de promotion d'inspecteur.

CHAPITRE V. — De la formation en cours de carrière des membres du service général de l'inspection

Art. 105. Les membres du Service général de l'Inspection suivent chaque année quatre journées au moins de formation en relation avec les missions définies aux articles 6 à 12.

Les formations visées à l'alinéa 1^{er} sont organisées par l'Institut de la formation en cours de carrière en ce qui concerne les membres du personnel exerçant une fonction de promotion d'inspecteur visée à l'article 28, 1° et par l'Ecole d'Administration publique en ce qui concerne les membres du personnel exerçant une fonction de promotion d'inspecteur général ou d'inspecteur général coordonnateur visée à l'article 28, 2° ou 3°, sur la base des orientations définies par la Commission de pilotage, approuvées par le Gouvernement.

Art. 106. Au terme des formations, il est délivré aux membres du Service général de l'Inspection une attestation de fréquentation, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

CHAPITRE VI. — *Des positions administratives*

Section I^{re}. — Disposition générale

Art. 107. Les membres du personnel du Service général de l'Inspection sont dans une des positions administratives suivantes :

- 1° L'activité de service;
- 2° La non-activité;
- 3° La disponibilité.

Section II. — De l'activité de service

Art. 108. Le membre du personnel du Service général de l'Inspection est toujours censé être en activité de service, sauf disposition formelle le plaçant dans une autre position administrative.

Art. 109. Le membre du personnel du Service général de l'Inspection a droit au traitement et à l'avancement de traitement dans les mêmes conditions que les chefs des établissements d'enseignement de la Communauté française qu'il inspecte.

Sans préjudice des dispositions de l'article 95 et, en ce qui concerne l'inspection de l'enseignement à distance, des dispositions de l'arrêté de l'Exécutif du 7 novembre 1985 organisant le régime des congés de l'inspection de l'enseignement à distance, il peut obtenir un congé dans les mêmes conditions que les chefs des établissements d'enseignement de la Communauté française qu'il inspecte.

Par dérogation à l'alinéa 2, les Inspecteurs généraux et l'Inspecteur général coordonnateur bénéficient durant leur mandat des congés de vacances annuelles des agents des Services du Gouvernement.

Section III. — De la non-activité

Art. 110. Le membre du personnel du Service général de l'Inspection est dans la position de non-activité :

- 1° Lorsque, aux conditions fixées par le Gouvernement, il accomplit, en temps de paix, certaines prestations militaires ou est affecté à la protection civile ou à des tâches d'utilité publique en application de la loi portant le statut des objecteurs de conscience;
- 2° Lorsqu'il est frappé de la sanction de suspension disciplinaire ou de mise en non-activité disciplinaire;
- 3° Lorsque, pour des raisons familiales, il est autorisé à s'absenter pour une période de longue durée.

Art. 111. Le membre du personnel du Service général de l'Inspection qui est dans la position de non-activité n'a pas droit au traitement, sauf disposition formelle contraire.

S'il se trouve en position de non-activité en raison des dispositions prévues à l'article 110, 2°, il n'a pas droit à l'avancement de traitement.

Art. 112. Nul ne peut être mis ou maintenu en non-activité après la fin du mois où il atteint l'âge de 60 ans s'il compte trente années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension de retraite.

Section IV. — De la disponibilité

Art. 113. Sans préjudice des dispositions de l'article 95, le membre du personnel du Service général de l'Inspection peut être mis dans l'une des positions de disponibilité suivantes dans les mêmes conditions que les chefs des établissements d'enseignement de la Communauté française qu'il inspecte :

- 1° Pour mission spéciale;
- 2° Pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'inaptitude définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celles des congés pour cause de maladie ou d'infirmité;
- 3° Pour convenances personnelles;
- 4° Pour convenances personnelles précédant la pension de retraite;
- 5° Par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement.

Toutefois, en cas de mise en disponibilité pour convenances personnelles, l'emploi dont est titulaire le membre du personnel demeure non vacant pendant la période de cette mise en disponibilité.

Art. 114. Nul ne peut être mis ou maintenu en disponibilité après la fin du mois où il atteint l'âge de 60 ans s'il compte trente années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension de retraite.

La disposition de l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux membres du personnel mis en disponibilité pour mission spéciale.

Art. 115. Des traitements d'attente peuvent être alloués aux membres du personnel du Service général de l'Inspection mis en disponibilité dans les mêmes conditions que les chefs des établissements d'enseignement de la Communauté française qu'il inspecte.

Ces traitements d'attente, les allocations et indemnités qui sont éventuellement alloués à ces membres du personnel, sont soumis au régime de mobilité applicable aux rétributions des membres du personnel en activité de service.

CHAPITRE VII. — *Du régime disciplinaire*Section I^{re}. — Des sanctions disciplinaires

Art. 116. Les sanctions disciplinaires qui peuvent être infligées aux membres du personnel du Service général de l'Inspection sont :

- 1° Le rappel à l'ordre;
- 2° La réprimande;
- 3° La retenue sur traitement;
- 4° La suspension disciplinaire;
- 5° La mise en non-activité disciplinaire;
- 6° La révocation.

Art. 117. Pour les membres du personnel nommés à titre définitif dans une fonction de promotion d'inspecteur visée à l'article 28, 1°, les sanctions disciplinaires sont proposées par l'Inspecteur général coordonnateur.

Pour les Inspecteurs généraux et l'Inspecteur général coordonnateur, les sanctions disciplinaires sont proposées par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Les sanctions disciplinaires sont prononcées par le Gouvernement.

Art. 118. La retenue sur traitement ne peut être prononcée pour une durée supérieure à trois mois. Elle ne peut dépasser un cinquième du traitement.

Art. 119. La suspension disciplinaire ne peut être prononcée pour une durée supérieure à un an. Elle entraîne la privation de la moitié du traitement.

Art. 120. La durée de la mise en non-activité disciplinaire est fixée par le Gouvernement : elle ne peut être inférieure à un an, ni dépasser cinq ans.

Le membre du personnel bénéficie pendant les deux premières années d'un traitement d'attente égal à la moitié du traitement d'activité. Sans pouvoir jamais dépasser ce dernier montant, le traitement d'attente est fixé ensuite au taux de la pension que l'intéressé obtiendrait s'il était admis prématurément à la retraite.

Après avoir subi la moitié de sa sanction, le membre du personnel peut demander sa réintégration au sein du Service général de l'Inspection.

Art. 121. Aucune sanction ne peut être proposée sans que le membre du personnel ait été, au préalable, entendu ou dûment convoqué.

Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel, dûment convoqué, ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Tout membre du personnel invité à viser une proposition de sanction disciplinaire formulée à son encontre a le droit d'introduire, par la voie hiérarchique, une réclamation écrite devant la Chambre de recours, dans le délai de vingt jours ouvrables à compter de la date à laquelle la proposition lui a été soumise pour visa.

Si l'intéressé n'a pas introduit de recours dans le délai fixé, la proposition de sanction disciplinaire est transmise immédiatement au Gouvernement.

Art. 122. La proposition de sanction disciplinaire et le recours introduit par le membre du personnel concerné sont transmis à la Chambre de recours dans le délai d'un mois à compter de la date de la réception du recours.

Art. 123. A moins d'empêchement légitime, le requérant comparaît en personne. Il peut se faire assister par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

Sauf dans les cas de poursuites pénales, la Chambre de recours donne son avis au Gouvernement dans un délai maximum de trois mois à compter de la date de réception du dossier complet de l'affaire. Toutefois, le Gouvernement peut demander un avis d'urgence. Dans ce cas, le délai ne peut cependant être inférieur à un mois.

Le Gouvernement prend sa décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours.

Art. 124. Aucune sanction ne peut produire d'effet pour la période qui précède son prononcé.

Art. 125. L'action pénale relative aux faits qui font l'objet d'une procédure disciplinaire est suspensive de la procédure et du prononcé disciplinaires. Quel que soit le résultat de l'action pénale, l'autorité disciplinaire reste juge de l'application des sanctions disciplinaires.

Section II. — De la radiation des sanctions disciplinaires

Art. 126. La sanction disciplinaire est effacée d'office au terme d'un délai :

- 1° D'un an pour le rappel à l'ordre et la réprimande;
- 2° De trois ans pour la retenue sur traitement;
- 3° De cinq ans pour la suspension disciplinaire;
- 4° De sept ans pour la mise en non-activité disciplinaire.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} commence à courir au prononcé de la sanction disciplinaire.

Sans préjudice de l'exécution de la sanction disciplinaire, l'effacement a pour conséquence que la sanction ne peut plus avoir d'effet, notamment sur les droits d'accès à une autre fonction de promotion.

CHAPITRE VIII. — *De la Chambre de recours*

Art. 127. Il est institué, auprès du Gouvernement, une Chambre de recours pour les membres du personnel du Service général de l'Inspection, ci-après dénommée « la Chambre de recours ».

La Chambre de recours élabore son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet pour approbation au Gouvernement.

Art. 128. La Chambre de recours traite des recours introduits en matière d'incompatibilité, d'évaluation et de sanction disciplinaire.

Art. 129. La Chambre de recours est composée :

1° D'un président et d'un président suppléant désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de rang 16 au moins;

2° De six membres désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux du Ministère de rang 16 au moins;

3° D'un secrétaire désigné par le Gouvernement parmi les agents de niveau 2+ au moins des Services du Gouvernement.

Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, sont désignés pour moitié directement par le Gouvernement et pour moitié sur proposition des organisations syndicales représentatives, chaque organisation syndicale disposant d'au moins un représentant.

Art. 130. Pour chaque membre effectif, le Gouvernement désigne un membre suppléant selon les mêmes modalités que celles visées à l'article 129, 2°.

Il désigne également un secrétaire suppléant selon les mêmes modalités que celles visées à l'article 129, 3°.

Art. 131. En cas de remplacement d'un membre, le remplaçant achève le mandat de celui à la place duquel il est désigné.

Art. 132. Les président, président suppléant, membres effectifs et membres suppléants sont désignés pour quatre ans. Leur mandat est renouvelable.

Art. 133. La Chambre de recours est présidée par le président et, à son défaut, par le président suppléant.

Le président a voix délibérative

Les secrétaire et secrétaire suppléant de la Chambre de recours en assurent le secrétariat. Ils n'ont pas voix délibérative.

Art. 134. Aucun recours ne peut faire l'objet de délibérations de la Chambre de recours si le requérant n'a été mis à même de faire valoir ses moyens de défense et si le dossier ne contient les éléments susceptibles de permettre à la Chambre d'émettre un avis en toute connaissance de cause, notamment le rapport des enquêteurs, les procès-verbaux des auditions de témoins et des confrontations indispensables.

Le requérant peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités.

Le défaut de comparution du membre du personnel ou de son représentant n'empêche pas la Chambre de recours de se prononcer.

Art. 135. Dès qu'un recours est introduit, le Président communique au requérant la liste des membres effectifs et suppléants de la Chambre de recours.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de cette liste, le requérant peut demander la récusation d'un ou de plusieurs membres, mais tout au plus de deux membres désignés sur proposition des organisations syndicales et de deux membres désignés directement par le Gouvernement. Toutefois, il ne peut récuser un membre effectif et son suppléant.

Tout membre qui se sait cause de récusation est tenu de s'abstenir.

Un membre peut également demander à être déchargé s'il estime avoir un intérêt moral en la cause ou s'il croit que l'on puisse douter de son impartialité. Le Président décide de la suite à réserver à cette demande. Il peut aussi décharger d'office un membre pour les mêmes motifs.

Art. 136. Les président et président suppléant ne peuvent siéger dans une affaire relative à l'un des membres du personnel relevant de leur administration.

Les président, président suppléant, membres effectifs et membres suppléants ne peuvent siéger dans une affaire concernant leur conjoint, leur cohabitant, un parent ou un allié, jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Art. 137. La Chambre de recours délibère valablement si le président et quatre membres au moins sont présents.

Si le quorum visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas atteint, le président convoque une nouvelle réunion dans les quinze jours. Au cours de cette réunion, une décision pourra être prise quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 138. Pour chaque affaire, le Gouvernement désigne un rapporteur parmi les agents de niveau 1 des Services du Gouvernement qui n'ont pas participé à l'enquête.

Le rapporteur expose objectivement à la Chambre de recours les rétroactes de l'affaire et les résultats de l'enquête. Il a droit de réplique. Il n'a pas voix délibérative.

Art. 139. La Chambre de recours peut ordonner un complément d'enquête, entendre les témoins à charge ou à décharge. Après en avoir délibéré, elle transmet au Gouvernement son avis motivé. Cet avis mentionne le nombre de votes pour et contre émis.

Art. 140. L'avis est donné à la majorité simple des voix.

Le vote sur l'avis a lieu au scrutin secret. Les membres désignés directement par le Gouvernement et ceux désignés sur proposition des organisations syndicales doivent être en nombre égal pour prendre part au vote. Le cas échéant, la parité est rétablie par l'élimination d'un ou de plusieurs membres après tirage au sort.

En cas de parité des voix, le président décide.

Art. 141. La décision prise par le Gouvernement fait mention de l'avis motivé de la Chambre de recours.

Toute décision non conforme à l'avis de la Chambre de recours est motivée.

Le Gouvernement notifie sa décision à la Chambre de recours et au requérant.

Art. 142. Le mandat des membres de la Chambre de recours est gratuit. Toutefois, des indemnités pour frais de parcours et de séjour peuvent leur être accordées suivant les dispositions réglementaires en la matière. Aucune indemnité n'est cependant due au président ou au président suppléant.

Art. 143. Les modalités de fonctionnement de la Chambre de recours sont fixées par le Gouvernement, dans le respect des droits de la défense et du caractère contradictoire des débats.

CHAPITRE IX. — *De la suspension préventive : mesure administrative*

Art. 144. § 1^{er}. La suspension préventive organisée par le présent chapitre est une mesure purement administrative, n'ayant pas le caractère d'une sanction.

Elle est prononcée par le Gouvernement et est motivée. Elle a pour effet d'écarter le membre du personnel de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 2. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou l'Inspecteur général coordonnateur qu'il délègue à cet effet.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel administratif par lettre recommandée à la poste, et ce même si le membre du personnel ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition sans pouvoir faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition.

Si le membre du personnel ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel est convoqué à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel par lettre recommandée à la poste dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition.

Si la décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 3. Par dérogation à l'alinéa 1^{er} du § 2, le membre du personnel peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt du service, que le membre du personnel ne soit plus présent au sein du Service.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, la procédure de suspension préventive doit être engagée conformément aux dispositions du présent article. A défaut, la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel ne pourra à nouveau être écarté du service pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au § 2.

La mesure d'écartement sur-le-champ est prononcée par le Gouvernement.

Le membre du personnel écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

Art. 145. § 1^{er}. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel du Service général de l'Inspection :

1° S'il fait l'objet de poursuites pénales;

2° Avant l'exercice de poursuites disciplinaires ou s'il fait l'objet de poursuites disciplinaires;

3° Dès que le Gouvernement lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. Dans le cadre de la constatation d'une incompatibilité ou dans le cadre d'une procédure disciplinaire ou avant l'exercice éventuel d'une procédure disciplinaire, la durée de la suspension préventive ne peut dépasser un an et dans le cadre d'une procédure disciplinaire expire en tout cas :

1° Après six mois si aucune proposition de sanction disciplinaire n'a été formulée et notifiée au membre du personnel dans ce délai;

2° Le troisième jour ouvrable qui suit la notification de la proposition de sanction disciplinaire si cette proposition est le rappel à l'ordre, la réprimande ou la retenue sur traitement;

3° Pour une proposition de sanction disciplinaire autre que celles visées au point 2°, quatre-vingts jours calendrier après la notification de la proposition de sanction disciplinaire au membre du personnel si ce dernier n'a pas introduit de recours à l'encontre de ladite proposition;

4° Pour une proposition de sanction disciplinaire autre que celles visées au point 2°, quatre-vingts jours calendrier après la notification au Ministre de l'avis de la chambre de recours sur la proposition de sanction disciplinaire formulée à l'encontre du membre du personnel;

5° Le jour où la sanction disciplinaire sort ses effets.

Dans le cadre de poursuites pénales, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à un an.

Lorsqu'une procédure disciplinaire est engagée ou poursuivie après une décision judiciaire de condamnation pénale coulée en force de chose jugée, le délai d'un an visé à l'alinéa 1^{er} ne commence à courir qu'à dater du prononcé de la condamnation définitive.

§ 3. Dans le cadre d'une procédure disciplinaire ou avant l'exercice éventuel d'une procédure disciplinaire, la suspension préventive doit faire l'objet d'une confirmation écrite tous les trois mois à dater de la prise d'effet.

Cette confirmation est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

A défaut de confirmation de la suspension préventive dans les délais requis, le membre du personnel concerné peut réintégrer ses fonctions après en avoir informé le Gouvernement, par lettre recommandée, au moins dix jours ouvrables avant la reprise effective du travail.

Après réception de cette notification, le Gouvernement peut confirmer le maintien en suspension préventive selon la procédure décrite à l'alinéa 2.

Art. 146. Tout membre du personnel suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, est fixé à la moitié de son traitement d'activité le traitement de tout membre du personnel suspendu préventivement qui fait l'objet :

- 1° D'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;
- 2° D'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires;
- 3° D'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie à la suite d'une condamnation pénale définitive;
- 4° De poursuites disciplinaires en raison d'une faute grave pour laquelle il y a soit flagrant délit, soit des indices probants et dont l'appréciation appartient au Gouvernement;
- 5° D'une proposition de sanction disciplinaire prévue à l'article 116, 4°, 5° et 6°.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1° et 2°, cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de l'inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, cette réduction de traitement déjà opérée en vertu de l'alinéa 2, 1° ou 2°, est maintenue au-delà de la condamnation définitive si le Ministre notifie au membre du personnel son intention de poursuivre ou d'engager la procédure disciplinaire.

Pour l'application de l'alinéa 2, 4°, la réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit la notification du Ministre au membre du personnel de l'application de cet alinéa 2, 4°.

Pour l'application de l'alinéa 2, 5°, cette réduction de traitement prend effet le jour où la proposition de sanction disciplinaire est soumise ou notifiée au membre du personnel.

Art. 147. A l'issue de la procédure disciplinaire ou de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée sauf si :

- 1° Le Gouvernement inflige au membre du personnel une des sanctions prévues à l'article 116, 4°, 5° et 6°;
- 2° Il est fait application de l'article 148, 2°, b) et 5°;
- 3° Le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive suivie ou non d'une procédure disciplinaire.

Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel reçoit le complément de son traitement initialement retenu augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel durant la suspension préventive lui restent acquises.

Si le traitement du membre du personnel a été réduit en application de l'article 146, alinéa 2, 4° ou 5°, et qu'au terme de la procédure disciplinaire, une sanction de suspension disciplinaire est prononcée pour une durée inférieure à la durée de la mesure de réduction de traitement, cette dernière est rapportée pour la période excédant la durée de la suspension disciplinaire et le membre du personnel perçoit dans ce cas le complément de son traitement, indûment retenu durant cette période, augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

L'alinéa 4 ne s'applique pas dans le cadre d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie après une condamnation pénale définitive.

CHAPITRE X. — *De la cessation des fonctions*

Art. 148. Les membres du personnel du Service général de l'Inspection nommés à titre définitif ou mandataires sont démis de leurs fonctions, d'office et sans préavis :

- 1° S'ils n'ont pas été nommés à titre définitif de façon régulière;
- 2° S'ils cessent de répondre aux conditions suivantes :
 - a) Etre belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
 - b) Jouir des droits civils et politiques;
 - c) Avoir satisfait aux lois sur la milice;
 - d) Etre de conduite irréprochable;
- 3° Si après une absence autorisée, ils négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pour une période ininterrompue de plus de dix jours;
- 4° S'ils abandonnent, sans motif valable, leur emploi et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;
- 5° S'ils se trouvent dans les cas où l'application des lois civiles et pénales entraînent la cessation des fonctions;

6° S'ils sont atteints d'une invalidité prématurée dûment constatée dans les conditions fixées par la loi et les mettant hors d'état de remplir leurs fonctions d'une manière complète, régulière et continue;

7° Si une incompatibilité est constatée et qu'aucun recours visé à l'article 44 n'a été introduit ou que le membre du personnel refuse de mettre fin à une occupation incompatible, le cas échéant après épuisement de la procédure;

8° S'ils démissionnent volontairement : le membre du personnel ne peut abandonner son service qu'à condition d'y avoir été dûment autorisé et après un préavis de quinze jours au moins;

9° S'ils sont mis à la retraite pour limite d'âge;

10° S'ils font l'objet de la sanction disciplinaire de la révocation.

TITRE III. — Des conseillers pédagogiques et du conseiller pédagogique coordonnateur

Art. 149. Les Conseillers pédagogiques du Service du conseil et du soutien pédagogique visés à l'article 18 sont désignés par le Gouvernement parmi :

1° Les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française;

2° Les membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française;

3° Les membres du personnel technique des Centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française.

Ils bénéficient d'un congé pour mission en application des dispositions de l'article 6 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, aux conditions fixées dans ce décret.

Art. 150. Les Conseillers pédagogiques des Cellules de conseil et de soutien pédagogique visés à l'article 21 sont désignés par le Gouvernement, sur proposition des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs, en vertu :

1° Des dispositions de l'article 5 du décret du 24 juin 1996 précité aux conditions fixées dans ce décret, à concurrence du nombre maximum de poste fixé par le Gouvernement;

2° Des dispositions de l'article 6 du décret du 24 juin 1996 précité aux conditions fixées dans ce décret, à concurrence de 75 postes, répartis proportionnellement entre les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs par le Gouvernement;

3° Des dispositions de l'article 7 du décret du 24 juin 1996 précité aux conditions fixées dans ce décret, à concurrence du nombre maximum de postes fixé par le Gouvernement;

4° Des conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés, à concurrence du nombre maximum de postes fixé par le Gouvernement;

5° Des dispositions de l'article 21, § 1^{er}, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, à concurrence du nombre maximum de postes fixé par le Gouvernement.

Les Conseillers pédagogiques peuvent également être désignés parmi les personnes engagées à charge des pouvoirs organisateurs. L'alinéa 1^{er}, 2^o, n'est applicable que dans l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé. Les Conseillers pédagogiques visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o et 5^o, sont désignés parmi :

1° Les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement subventionné par la Communauté française;

2° Les membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles subventionné par la Communauté française;

3° Les membres du personnel technique des Centres psycho-médico-sociaux subventionnés par la Communauté française.

Les temps de préparation des missions des conseillers pédagogiques visées aux articles 17 et 20 ne sont pas compris dans le nombre d'heures de prestations visés dans le cadre des conditions d'octroi des congés pour mission visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o et 3^o. Ils relèvent de l'organisation personnelle de travail des membres du personnel.

Art. 151. Préalablement à la désignation ou à la proposition de désignation en qualité de Conseiller pédagogique, le Gouvernement ou l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs concerné, selon le cas, arrête le profil de la fonction à pourvoir et lance un appel aux candidats selon les formes déterminées par le Gouvernement. Dans ce cadre, le Gouvernement ou, l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs concerné, selon le cas, peut ajouter des critères complémentaires aux conditions visées à l'article 152.

Dans l'enseignement subventionné, l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs concerné communique aux candidats les motifs de son choix du collaborateur pédagogique eu égard aux critères fixés dans le profil de la fonction déterminé conformément à l'alinéa 1^{er}.

Art. 152. Nul ne peut être désigné en qualité de Conseiller pédagogique s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° Etre porteur d'une attestation de fréquentation de la formation prévue à l'article 153;

2° Avoir répondu à l'appel aux candidats visé à l'article 151.

Art. 153. La formation à la fonction de conseiller pédagogique est de 80 heures.

Pour ce qui concerne la fonction de conseiller pédagogique exercée au sein du Service du conseil et du soutien pédagogiques visé à l'article 18, cette formation est organisée :

1° Pour 40 heures, par l'Institut de la formation en cours de carrière sur la base des orientations définies par la Commission de pilotage, approuvées par le Gouvernement. L'Institut de la formation en cours de carrière délivre une attestation de fréquentation de cette formation;

2° Pour 40 heures par le Service du Ministère désigné par le Gouvernement. Ce Service délivre une attestation de fréquentation de cette formation.

Pour ce qui concerne la fonction de conseiller pédagogique exercée au sein des Cellules de conseil et de soutien pédagogiques visées à l'article 21, cette formation est organisée :

1° Pour 40 heures par l'Institut de la formation en cours de carrière sur la base des orientations définies par la Commission de pilotage, approuvées par le Gouvernement. L'Institut de la formation en cours de carrière délivre une attestation de fréquentation de cette formation;

2° Pour 40 heures par l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs concerné. L'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs concerné délivre une attestation de fréquentation de cette formation.

Art. 154. § 1^{er}. Pour chaque Cellule de conseil et de soutien pédagogiques visée à l'article 21 et sur proposition de l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs concerné, le Gouvernement désigne, parmi les conseillers pédagogiques de la Cellule désignés en vertu de l'article 150, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, un Conseiller pédagogique coordonnateur pour une période de deux ans renouvelable.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour la Cellule de conseil et de soutien pédagogiques relevant du Secrétariat général de l'enseignement catholique en Communauté française et germanophone, le Gouvernement désigne, selon les mêmes modalités, deux Conseillers pédagogiques coordonnateurs.

§ 2. En vue de la proposition de désignation d'un conseiller pédagogique en tant que conseiller pédagogique coordonnateur, l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs concerné arrête le profil de la fonction à pourvoir et lance un appel aux candidats selon les formes déterminées par le Gouvernement. Dans ce cadre, l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs concerné peut ajouter des critères complémentaires aux conditions visées au § 3.

Dans l'enseignement subventionné, l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs concerné communique aux candidats les motifs de son choix du collaborateur pédagogique coordonnateur eu égard aux critères fixés dans le profil de la fonction déterminé conformément au présent paragraphe.

§ 3. Nul ne peut être désigné en qualité de Conseiller pédagogique coordonnateur s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° Avoir suivi et réussi une formation en gestion des ressources humaines de 30 heures organisée par l'Institut de la formation en cours de carrière. Celle-ci délivre une attestation de fréquentation de cette formation;

2° Etre nommé ou engagé à titre définitif pour le nombre minimum d'heures ou de périodes requis pour la fonction à prestations complètes dont il est titulaire.

3° Avoir répondu à l'appel aux candidats visé au § 2.

Art. 155. Les formations dont bénéficient les conseillers pédagogiques et les conseillers pédagogiques coordonnateurs en vertu du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire ou du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière, doivent porter sur des matières en relation avec leurs missions.

Les Conseillers pédagogiques et les Conseillers pédagogiques coordonnateurs non soumis aux décrets visés à l'alinéa précédent bénéficient des mêmes formations organisées dans les mêmes conditions.

Art. 156. § 1^{er}. Pour ce qui concerne le Service de conseil et de soutien pédagogiques visé à l'article 18, le Gouvernement peut mettre fin de manière anticipée à la désignation d'un Conseiller pédagogique :

1° Sur proposition du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement, basée sur une évaluation négative réalisée, suite à un entretien, par le responsable du Service du Ministère désigné par le Gouvernement;

2° En cas de manquement constaté sur la base du dossier transmis par le Collège conformément à l'article 25, § 1^{er}, 3°, après audition des parties concernées.

§ 2. Pour ce qui concerne les Cellules de conseil et de soutien pédagogiques visées à l'article 21, le Gouvernement peut :

1° Mettre fin de manière anticipée à la désignation d'un Conseiller pédagogique sur proposition motivée de l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs concerné, basée sur une évaluation négative réalisée, suite à un entretien, par le Conseiller pédagogique coordonnateur de la cellule concernée;

2° Mettre fin de manière anticipée à la désignation du Conseiller pédagogique coordonnateur sur proposition motivée de l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs concerné;

3° Mettre fin de manière anticipée à la désignation d'un Conseiller pédagogique ou s'opposer au renouvellement de cette désignation, en cas de manquement constaté sur la base du dossier transmis par le Collège conformément à l'article 25, § 1^{er}, 3°, après audition des parties concernées.

TITRE IV. — Dispositions transitoires, modificatives, abrogatoire et finale

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions transitoires

Art. 157. Sans préjudice de l'article 167, pour ce qui concerne l'enseignement maternel, l'enseignement primaire, l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire, ordinaire et spécialisé, les membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de la Communauté française qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont nommés à titre définitif en vertu de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, sont réputés nommés à titre définitif au sein du Service général de l'Inspection dans la fonction d'inspecteur correspondante conformément au tableau ci-après (voir Tableau 1.: Dispositions transitoires), à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Pour ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale, les membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont nommés à titre définitif en vertu de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, sont réputés nommés à titre définitif au sein du Service général de l'Inspection dans la fonction d'inspecteur correspondante conformément au tableau ci-après (voir Tableau 2. : Dispositions transitoires - 2), à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Pour ce qui concerne les centres psycho-médico-sociaux, les membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont nommés à titre définitif en vertu de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, sont réputés nommés à titre définitif au sein du Service général de l'Inspection dans la fonction d'inspecteur correspondante conformément au tableau ci-après (voir Tableau 3. : Dispositions transitoires - 3), à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Le membre du personnel nommé à titre définitif à la fonction d'inspecteur dans l'enseignement à distance est réputé nommé à titre définitif au sein du Service général de l'Inspection dans la fonction d'inspecteur de l'enseignement à distance à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 158. Sans préjudice de l'article 167 :

1° Les membres du personnel du service d'inspection de la Communauté française pour l'enseignement maternel, l'enseignement primaire et l'enseignement fondamental ordinaires subventionnés par la Communauté française qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont nommés à titre définitif dans la fonction d'inspecteur cantonal maternel, sont réputés nommés à titre définitif dans la fonction d'inspecteur de l'enseignement maternel au sein du Service général de l'Inspection à la date d'entrée en vigueur du présent décret;

2° Les membres du personnel du service d'inspection de la Communauté française pour l'enseignement maternel, l'enseignement primaire et l'enseignement fondamental ordinaires subventionnés par la Communauté française qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont nommés à titre définitif dans la fonction d'inspecteur cantonal primaire sont réputés nommés à titre définitif dans la fonction d'inspecteur de l'enseignement primaire au sein du Service général de l'Inspection à la date d'entrée en vigueur du présent décret;

3° Les membres du personnel du service d'inspection de la Communauté française pour l'enseignement maternel, l'enseignement primaire et l'enseignement fondamental ordinaires subventionnés par la Communauté française qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont nommés à titre définitif dans la fonction d'inspecteur cantonal du cours de morale non confessionnelles ont réputés nommés à titre définitif dans la fonction d'inspecteur de morale dans l'enseignement primaire au sein du Service général de l'Inspection à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 159. Sans préjudice de l'article 167, les membres du personnel du service d'inspection de la Communauté française pour l'enseignement maternel, l'enseignement primaire et l'enseignement fondamental ordinaires subventionnés par la Communauté française qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont nommés à titre définitif dans la fonction d'inspecteur principal, sont réputés nommés à titre définitif respectivement à la fonction d'inspecteur de l'enseignement maternel ou d'inspecteur de l'enseignement primaire au sein du Service général de l'Inspection à la date d'entrée en vigueur du présent décret, selon qu'ils détiennent respectivement le titre requis pour la fonction d'instituteur maternel ou le titre requis pour la fonction d'instituteur primaire.

Ils continuent à bénéficier de l'échelle de traitement à laquelle ils pouvaient prétendre à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 160. Le membre du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement maternel et d'enseignement primaire organisé par la Communauté française, désigné comme inspecteur coordonnateur à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, est réputé désigné comme inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement fondamental ordinaire au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Le membre du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement spécialisé de la Communauté française, désigné comme inspecteur coordonnateur à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, est réputé désigné comme inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement spécialisé au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement spécialisé à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 161. Le membre du personnel du service d'inspection désigné comme inspecteur coordonnateur ou comme administrateur pédagogique à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, au niveau de l'enseignement artistique, de l'enseignement à distance, des centres psycho-médico-sociaux ou de l'enseignement de promotion sociale, est réputé désigné comme inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau respectivement de l'enseignement artistique, de l'enseignement à distance, des centres psycho-médico-sociaux ou de l'enseignement de promotion sociale, au sein du Service général de l'Inspection à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

En cas de remplacement du titulaire, l'alinéa 1^{er} est applicable au membre du personnel qui assure le remplacement du titulaire jusqu'au retour de ce dernier.

Art. 162. § 1^{er}. Sont nommés à titre définitif à une fonction d'inspecteur de cours artistiques dans l'enseignement artistique les membres du personnel qui, à quelque titre que ce soit, occupent un emploi vacant d'une fonction de promotion d'inspecteur de cours artistiques dans l'enseignement artistique, pour autant qu'ils répondent aux conditions suivantes :

1° Etre belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° Etre de conduite irréprochable;

3° Jouir des droits civils et politiques;

4° Avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6° Etre nommé ou engagé à titre définitif dans une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

7° Compter une ancienneté de service de quinze ans au moins;

8° Compter une ancienneté de fonction de dix ans au moins;

9° Ne pas avoir encouru une sanction ou une peine disciplinaire au cours des cinq années précédentes;

§ 2. Le(s) membre(s) du personnel visé(s) au § 1^{er} qui ne remplit(ssent) pas toutes les conditions requises pour pouvoir bénéficier d'une nomination à titre définitif en vertu de cette disposition, sont réputés désignés à titre provisoire en qualité d'inspecteur de cours artistiques dans l'enseignement artistique à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 163. § 1^{er}. Le membre du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement secondaire organisé par la Communauté française qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, est nommé à titre définitif dans la fonction d'inspecteur général, est réputé nommé dans la fonction d'inspecteur général de l'enseignement secondaire ordinaire au sein du Service général de l'Inspection à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Par dérogation à l'article 93, l'inspecteur général visé à l'alinéa 1^{er}, reçoit, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, un mandat d'une durée de cinq ans et une lettre de mission.

L'inspecteur général visé à l'alinéa 1^{er} dont le mandat prend fin ou n'est pas renouvelé conformément aux dispositions du chapitre IV du Titre II, est placé sous l'autorité de l'Inspecteur général coordonnateur et est chargé par le Gouvernement d'une mission en rapport avec son expérience et ses qualifications.

§ 2. Le membre du personnel du service d'inspection de la Communauté française pour l'enseignement maternel, l'enseignement primaire et l'enseignement fondamental ordinaires subventionnés par la Communauté française, qui à la veille de l'entrée en vigueur est désigné à titre provisoire dans la fonction d'inspecteur général, continue à bénéficier de sa désignation provisoire dans l'attente de l'attribution du 1^{er} mandat d'Inspecteur général de l'enseignement fondamental ordinaire en application de l'article 93.

§ 3. Le Gouvernement peut, dans l'attente de l'attribution par mandat de la fonction d'Inspecteur général coordonnateur conformément aux dispositions du présent décret, désigner à titre provisoire à cette fonction un membre du personnel du Service général de l'Inspection qui remplit les conditions visées à l'article 88, alinéa 1^{er}, à l'exception des points 4° et 6°.

Art. 164. Les membres du personnel réputés détenteurs du brevet d'inspecteur cantonal maternel en vertu des articles 120 et 121 du décret du 20 décembre 2001 fixant le statut des membres du personnel du service d'inspection de la Communauté française pour l'enseignement maternel, l'enseignement primaire et l'enseignement fondamental ordinaires subventionnés par la Communauté française, sont réputés détenteurs du brevet d'inspecteur de l'enseignement maternel à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Les membres du personnel réputés détenteurs du brevet d'inspecteur primaire en vertu des articles 120 et 121 du décret du 20 décembre 2001 précité, sont réputés détenteurs du brevet d'inspecteur de l'enseignement primaire à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 165. § 1^{er}. Pour ce qui concerne l'enseignement maternel, l'enseignement primaire, l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire, ordinaires et spécialisés, organisés par la Communauté française, les membres du personnel titulaires d'un brevet d'inspecteur ou réputés l'être en vertu des dispositions applicables avant l'entrée en vigueur du présent décret, sont réputés détenteurs, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, du brevet relatif à la fonction correspondante conformément au tableau de l'article 157.

§ 2. Pour ce qui concerne l'enseignement maternel, l'enseignement primaire, l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire, ordinaires et spécialisés, organisés par la Communauté française, les membres du personnel titulaires d'un certificat d'aptitude à la fonction d'inspecteur cantonal du cours de morale non confessionnelle sont réputés détenteurs du brevet d'inspecteur de morale dans l'enseignement primaire à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

§ 3. Pour ce qui concerne l'enseignement maternel, l'enseignement primaire, l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire, ordinaires et spécialisés, organisés par la Communauté française, les membres du personnel qui, avant l'entrée en vigueur du présent décret, ont réussi la 1^{ère} épreuve de formation d'un brevet d'inspecteur organisé en vertu de l'article 19 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de sélection et de promotion, ou qui sont réputés l'avoir réussie en vertu de l'article 25, alinéa 3, du même décret, sont réputés avoir réussi l'épreuve de la 1^{ère} session de formation visée à l'article 50, § 1^{er}, alinéa 2 et détenir l'attestation de réussite correspondante.

§ 4. Pour ce qui concerne l'enseignement maternel, l'enseignement primaire, l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire, ordinaires et spécialisés, organisés par la Communauté française, les membres du personnel qui, avant l'entrée en vigueur du présent décret, ont bénéficié de l'application de l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2002 organisant les formations des diverses sessions relatives aux fonctions de promotion et de sélection visées aux articles 19, 20 et 21, accordant des dispenses et organisant les épreuves sanctionnant les formations en application des articles 23, 24 et 25 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection et constituant les différents jurys chargés de délivrer les brevets y afférents, pour ce qui concerne un brevet d'inspecteur, sont dispensés, à leur demande, de participer à nouveau à la 1^{ère} session de formation visée à l'article 50, § 1^{er}, alinéa 2.

Ces membres du personnel sont toutefois tenus de présenter l'épreuve sanctionnant ladite première session de formation visée à l'article 50.

§ 5. Par dérogation à l'article 45, 6°, les membres du personnel visés aux §§ 3 et 4 pourront, dans le respect des autres conditions visées à l'article 45, être nommés à titre définitif dans une fonction d'inspecteur s'ils sont nommés à titre définitif dans une fonction comprenant au moins les deux tiers du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes. Dans ce cas, par dérogation à l'article 59, au terme du délai fixé à l'article 58 alinéa 3, le membre du personnel nommé à titre définitif à une fonction d'inspecteur perd le bénéfice de la nomination ou de l'engagement à titre définitif antérieur dans la fonction principale, à prestations complètes ou incomplètes.

Art. 166. Pour l'application du présent décret, est considéré comme porteur du titre requis indiqué au regard de la fonction d'inspecteur à conférer dans le tableau repris à l'annexe au présent décret le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif à la fonction de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance avant le 1^{er} juin 2002, sur la base du titre requis exigé pour l'exercice de cette dernière fonction avant cette même date.

Dans ce cas et par dérogation à la seconde colonne du tableau repris à l'annexe au présent décret, le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, ne doit pas être issu d'une des fonctions auxquelles il est renvoyé au sein de ladite colonne.

Art. 167. Le membre du personnel qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, est désigné à titre temporaire en qualité d'inspecteur et remplit toutes les conditions prévues par la réglementation applicable à cette date pour pouvoir accéder à ladite fonction, à l'exception de celle relative au brevet, est admis aux épreuves pour l'obtention du brevet en rapport avec la fonction d'inspecteur correspondante conformément au présent décret pour autant qu'il remplisse les conditions visées à l'article 45, alinéa 1^{er}, 1^o à 5^o, 9^o et 10^o, en vue d'une nomination à titre définitif ou, le cas échéant, d'une désignation à titre temporaire à ladite fonction d'inspecteur.

Art. 168. A titre transitoire, pour l'année scolaire 2007-2008, les inspecteurs de l'enseignement fondamental assurent les formations prévues à l'article 16 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement.

Art. 169. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 70 et 71, en l'absence de candidats détenteurs du brevet d'inspecteur ou réputés l'être, et en attendant la délivrance des premiers brevets délivrés en application du présent décret, les membres du personnel désignés à titre provisoire en qualité d'inspecteur avant l'entrée en vigueur du présent décret, continuent à bénéficier de leur désignation à titre provisoire. Sans préjudice de l'application de l'alinéa 2, leur désignation prend fin lors de la délivrance des premiers brevets d'inspecteur en vertu du présent décret.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} qui, à la date à laquelle sont délivrés les premiers brevets en vertu du présent décret relatifs aux fonctions considérées, comptent au moins 1050 jours d'ancienneté dans la fonction d'inspecteur considérée telle que calculée conformément aux articles 46 et 47, sont prioritaires pour être affectés, à titre définitif ou à titre provisoire, selon que l'emploi est vacant ou non vacant, dans un emploi de la fonction qu'ils exercent, dès qu'ils ont obtenu le brevet en rapport avec la fonction qu'ils exercent.

§ 2. Par dérogation aux articles 70 et 71, en l'absence de candidats détenteurs du brevet d'inspecteur ou réputés l'être, et en attendant la délivrance des premiers brevets délivrés en application du présent décret, le Gouvernement peut désigner à titre provisoire, après l'entrée en vigueur du présent décret, des membres du personnel aux conditions de l'article 45, 1^o à 10^o. Toutefois, pour une telle désignation en qualité d'inspecteur de seconde langue dans l'enseignement fondamental, le membre du personnel doit répondre aux conditions de l'article 45, 1^o à 7^o, 9^o et 10^o, et compter une ancienneté de service de quatre ans au moins et une ancienneté de fonction de deux ans au moins, calculées conformément aux articles 46 et 47.

La désignation à titre provisoire des membres du personnel visés à l'alinéa 2 prend fin lors de la délivrance des premiers brevets délivrés en vertu du présent décret.

Art. 170. § 1^{er}. Dans les trente jours qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret, les inspecteurs visés aux articles 157, alinéa 1^{er}, 158 et 159 peuvent exprimer auprès du Gouvernement leur choix définitif d'exercer les missions de conseiller pédagogique auprès du Service de conseil et de soutien pédagogique créé à l'article 4, § 1^{er}.

Ces membres du personnel restent nommés à titre définitif dans leur fonction d'inspecteur et continuent à bénéficier de l'échelle de traitement qui était la leur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Ils ne peuvent être désignés comme inspecteur coordonnateur ou se voir confier un mandat d'inspecteur général ou d'inspecteur général coordonnateur.

§ 2. Si le nombre de membres du personnel faisant le choix visé au § 1^{er} dépasse le nombre de conseillers pédagogiques fixé en vertu de l'article 18, priorité est donnée, pour exercer les missions de conseiller pédagogique auprès du Service de conseil et de soutien pédagogique, aux inspecteurs comptant la plus grande ancienneté de fonction.

A ancienneté de fonction égale, priorité est donnée au membre du personnel comptant la plus grande ancienneté de service.

A ancienneté de service égale, priorité est donnée au membre du personnel le plus âgé.

Art. 171. § 1^{er}. En attendant l'organisation de la formation visée à l'article 153, alinéa 2, le Gouvernement peut désigner, pour une période maximale de deux ans, des conseillers pédagogiques au sein du Service de conseil et de soutien pédagogique créé à l'article 4, § 1^{er}.

§ 2. En attendant l'organisation de la formation visée à l'article 153, alinéa 3, le Gouvernement peut désigner, pour une période maximale de deux ans, des conseillers pédagogiques au sein des Cellules de conseil et de soutien pédagogique créées à l'article 4, § 2, sur proposition de l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs concerné.

En attendant l'organisation de la formation visée à l'article 154, § 3, le Gouvernement peut désigner, pour une période maximale de deux ans, un Conseiller pédagogique coordonnateur pour chaque Cellule du conseil et de soutien pédagogique créée à l'article 4, § 2, sur proposition de l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs concerné, parmi les conseillers pédagogiques de la cellule concernée.

§ 3. Pour l'application du présent article, les membres du personnel doivent répondre aux autres conditions que celle de la détention de l'attestation de fréquentation de la formation visée respectivement aux articles 152 et 154, § 3, telles que prévues par le Titre III.

§ 4. Sont dispensées de remplir la condition visée à l'article 152, 1^o, les personnes qui, à l'entrée en vigueur du présent décret, ont exercé à quelque titre que ce soit les missions de conseil et de soutien pédagogiques pendant au moins deux années consécutives.

Art. 172. Tant que l'article 30 ne fait pas l'objet de dispositions d'application spécifiques, les membres du personnel du Service général de l'Inspection continuent à bénéficier des dispositions réglementaires en vigueur.

Art. 173. Dans l'attente de la fixation telle que visée à l'article 18, alinéa 2, le nombre de Conseillers pédagogiques du Service de conseil et de soutien pédagogiques est fixé à 34 postes, dont 8 postes pour l'enseignement fondamental.

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives*

Art. 174. Dans l'arrêté royal du 20 août 1957 portant coordination des lois sur l'enseignement primaire, sont apportées les modifications suivantes :

1^o Dans l'article 8, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 avril 1994 :

a) A l'alinéa 1^{er}, les termes « à l'inspecteur cantonal ou à l'inspecteur cantonal adjoint de l'enseignement primaire » sont remplacés par les termes « aux Services du Gouvernement »;

b) A l'alinéa 2, les termes « à la requête de ce fonctionnaire » sont remplacés par les termes « à la requête de ces Services » et les termes « à l'inspecteur cantonal ou l'inspecteur cantonal adjoint » sont remplacés par les termes « aux Services du Gouvernement »;

c) A l'alinéa 4, les termes « à l'inspecteur cantonal ou à l'inspecteur cantonal adjoint » sont remplacés par les termes « aux Services du Gouvernement »;

2° Dans l'article 9, tel que modifié par la loi du 8 avril 1965 :

a) A l'alinéa 1^{er}, les termes « L'inspecteur cantonal ou l'inspecteur cantonal adjoint adresse » et le terme « lui » sont remplacés respectivement par les termes « Les Services du Gouvernement adressent » et le terme « leur »;

b) A l'alinéa 2, les termes « par l'inspecteur cantonal ou l'inspecteur cantonal adjoint » et les termes « à l'inspecteur » sont remplacés respectivement par les termes « par les Services du Gouvernement » et les termes « aux Services du Gouvernement »;

c) A l'alinéa 3, les termes « l'inspecteur cantonal ou l'inspecteur cantonal adjoint n'a » et le terme « il » sont remplacés respectivement par les termes « les Services du Gouvernement n'ont » et le terme « ils »;

3° Dans l'article 10, tel que modifié par la loi du 8 avril 1965 et les décrets des 24 juillet 1997 et 12 mai 2004 :

a) L'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Lorsqu'un élève atteint neuf demi-journées d'absence injustifiée, le directeur le signale, au plus tard le premier jour ouvrable qui suit, aux Services du Gouvernement. Chaque demi-journée d'absence injustifiée supplémentaire leur est signalée à la fin de chaque mois. »;

b) A l'alinéa 2, les termes « L'inspecteur cantonal ou à l'inspecteur cantonal adjoint fait » sont remplacés par les termes « Dès réception du premier signalement, les Services du Gouvernement font »;

c) L'alinéa 3 est supprimé;

d) A l'alinéa 4, les termes « L'inspecteur cantonal ou à l'inspecteur cantonal adjoint peut » sont remplacés par les termes « Les Services du Gouvernement peuvent »;

4° Dans l'article 71, alinéa 3, tel que modifié par la loi du 23 juillet 1982, les termes « par l'inspecteur cantonal du ressort d'inspection de l'établissement d'enseignement fréquenté par l'élève » sont remplacés par les termes « par les Services du Gouvernement »;

5° Le chapitre VIII, comprenant l'article 79, est supprimé.

Art. 175. Dans la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, telle que modifiée, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'article 9, alinéa 5, les termes « ainsi que dans les établissements d'enseignement libre subventionné » sont insérés entre les termes « d'enseignement » et les termes « , l'inspection de l'enseignement »;

2° Dans l'article 9, alinéa 6, les termes « ainsi qu'aux inspecteurs compétents de l'enseignement de l'Etat » sont remplacés par les termes « ainsi qu'à l'Inspecteur général coordonnateur »;

3° A l'article 10, § 2, l'alinéa 3 est supprimé;

4° Dans l'article 24, § 2, le 2^oter, tel qu'inséré par le décret du 27 mars 2002, devient le 2^oquater;

5° Dans l'article 24, § 2, alinéa 2, 3^o, les termes « par le Roi » sont remplacés par les termes « par la Communauté française ».

Art. 176. Dans l'article 3 de l'arrêté royal du 22 octobre 1959 portant application des articles 34 et 37 de la loi du 29 mai 1959, l'alinéa 3 est supprimé.

Art. 177. Dans l'arrêté royal du 26 février 1960 relatif à l'inspection des études dans les établissements d'enseignement subventionnés, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993, il est inséré un article 8bis rédigé comme suit :

« Article 8bis. Les articles 1^{er} à 3, 7 et 8 du présent arrêté ne sont pas applicables au Service général de l'Inspection créé par le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des Conseillers pédagogiques. Toutefois, les articles 1^{er} à 3 demeurent applicables au Service de l'Inspection de l'Enseignement de Promotion sociale. ».

Art. 178. Dans l'article 1^{er} de la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, tel que modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973 et 19 décembre 1974, par l'arrêté royal n^o 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 27 décembre 1993, 24 juillet 1997 et 20 décembre 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1^{er}, les termes « le Roi » sont remplacés par les termes « la Communauté française »;

2° A l'alinéa 1^{er}, le point 3. est remplacé par la disposition suivante :

« 3. du Service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, à l'exclusion du Service général de l'Inspection créé par le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des Conseillers pédagogiques. »;

3° A l'alinéa 2, le terme « Il » est remplacé par le terme « Elle ».

Art. 179. Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié, sont apportées les modifications suivantes :

1° Il est inséré un article 5quater libellé comme suit :

« Article 5quater. -Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux membres du personnel du Service général de l'Inspection créé par le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des Conseillers pédagogiques. »;

2° Dans l'article 10, alinéa 1^{er}, les points 1., 2., 4. à 8. et 10. à 18. sont supprimés;

3° L'article 10*bis* est supprimé.

Art. 180. Dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'article 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est complété par les termes « , à l'exception des membres du personnel du Service général de l'Inspection créé par le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des Conseillers pédagogiques »;

2° A l'article 20 :

a) Dans les alinéas 2 et 3, les termes « de l'inspecteur et » sont supprimés et le terme « desquels » est remplacé par le terme « duquel »;

b) L'alinéa 5 est supprimé;

3° Dans l'article 31, alinéa 1^{er}, 8°, les termes « ou de l'inspection compétente » sont supprimés;

4° Dans l'article 31ter, alinéa 1^{er}, 8°, les termes « ou de l'inspecteur compétent » sont supprimés;

5° Dans l'article 46*bis*, alinéa 1^{er}, 7°, les termes « ou de l'inspection compétente » sont supprimés;

6° Dans l'article 75, l'alinéa 2 est supprimé;

7° Dans l'article 83, alinéa 1^{er}, le point 6° est supprimé;

8° Dans l'article 91, les termes « leurs rapports d'inspection et leurs titres » sont remplacés par les termes « leurs titres et, le cas échéant, les éventuels rapports d'inspection »;

9° Dans l'article 94, le § 6 est supprimé;

10° Dans l'article 97, alinéa 1^{er}, le point 7° est supprimé;

11° Dans l'article 103, alinéa 1^{er}, le point 7° est supprimé;

12° La section 4 du chapitre VIII, comprenant les articles 106 à 112, est supprimée;

13° Dans l'article 123, § 3, les termes « l'inspecteur général ou l'administrateur pédagogique » sont remplacés par les termes « l'Inspecteur général coordonnateur »;

14° Dans l'article 123, le § 4 est supprimé;

15° Dans l'article 136, les termes « quinze comités » sont remplacés par les termes « onze comités » et les points 12° et 15° sont supprimés;

16° Dans l'article 139, l'alinéa 2 est supprimé;

17° Dans l'article 146, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Dans le cadre d'un recours introduit à l'encontre d'une proposition de peine disciplinaire, d'un licenciement ou d'un rejet de candidature en qualité de temporaire prioritaire fondé sur un rapport défavorable du chef d'établissement établi sur la base d'un rapport de l'inspection compétente, tous les éléments doivent être pris en considération par la Chambre de recours, en ce compris, le cas échéant, le rapport d'inspection portant sur les compétences professionnelles et pédagogiques ayant conduit à la procédure disciplinaire, à la procédure de licenciement ou au rejet de la candidature en qualité de temporaire prioritaire. La durée de validité de ce rapport est limitée à un délai de douze mois prenant cours à la date de son établissement. Toutefois, lorsque la procédure disciplinaire ou de licenciement est entamée sur la base de celui-ci, dans ce délai, le rapport demeure valable jusqu'à la date à laquelle la décision de peine disciplinaire ou la décision définitive de licenciement est notifiée au membre du personnel. ».

Art. 181. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les règles selon lesquelles est fixée la composition des jurys de promotion prévus par l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié par l'arrêté royal du 29 juin 1972 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 28 juin 1996, 24 avril 1997 et 31 août 1998, les alinéas 3 et 4 sont supprimés.

Art. 182. Dans l'article 6 de l'arrêté royal du 27 juillet 1971 fixant les modalités d'organisation de la guidance des élèves fréquentant les établissements d'enseignement spécialisé, tel que modifié par le décret du 3 mars 2004, les termes « à l'inspection scolaire ayant l'inspection de l'établissement dans ses attributions » sont remplacés par les termes « aux Services du Gouvernement. ».

Art. 183. Dans l'article 32 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, tel que modifié par le décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeur de religion, il est inséré un alinéa 2 libellé comme suit :

« Pour les inspecteurs de religion, toutes les peines sont proposées par l'Inspecteur général coordonnateur du Service général de l'Inspection créé par le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des Conseillers pédagogiques. »

Art. 184. L'article 15 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'abrogé par le décret du 4 février 1997, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 15. Par dérogation à l'article 1^{er}, le congé visé au présent chapitre peut, dans le cadre de l'application des dispositions du Titre III du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des Conseillers pédagogiques, être accordé aux membres du personnel en disponibilité par défaut d'emploi. »

Art. 185. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 8 juillet 1975 fixant le cadre organique de l'inspection des centres psycho-médico-sociaux et des offices d'orientation scolaire et professionnelle, les termes « , chargés de la coordination de l'inspection » sont supprimés.

Art. 186. Dans l'arrêté royal du 14 décembre 1976 portant règlement organique du personnel du service d'inspection, chargé de la surveillance des établissements de l'Etat, tel que modifié par les arrêtés royaux des 27 janvier 1977 et 8 avril 1980 et par l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'article 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables au Service général de l'Inspection créé par le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des Conseillers pédagogiques, à l'exception des articles 7, 8 et 11 qui demeurent applicables au Service de l'Inspection de l'Enseignement de Promotion sociale. »;

2° Les articles 2 à 5 sont supprimés;

3° Dans l'article 6, alinéa 1^{er}, les termes « et du personnel auxiliaire d'éducation » sont supprimés;

4° Dans l'article 6, alinéa 3, les termes « leur inspecteur général ou administrateur pédagogique » sont remplacés par les termes « l'inspecteur général coordonnateur »;

5° Dans l'article 10, § 1^{er}, les termes « à l'inspecteur général ou à l'administrateur pédagogique compétent » sont remplacés par les termes « à l'inspecteur général coordonnateur »;

6° Dans l'article 10, § 2, les termes « à l'inspecteur général ou à l'administrateur pédagogique compétent » sont remplacés par les termes « à l'inspecteur général coordonnateur ».

Art. 187. Dans l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'article 43 est remplacé par la disposition suivante :

« Le rapport sur la manière dont le stagiaire s'est acquitté de sa mission est établi selon le modèle arrêté par le Gouvernement. »;

2° Dans l'article 65, tel que remplacé par le décret du 31 janvier 2002, l'alinéa 2 est supprimé;

3° Dans l'article 85, tel que remplacé par le décret du 31 janvier 2002, le point 6. est supprimé;

4° La section 3 du chapitre VIII est supprimée;

5° A l'article 90, tel que remplacé par le décret du 31 janvier 2002 :

a) Le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant, choisi selon les mêmes modalités que le membre effectif qu'il supplée. »;

b) Les §§ 2 et 3 sont supprimés;

6° Dans l'article 95, les termes « de leurs rapports d'inspection » sont remplacés par les termes « des éventuels rapports d'inspection »;

7° Dans l'article 154, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Dans le cadre d'un recours introduit à l'encontre d'une proposition de peine disciplinaire, d'un licenciement ou d'un rapport défavorable du directeur du centre établi sur la base d'un rapport de l'inspection compétente, tous les éléments doivent être pris en considération par la Chambre de recours, en ce compris, le cas échéant, le rapport d'inspection portant sur les compétences professionnelles ayant conduit à la procédure disciplinaire, à la procédure de licenciement ou à l'établissement d'un rapport défavorable par le directeur du centre. La durée de validité de ce rapport est limitée à un délai de douze mois prenant cours à la date de son établissement. Toutefois, lorsque la procédure disciplinaire ou de licenciement est entamée sur la base de celui-ci, dans ce délai, le rapport demeure valable jusqu'à la date à laquelle la décision de peine disciplinaire ou la décision définitive de licenciement est notifiée au membre du personnel. ».

Art. 188. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret du 2 février 1983 relatif à l'étude, à l'Ecole, des dialectes de la Wallonie, les termes « , via l'inspection cantonale » et les termes « , via l'inspection » sont supprimés.

Art. 189. Dans l'article 3, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, les termes « les inspections compétentes de l'Etat » sont remplacés par les termes « les Services du Gouvernement ».

Art. 190. Dans le décret du 18 décembre 1984 organisant l'enseignement à distance de la Communauté française, tel que modifié par le décret du 26 juin 1992, l'article 4 est supprimé.

Art. 191. A l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 septembre 1991 relatif à l'organisation des districts socio-pédagogiques de l'enseignement de la Communauté française, les termes « avec l'inspection compétente » sont remplacés par les termes « avec le Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française visé à l'article 4, § 1^{er}, du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des Conseillers pédagogiques ».

Art. 192. Dans le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} juillet 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'article 42, § 3, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 7 et 8 :

« Le cas échéant, le rapport d'inspection portant sur les compétences professionnelles et pédagogiques ayant conduit à l'établissement d'un rapport défavorable par le pouvoir organisateur est pris en considération par la Chambre de recours. »;

2° L'article 71septies est complété par un § 5 rédigé comme suit :

« § 5. Dans le cadre d'un recours introduit à l'encontre d'une décision de licenciement, tous les éléments doivent être pris en considération par la Chambre de recours, en ce compris, le cas échéant, le rapport d'inspection portant sur les compétences professionnelles et pédagogiques ayant conduit à la procédure de licenciement. La durée de validité de ce rapport est limitée à un délai de douze mois prenant cours à la date de son établissement. Toutefois, lorsque la procédure de licenciement est entamée sur la base de celui-ci, dans ce délai, le rapport demeure valable jusqu'à la date à laquelle la décision définitive de licenciement est notifiée au membre du personnel. ».

Art. 193. Dans le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} juillet 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'article 25, § 1^{er}, est complété par l'alinéa suivant :

« Dans le cadre d'un recours introduit à l'encontre d'une décision de licenciement, tous les éléments doivent être pris en considération par la Chambre de recours, en ce compris, le cas échéant, le rapport d'inspection portant sur les compétences professionnelles et pédagogiques ayant conduit à la procédure de licenciement. La durée de validité de ce rapport est limitée à un délai de douze mois prenant cours à la date de son établissement. Toutefois, lorsque la procédure de licenciement est entamée sur la base de celui-ci, dans ce délai, le rapport demeure valable jusqu'à la date à laquelle la décision définitive de licenciement est notifiée au membre du personnel. »;

2° Dans l'article 30, § 1^{er}, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 5 et 6 :

« Le cas échéant, le rapport d'inspection portant sur les compétences professionnelles et pédagogiques ayant conduit à l'établissement d'un rapport défavorable par le chef d'établissement ou le délégué pédagogique du pouvoir organisateur est pris en considération par la Commission paritaire locale. ».

Art. 194. Dans le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les articles 5 et 6 sont supprimés;

2° A l'article 16 :

a) Dans l'alinéa 1^{er}, les termes « L'inspection principale » sont remplacés par les termes « Un inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement fondamental ordinaire désigné par l'Inspecteur général »;

b) Dans les alinéas 2 à 4, le terme « Elle » est remplacé par le terme « Il »;

c) L'alinéa 5 est supprimé;

3° A l'article 20 :

a) Dans l'alinéa 1^{er}, les termes « L'inspection générale de la Communauté française pour l'enseignement subventionné » sont remplacés par les termes « L'inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire ou son délégué »;

b) Dans les alinéas 2 à 4, le terme « Elle » est remplacé par le terme « Il »;

4° A l'article 21, tel que complété par le décret du 24 juillet 1997, les termes « l'inspecteur général » sont remplacés par les termes « l'Inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire ou son délégué ».

Art. 195. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'article 3, 1°, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 15 octobre 1996 et 7 juin 1999, les termes « l'inspection de la discipline concernée, ou avec l'inspection des Centres psycho-médico-sociaux » sont remplacés par les termes « le Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française » et les termes « ou avec l'inspection des Centres psycho-médico-sociaux » sont remplacés par les termes « ou avec le Service de l'Inspection des Centres psycho-médico-sociaux »;

2° Dans l'article 4, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement des 15 octobre 1996 et 7 juin 1999, les termes « l'Inspecteur ou les Inspecteurs compétents pour la discipline concernée, ou avec les Inspecteurs des Centres psycho-médico-sociaux » sont remplacés par les termes « le Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, ou avec les inspecteurs du Service de l'Inspection des Centres psycho-médico-sociaux »;

3° Dans l'article 5, § 2, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement des 15 octobre 1996, 24 juillet 1997 et 7 juin 1999, les 2e et 3e tirets sont remplacés par le tiret suivant :

« — de 5 Conseillers pédagogiques du Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, désignés par le Gouvernement, dont un est vice-président; ».

Art. 196. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement des 12 septembre 1996, 2 juin 1997 et le décret du 20 décembre 2001, les termes « des Inspecteurs généraux » sont remplacés par les termes « de 4 Conseillers pédagogiques du Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, désignés par le Gouvernement » et les termes « de l'inspecteur coordonnateur de l'enseignement spécial » sont supprimés;

2° Dans l'article 4, § 2, alinéa 2, tel que modifié par le décret du 20 décembre 2001, les termes « 1° un inspecteur des cours de sciences » sont remplacés par les termes « 1° un Conseiller pédagogique du Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française »;

3° Dans l'article 5, les termes « l'inspecteur ou les inspecteurs compétents pour la discipline concernée » sont remplacés par les termes « le Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française ».

Art. 197. Dans le décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que modifié par les décrets des 17 juillet 1998, 8 février 1999, 20 décembre 2001, 11 juillet 2002, 19 décembre 2002 et 12 mai 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, tel que supprimé par le décret du 20 décembre 2001, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 4° auprès du Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française ou d'une Cellule de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française, créés par le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des Conseillers pédagogiques. »;

2° dans l'article 5, § 2, les termes « 1° à 3° et 5° » sont supprimés et le terme « 250 » est remplacé par le terme « 359 »;

3° dans l'article 6, § 4, l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante : « Le nombre global ne peut être inférieur à 243. Il peut être augmenté par le Gouvernement, à concurrence d'un maximum de 20 p.c. »

Art. 198. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996 créant des Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, les termes « des services d'inspection chargés de la surveillance des établissements d'enseignement de la Communauté française » sont remplacés par les termes « du Service général de l'Inspection créé par le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des Conseillers pédagogiques. ».

Art. 199. Aux §§ 2 et 3 de l'article 97 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, tel que modifié par le décret du 11 juillet 2002, les termes "les inspecteurs généraux de l'enseignement secondaire ou leurs délégués" sont remplacés par les termes "l'Inspecteur général coordonnateur ou son délégué".

Art. 200. Dans le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'article 5, § 1^{er}, tel que modifié par les décrets des 27 mars 2002 et 12 mai 2004, les 7°, 8° et 9° sont remplacés par le texte suivant :

« 7° l'inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire ou son délégué;

8° l'inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire ordinaire ou son délégué;

9° deux inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection, désignés respectivement par l'Inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire et par l'Inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire ordinaire; »;

2° Dans l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, tel que remplacé par le décret du 27 mars 2002, les 1° à 3° sont remplacés par le texte suivant :

« 1° un inspecteur chargé de la coordination de l'inspection, désigné par l'Inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire;

2° les membres du Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire qui ont la charge d'au moins une implantation bénéficiaire de discriminations positives située sur le territoire de la zone; »;

3° Dans l'article 6, § 2, alinéa 3, tel que remplacé par le décret du 27 mars 2002, les 1° à 5° sont remplacés par le texte suivant :

« 1° l'inspecteur chargé de la coordination de l'inspection visé au § 1^{er}, 1°;

2° les deux inspecteurs de l'enseignement primaire ayant la plus grande ancienneté de fonction;

3° les deux inspecteurs de l'enseignement maternel ayant la plus grande ancienneté de fonction. ».

Art. 201. Dans l'article 16, alinéa 1^{er}, 1°, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, tel que remplacé par le décret du 11 juillet 2002, les termes « par l'inspection de la Communauté française, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et par l'inspection cantonale, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française; » sont remplacés par les termes « par le Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire; ».

Art. 202. Dans le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, tel que modifié, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'article 1^{er}, tel que modifié par le décret du 19 juillet 2001 :

a) Dans le § 1^{er}, le 2° est supprimé;

b) Dans le § 2, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le présent décret ne s'applique pas :

1° aux inspecteurs de religion;

2° aux membres du personnel du Service général de l'Inspection créé par le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des Conseillers pédagogiques. »;

2° Dans l'article 7, l'alinéa 3 est supprimé;

3° A l'article 8, tel que modifié par les décrets des 19 juillet 2001, 20 décembre 2001 et 19 décembre 2002 :

a) Dans l'alinéa 1^{er}, le point 5° est supprimé;

b) L'alinéa 3 est supprimé;

4° Dans l'article 19, alinéa 1^{er}, tel que modifié par les décrets des 19 juillet 2001 et 27 mars 2002, les termes « d'inspectrice de l'enseignement gardien » à « d'inspecteur du personnel paramédical » sont supprimés;

5° Dans l'article 22, § 3, 3°, les termes « de l'enseignement de la Communauté française » sont remplacés par les termes « du Service général de l'Inspection créé par le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des Conseillers pédagogiques »;

6° Dans l'article 25, l'alinéa 3 est supprimé;

7° L'article 27 est supprimé.

Art. 203. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 1999 déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat d'études de base, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 19 avril 2001, 31 mai 2001, 12 juillet 2001 et 30 août 2001, et par le décret du 2 juin 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'article 23 est remplacé par la disposition suivante :

« Dans chaque zone est organisé annuellement un examen accessible à toute personne domiciliée dans la zone, n'étant plus soumise à l'obligation scolaire et ne possédant pas le certificat d'études de base. »;

2° Dans l'article 24 :

a) Le terme « cantonale » est supprimé;

b) Les termes « Il » et « s'il » sont respectivement remplacés par les termes « Elle » et « si elle »;

3° Dans l'article 25, alinéa 1^{er} :

a) Les termes « cantonaux d'un même ressort » sont remplacés par les termes « d'une même zone »;

b) Le terme « cantonale » est supprimé;

4° Dans l'article 28, le terme « cantonale » est supprimé;

5° Dans l'article 29, les termes « cantonaux d'un même ressort » et « par ressort d'inspection principale » sont remplacés respectivement par les termes « d'une même zone » et « par zone d'inspection »;

6° A l'article 30 :

a) Dans l'alinéa 1^{er}, les termes « L'inspecteur cantonal ou l'inspectrice cantonale » et « l'inspection cantonale du ressort » sont remplacés respectivement par les termes « L'inspecteur » et « l'inspection de la même zone »;

b) A l'alinéa 2, les termes « cantonale » sont supprimés;

c) L'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante : « Pour les sessions d'examen visées à l'article 28, le jury est constitué d'un inspecteur du lieu qui assure la présidence et de deux autres inspecteurs du Service d'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire. »;

7° Dans l'article 32, l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante : « Le registre est conservé durant dix ans dans les archives de l'inspection. »;

8° Dans l'annexe C, le terme « le ressort d'inspection principale » est remplacé par le terme « la zone ».

Art. 204. Dans l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 août 2000 portant création du Conseil pédagogique de l'enseignement de la Communauté française, le 6° est remplacé par la disposition suivante :

« 6° de sept Conseillers pédagogiques du Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française ».

Art. 205. Dans le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 4 mai 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'article 25, § 1^{er}, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 5 et 6 :

« Le cas échéant, le rapport d'inspection portant sur les compétences professionnelles ayant conduit à l'établissement d'un rapport défavorable par le pouvoir organisateur ou son délégué est pris en considération par la Chambre de recours. »;

2° L'article 26, § 1^{er}, est complété par l'alinéa suivant :

« Dans le cadre d'un recours introduit à l'encontre d'une décision de licenciement, tous les éléments doivent être pris en considération par la Chambre de recours, en ce compris, le cas échéant, le rapport d'inspection portant sur les compétences professionnelles ayant conduit à la procédure de licenciement. La durée de validité de ce rapport est limitée à un délai de douze mois prenant cours à la date de son établissement. Toutefois, lorsque la procédure de licenciement est entamée sur la base de celui-ci, dans ce délai, le rapport demeure valable jusqu'à la date à laquelle la décision définitive de licenciement est notifiée au membre du personnel technique. »;

3° Dans l'article 32, § 1^{er}, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 7 et 8 :

« Le cas échéant, le rapport d'inspection portant sur les compétences professionnelles ayant conduit à l'établissement d'un rapport défavorable par le pouvoir organisateur ou son délégué est pris en considération par la Chambre de recours. ».

Art. 206. Dans le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 4 mai 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'article 33, § 1^{er}, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 6 et 7 :

« Le cas échéant, le rapport d'inspection portant sur les compétences professionnelles ayant conduit à l'établissement d'un rapport défavorable par le pouvoir organisateur ou son délégué est pris en considération par la Chambre de recours. »;

2° L'article 34, § 1^{er}, est complété par l'alinéa suivant :

« Dans le cadre d'un recours introduit à l'encontre d'une décision de licenciement, tous les éléments doivent être pris en considération par la Chambre de recours, en ce compris, le cas échéant, le rapport d'inspection portant sur les compétences professionnelles ayant conduit à la procédure de licenciement. La durée de validité de ce rapport est limitée à un délai de douze mois prenant cours à la date de son établissement. Toutefois, lorsque la procédure de licenciement est entamée sur la base de celui-ci, dans ce délai, le rapport demeure valable jusqu'à la date à laquelle la décision définitive de licenciement est notifiée au membre du personnel technique. »;

3° Dans l'article 43, § 1^{er}, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 7 et 8 :

« Le cas échéant, le rapport d'inspection portant sur les compétences professionnelles ayant conduit à l'établissement d'un rapport défavorable par le pouvoir organisateur ou son délégué est pris en considération par la Chambre de recours. ».

Art. 207. Dans le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, tel que modifié par les décrets des 11 juillet 2002, 12 mai 2004 et 4 mai 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'article 4, 4°, les termes « par son service d'inspection » sont remplacés par les termes « par le Service général de l'Inspection »;

2° A l'article 5 :

a) Dans l'alinéa 1^{er}, le deuxième tiret est remplacé par le texte suivant :

« — de l'Inspecteur général coordonnateur et des inspecteurs généraux de chacun des Services qui constituent le Service général de l'Inspection ou leurs délégués; »;

b) Dans l'alinéa 3, les termes « - les inspecteurs généraux délèguent un inspecteur relevant de leur service; » et « - les inspecteurs chargés de la coordination désignent un inspecteur faisant partie du service dont ils assurent la coordination; » sont supprimés;

3° Dans l'article 7, alinéa 2, les termes « par les services d'inspection » sont remplacés par les termes « par le Service général de l'Inspection ».

Art. 208. Dans le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 3 mars 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'article 13 :

a) Au § 1^{er}, 1°, les termes « des services d'inspection » sont remplacés par les termes « du personnel du Service général de l'Inspection »;

b) Le § 3 est complété par les alinéas suivants :

« A la demande du Directeur général adjoint du Service général des Affaires pédagogiques et du Pilotage du réseau d'enseignement organisé par la Communauté française, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, ou du Conseiller pédagogique coordonnateur concerné, pour l'enseignement subventionné, le Gouvernement peut autoriser un conseiller pédagogique à assurer une formation durant son temps de prestation. Toutefois, il ne peut être rétribué pour cette formation et il ne peut dispenser plus de vingt demi-jours de formation par année scolaire ou par exercice.

Pendant l'exercice de leur mandat en tant qu'inspecteur général ou inspecteur général coordonnateur ou pendant leur désignation en tant qu'inspecteur coordonnateur, les membres du personnel concernés ne peuvent assurer une formation durant leur temps de prestation. »;

2° A l'article 26 :

a) Dans le 8°, les termes « et des Inspecteurs généraux » sont supprimés;

b) Il est inséré les points 8°bis et 8°ter, libellés comme suit :

« 8°bis d'assurer les formations donnant accès aux fonctions d'inspecteur général et d'inspecteur général coordonnateur;

8°ter d'assurer les formations donnant accès à la désignation en qualité de conseiller pédagogique ou de conseiller pédagogique coordonnateur, et de délivrer les attestations de fréquentation relatives à ces formations; ».

Art. 209. Dans le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, tel que modifié par les décrets des 17 décembre 2003 et 4 mai 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'article 18, § 1^{er} :

a) Les termes « un membre du personnel » sont remplacés par les termes « un membre du personnel ou un membre du Service général de l'Inspection »;

b) Des alinéas 2, 3 et 4, rédigés comme suit, sont ajoutés :

« Le membre du Service général de l'Inspection qui assure une formation durant son temps de prestation, ne peut être rétribué pour cette formation.

A la demande du Directeur général adjoint du Service général des Affaires pédagogiques et du Pilotage du réseau d'enseignement organisé par la Communauté française, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, ou du Conseiller pédagogique coordonnateur concerné, pour l'enseignement subventionné, le Gouvernement peut autoriser un Conseiller pédagogique à assurer une formation durant son temps de prestation. Toutefois, il ne peut être rétribué pour cette formation et il ne peut dispenser plus de vingt demi-jours de formation par année scolaire ou par exercice.

Pendant l'exercice de leur mandat en tant qu'Inspecteur général ou Inspecteur général coordonnateur ou pendant leur désignation en tant qu'Inspecteur coordonnateur, les membres du personnel concernés ne peuvent assurer une formation durant leur temps de prestation. »;

2° Dans l'article 19, 1°, les termes « les services d'inspection » sont remplacés par les termes « le Service général de l'Inspection »;

3° Dans l'article 23, les termes « Les services d'inspection » sont remplacés par les termes « Le Service général de l'Inspection »;

4° Dans l'article 24, les termes « des services d'inspection » sont remplacés par les termes « du Service général de l'Inspection »;

5° Dans l'article 25 :

a) Les termes « A l'exception de l'inspecteur ou de l'inspectrice de la Communauté française, » sont supprimés;

b) Un alinéa 2, rédigé comme suit, est ajouté :

« Les inspecteurs qui dispensent les formations prévues à l'article 16 du décret organisation ne contrôlent pas les formations qu'ils dispensent. ».

Art. 210. Dans le décret-programme du 17 décembre 2003 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, le recouvrement des créances, la RTBF, les experts et les commissaires aux comptes du Gouvernement, l'Ecole d'administration publique de la Communauté française, l'ETNIC, l'aliénation des immeubles domaniaux appartenant à la Communauté française, les institutions universitaires, les statuts des personnels de l'enseignement, l'enseignement, les centres psycho-médico-sociaux, les centres de vacances, le sport, l'éducation permanente et les infrastructures culturelles, l'article 43 est supprimé.

Art. 211. Dans l'article 124 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1^{er}, les termes « par ressort d'inspection principale de l'enseignement primaire ordinaire » sont remplacés par les termes « par zone »;

2° Au § 2, alinéa 2, les termes « par l'inspecteur principal de l'enseignement primaire » sont remplacés par les termes « par un inspecteur relevant du Service de l'Inspection de l'Enseignement spécialisé désigné par l'Inspecteur général coordonnateur »;

3° Au § 2, alinéa 3, les termes « par l'inspecteur cantonal le plus ancien du ressort de l'inspection principale considérée » sont remplacés par les termes « par un inspecteur relevant du Service de l'Inspection de l'Enseignement spécialisé désigné par l'Inspecteur général coordonnateur ».

Art. 212. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 définissant les modalités de fonctionnement des Commissions consultatives de l'enseignement spécialisé, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'article 1^{er}, les termes « dans chaque ressort d'inspection principale de l'enseignement primaire ordinaire » sont remplacés par les termes « dans chaque zone telle que définie à l'article 1^{er}, 8°, du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental »;

2° A l'article 2, les termes « au chef-lieu du ressort d'inspection principale ou dans un autre endroit » sont remplacés par les termes « dans un endroit »;

3° A l'article 7, les termes « de l'inspection cantonale du ressort » sont remplacés par les termes « de chaque commission ».

Art. 213. Dans le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'article 7, alinéa 1^{er}, les termes « les services d'inspection et les services d'animation pédagogique propres à chaque réseau » sont remplacés par les termes « , le Service de conseil et d'animation pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française et les Cellules de conseil et d'animation pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française »;

2° A l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, troisième tiret, les termes « des services d'inspection » sont remplacés par les termes « du Service général de l'Inspection »;

3° A l'article 17, § 1^{er}, alinéa 4, les termes « des services pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française » sont remplacés par les termes « du Service de conseil et d'animation pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française »;

4° Dans l'article 18, § 1^{er} :

a) A l'alinéa 1^{er}, les termes « et d'animation pédagogique » sont remplacés par les termes « concernés et, selon le cas, du Service de conseil et d'animation pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française ou de la Cellule de conseil et d'animation pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française concernée »;

b) A l'alinéa 2, le terme « animateurs » est remplacé par le terme « conseillers »;

c) A l'alinéa 3, les termes « et les animateurs pédagogiques » sont remplacés par les termes « concernés et les conseillers pédagogiques » et les termes « d'animation pédagogique » sont remplacés par les termes « de conseil et de soutien pédagogiques »;

5° Dans l'article 18, § 2, les termes « au service d'animation pédagogique adéquat » sont remplacés par les termes « au Service de conseil et d'animation pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française ou de la Cellule de conseil et d'animation pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française concernée, selon le cas, »;

6° A l'article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er} :

a) Au premier tiret, les termes « de la Communauté française pour l'enseignement fondamental subventionné » sont remplacés par les termes « du Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire »;

b) Au troisième tiret, les termes « des services d'inspection » sont remplacés par les termes « du Service général de l'Inspection » et les termes « dont l'inspecteur coordonnateur de l'enseignement fondamental ordinaire organisé par la Communauté française qui » sont remplacés par les termes « dont l'un »;

7° Dans l'article 31, § 2, les termes « de la Communauté française pour l'enseignement fondamental subventionné » sont remplacés par les termes « du Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire ».

CHAPITRE III. — *Disposition abrogatoire*

Art. 214. Sont abrogés :

1° L'arrêté royal du 15 mai 1928 portant règlement général de l'inspection de l'enseignement primaire;

2° L'arrêté royal du 15 avril 1965 réglant l'organisation de l'inspection de l'enseignement par correspondance;

3° L'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements;

4° L'arrêté royal du 31 juillet 1969 fixant le titre requis pour la nomination à la fonction d'inspecteur ou d'inspectrice de cours techniques et de pratique professionnelle;

5° L'arrêté royal du 22 septembre 1969 déterminant les fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés à la fonction d'inspecteur général;

6° L'arrêté ministériel du 30 septembre 1969 fixant le modèle du rapport d'inspection concernant les membres du personnel temporaire prévu à l'article 30 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

7° L'arrêté ministériel du 30 septembre 1969 fixant le modèle du rapport d'inspection concernant les membres du personnel nommés à titre définitif prévu à l'article 77 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

8° L'arrêté royal du 14 février 1972 fixant les titres requis pour la nomination aux fonctions d'inspecteur de cours artistiques dans les établissements d'enseignement artistique (enseignement de l'architecture et des arts plastiques et enseignement musical);

9° L'arrêté royal du 20 décembre 1973 portant règlement organique des commissions des programmes d'études de l'enseignement secondaire subventionné instituées auprès du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise et auprès du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française;

10° L'arrêté royal du 20 mars 1975 réglant l'organisation de l'inspection des centres psycho-médico-sociaux et des offices d'orientation scolaire et professionnelle;

11° L'arrêté royal du 16 mai 1980 relatif à l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur cantonal du cours de morale non confessionnelle (régime français) dans les écoles primaires subventionnées par l'Etat;

12° L'arrêté ministériel du 23 juin 1980 déterminant les modalités essentielles d'organisation des épreuves de l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur cantonal du cours de morale non confessionnelle dans l'enseignement primaire subventionné;

13° L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 août 1985 réglant la mission de l'inspection de l'enseignement à distance;

14° L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 octobre 1985 instituant les Jurys de promotion pour les emplois d'inspecteurs dans l'enseignement à distance;

15° L'arrêté de l'Exécutif du 7 octobre 1985 portant des mesures transitoires quant à la nomination des inspecteurs de l'enseignement à distance;

16° L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993 relatif à la fonction d'administrateur pédagogique ainsi qu'aux conditions de nomination aux fonctions d'inspecteur;

17° Le décret du 20 décembre 2001 fixant le statut des membres du personnel du service d'inspection de la Communauté française pour l'enseignement maternel, primaire et fondamental ordinaires subventionnés par la Communauté française;

18° L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 septembre 2002 fixant le modèle du rapport d'inspection concernant le membre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, nommé à titre définitif;

19° L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 octobre 2002 fixant le modèle du rapport d'inspection concernant le membre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, stagiaire.

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

Art. 215. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2007, à l'exception de l'article 162, § 1^{er}, qui produit ses effets à la date à laquelle les membres du personnel concernés ont satisfait aux conditions requises.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 8 mars 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Note

(1) Session 2006-2007

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 340-1. — Amendements de commission, n° 340-2 — Rapport, n° 340-3 - Amendements de séances, n° 340-4.

Compte-rendu intégral. — Discussion. Séance du 27 février 2007. — Adoption. Séance du 28 février 2007.

TAB. 1 — Dispositions transitoires

Ancienne fonction	Fonction au sein du Service général de l'Inspection
Inspectrice de l'enseignement gardien	Inspecteur de l'enseignement maternel
Inspecteur de l'enseignement primaire	Inspecteur de l'enseignement primaire
Inspecteur de morale dans l'enseignement primaire	Inspecteur de morale dans l'enseignement primaire
Inspecteur de cours spéciaux dans l'enseignement primaire	Inspecteur de cours spéciaux dans l'enseignement primaire
Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur (fonction visée à l'article 10)	Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur
Inspecteur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur	Inspecteur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur
Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur	Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur
Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire	Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur
Inspecteur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire	Inspecteur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur
Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire	Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur

Inspecteur de morale dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur non universitaire	Inspecteur de morale dans l'enseignement secondaire
Inspecteur de langues anciennes dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur non universitaire	Inspecteur de langues anciennes dans l'enseignement secondaire
Inspecteur du personnel auxiliaire d'éducation	Inspecteur du personnel auxiliaire d'éducation
Inspecteur du personnel paramédical	Inspecteur du personnel paramédical

TAB. 2. — Dispositions transitoires - 2

Ancienne fonction	Fonction au sein du Service général de l'Inspection
Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur	Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur de promotion sociale
Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur	Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur de promotion sociale
Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur	Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale
Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur	Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale
Inspecteur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur	Inspecteur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale

TAB. 3. — Dispositions transitoires - 3

Ancienne fonction	Fonction au sein du Service général de l'Inspection
Inspecteur de la discipline psychopédagogique	Inspecteur de la discipline psycho-pédagogique
Inspecteur de la discipline sociale	Inspecteur de la discipline sociale
Inspecteur de la discipline paramédicale	Inspecteur de la discipline paramédicale

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 2282

[C - 2007/29052]

8 MAART 2007. — Decreet betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — De algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. § 1. Deze titel is van toepassing op het basisonderwijs, het kleuteronderwijs, het lager onderwijs, het secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie, het kunstonderwijs en het afstandsonderwijs, die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd.

Hij is eveneens van toepassing op de door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra.

Hij is niet van toepassing op de cursussen godsdienst. De inspecteurs voor de cursussen godsdienst ressorteren echter onder het gezag van de coördinerende inspecteur-generaal.

§ 2. Voor de toepassing van dit decreet, dient te worden verstaan onder :

1° « de sturingscommissie », de sturingscommissie opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap;

2° « het decreet van 24 juli 1997 », het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritare taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

3° het « l'institut de la formation en cours de carrière » (instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan), het instituut opgericht bij het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan;

4° « zones », de zones, zoals bepaald, voor het basisonderwijs, in artikel 1, 8°, van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welzijn in de basisscholen, en, voor het secundair onderwijs, in artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan;

5° « onderwijsinrichtingen », de onderwijsinrichtingen alsook de psycho-medisch-sociale centra. Voor de toepassing van de bepalingen betreffende de inspectie in het afstandsonderwijs, worden de onderwijsinrichtingen geacht tot het afstandsonderwijs te behoren.

Art. 2. Het gebruik in dit decreet van de mannelijke namen voor de verschillende titels en ambten is gemeenschaptig met het oog op een betere leesbaarheid van de tekst, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

Art. 3. Bij de Regering wordt een algemene inspectiedienst opgericht, die onder leiding van een coördinerende inspecteur-generaal staat.

Die algemene inspectiedienst bestaat uit de volgende diensten :

1° een inspectiedienst voor het gewoon basisonderwijs, onder leiding van een inspecteur-generaal, bijgestaan door drie inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het gewoon basisonderwijs;

2° een inspectiedienst voor het gewoon secundair onderwijs, onder leiding van een inspecteur-generaal, bijgestaan door drie inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie op het gebied van het gewoon secundair onderwijs;

3° een inspectiedienst voor het gespecialiseerd onderwijs, onder leiding van een inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het gespecialiseerd onderwijs;

4° een inspectiedienst voor het onderwijs voor sociale promotie, onder leiding van een inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het onderwijs voor sociale promotie;

5° een inspectiedienst voor het afstandsonderwijs, onder leiding van een inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het afstandsonderwijs;

6° een inspectiedienst voor het kunstsonderwijs, onder leiding van een inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het kunstsonderwijs;

7° een inspectiedienst voor de psycho-medisch-sociale centra, onder leiding van een inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van de psycho-medisch-sociale centra.

De algemene inspectiedienst beschikt over een administratieve cel waarvan de samenstelling door de Regering wordt vastgesteld.

Art. 4. § 1. Bij de Regering wordt een dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs opgericht, hierna « de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding » genoemd, gecoördineerd door de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal.

§ 2. Elk vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten erkend overeenkomstig artikel 5bis van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, hierna « vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan » genoemd, beschikt over een cel voor pedagogische raadgeving en begeleiding, die ressorteert onder dat vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan. Elke cel is bevoegd voor de onderwijsinrichtingen waarvan de inrichtende macht aangesloten is bij het betrokken vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan.

De inrichtende machten die niet aangesloten zijn bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, kunnen, als ze dit aanvragen, de pedagogische steun en begeleiding van de in § 1 bedoelde dienst genieten.

Art. 5. § 1. Bij de Regering wordt een college voor de inspectie en voor pedagogische raadgeving en begeleiding opgericht, hierna « het college » genoemd.

§ 2. Het college is samengesteld uit :

1° drie door de Regering aangestelde ambtenaren-generaal, waarvan één het voorzitterschap waarneemt;

2° de coördinerende inspecteur-generaal van de algemene inspectiedienst;

3° de inspecteurs-generaal en de inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie binnen de diensten bedoeld in artikel 3, tweede lid, 3° tot 7°;

4° de ambtenaar-generaal bedoeld in artikel 18, vierde lid en de pedagogische adviseurs die de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding coördineren.

HOOFDSTUK II. — *Algemene inspectiedienst*

Art. 6. § 1. De inspectiediensten bedoeld in artikel 3, tweede lid, 1° tot 3°, worden belast met :

1° de evaluatie van en het toezicht op het studieniveau zoals bepaald in de artikelen 20, 31 en 55 van het decreet, met verwijzing naar het referentiesysteem voor de basisvaardigheden, de vereiste kennis en de eindvaardigheden, de opleidingsprofielen, en, wanneer die niet bestaan, met verwijzing naar de door de Regering vastgelegde of goedgekeurde programma's;

2° de evaluatie binnen de schoolinrichtingen, inzonderheid :

a) van de naleving van de artikelen 6, 8, 10, 12, 13, 15, 16, § 3, 24, 34 en 78 van het decreet van 24 juli 1997;

b) van de naleving van de studieprogramma's die door de Regering werden vastgelegd of goedgekeurd overeenkomstig de artikelen 17, 27, 36 en 50 van het decreet van 24 juli 1997;

c) van de naleving van de artikelen 2, 8, 27, 45, 46, 48, 50, 51, 54, 55 en 57 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

d) van de samenhang van de praktijken, met inbegrip van de evaluatiepraktijken;

e) van de overeenstemming van het didactisch materieel en de schooluitrusting met de pedagogische noodwendigheden;

f) van de samenhang van de keuzen gedaan inzake opleiding gedurende de loopbaan en van hun overeenstemming met de pedagogische noodwendigheden alsook van de gevolgen van die opleidingen op de pedagogische praktijken;

g) van de naleving van de uitvoering van de pedagogische aspecten van de projecten inzake positieve discriminatie bedoeld in de artikelen 8, 9, 10, 11 en 12 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;

3° de opsporing, binnen de schoolinrichtingen, van eventuele segregatiemechanismen alsook met de steun voor de afschaffing van die mechanismen;

4° het verstrekken van raadgevingen en inlichtingen in verband met de constatering gedaan in het kader van de opdrachten bepaald in de punten 1° tot 3°;

5° het verlenen van hun steun voor het opvatten, het afnemen en het corrigeren van de externe evaluaties die niet met een getuigschrift worden bekrachtigd, alsook voor het analyseren en exploiteren van de resultaten op het niveau van de schoolinrichtingen;

6° het verlenen van hun steun voor het opvatten, het afnemen en het corrigeren van de gemeenschappelijke externe proef die leidt tot het uitreiken van het basisstudiegetuigschrift op het einde van het lager onderwijs en met het verlenen van hun steun aan de examencommissie voor die proef;

7° het verlenen van bijstand aan de sturingscommissie overeenkomstig artikel 4, 4° van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap;

8° het verlenen van medewerking tot de netoverschrijdende opleiding gedurende de loopbaan;

9° het uitbrengen van een met redenen omkleed advies over de toekenning van de erkenning die bevestigt dat de cursussen in overeenstemming zijn met de schoolboeken, schoolsoftware en pedagogische instrumenten die hun door de sturingscommissie worden voorgelegd,;

10° het geven van adviezen en formuleren van voorstellen, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, over alles wat tot hun bevoegdheid behoort;

11° het deelnemen aan werkgroepen, commissies en raden, krachtens de wetten, decreten en verordeningen;

12° het medewerken met de pedagogische departementen van de hogescholen in het kader en volgens de door de Regering te bepalen voorwaarden;

13° het controleren en evalueren van de naleving van de decreetvoorschriften betreffende de opleiding gedurende de loopbaan betreffende de aspecten waarop ze het toezicht moeten uitoefenen en waarvan ze de evaluatie moeten uitvoeren krachtens de wetgeving;

14° het medewerken met de Diensten van de Regering in het kader van de controle op de toepassing van de maatregelen betreffende de kosteloosheid zoals bepaald in artikel 100 van het decreet van 24 juli 1997;

15° het toezicht op de naleving van neutraliteit, waar die neutraliteit geboden is;

16° het toezicht op de naleving van de decreetvoorschriften, voor de opleidingen bedoeld in de artikelen 17, § 2, en 18, § 2, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, betreffende de aspecten waarop ze het toezicht moeten uitoefenen krachtens de wetgeving;

17° het uitoefenen van alle andere taken die hun worden toevertrouwd door of krachtens de wetten, decreten en verordeningen.

In het kader van de opleidingen bedoeld in het eerste lid, 8°, wanneer een inspecteur van één van de inspectiediensten bedoeld in artikel 3, tweede lid, 1° tot 3°, een opleiding gedurende de loopbaan verstrekt, dan kan die, behalve een door de Regering toe te kennen vrijstelling, niet bestemd zijn voor de personeelsleden van een inrichting die hij inspecteert. Wanneer de betrokken inspecteur een opleiding verstrekt, dan mag hij overigens geen controle uitoefenen zoals bedoeld in het eerste lid, 13°.

§ 2. De opdrachten bedoeld in § 1, eerste lid, 1° tot 5°, worden op aanvullende wijze uitgeoefend. Naar gelang van de behoeften, worden ze door één of meer leden van de algemene inspectiedienst uitgeoefend.

De leden van de algemene inspectiedienst baseren hun evaluatie en hun controle op feiten die inzonderheid werden vastgesteld naar aanleiding van de begeleiding van cursussen en activiteiten, van het onderzoek van werken en documenten van leerlingen, van de resultaten die werden behaald bij de externe evaluaties die niet met getuigschriften worden bekrachtigd, van de ondervraging van leerlingen, van het onderzoek van kwantitatieve gegevens in verband met het aantal leerlingen die zakken, blijven zitten of worden gericht naar andere inrichtingen, en van het onderzoek van de voorbereidingen.

Van die opdrachten wordt een verslag opgemaakt dat de vermelding inhoudt van inzonderheid het tijdschema en het doel/de doelstellingen van de afgelegde bezoeken, de nadere regels voor het inwinnen van inlichtingen, de vastgestelde feiten en het uitgebrachte advies over de kwaliteit en de doeltreffendheid van het verstrekte onderwijs. De coördinerende inspecteur-generaal bepaalt, na advies van de inspecteur-generaal die bevoegd is voor de diensten bedoeld in artikel 3, tweede lid, 1° en 2°, en van de inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie voor de dienst bedoeld in artikel 3, tweede lid, 3°, de personen en/of organen aan wie/waaraan dat verslag kan worden overgezonden alsook de nadere regels voor die verzending.

Dat verslag kan betrekking hebben op de vaststellingen gedaan op het niveau van een klas, van een welbepaalde inrichting of van verschillende inrichtingen, geheel of gedeeltelijk.

Over die opdrachten kan eveneens een informatienota worden opgemaakt die, volgens de door de coördinerende inspecteur-generaal nader te bepalen regels, wordt overgezonden aan, naar gelang van het geval, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding of de bevoegde cel voor pedagogische raadgeving en begeleiding bedoeld in artikel 4.

§ 3. Naast de opdrachten bedoeld in de vorige paragrafen, worden de inspectiediensten bedoeld in artikel 3, tweede lid, 1° tot 3°, op aanvraag van het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en van de inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, belast met het beoordelen van de pedagogische vaardigheden van de personeelsleden van zijn/haar opvoedingsteam.

Het inrichtingshoofd of de inrichtende macht die wenst dat de pedagogische vaardigheden van een lid van zijn/haar personeel beoordeeld worden door die diensten, richt zijn/haar aanvraag aan de coördinerende inspecteur-generaal, via de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal.

Het door de bevoegde inspecteur opgestelde verslag wordt langs de hiërarchische weg overgezonden aan de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal die het, naar gelang van het geval, doorzendt naar het inrichtingshoofd en naar de Regering of de betrokken inrichtende macht. Deze laatste legt het voor visum voor aan het personeelslid, dat, in voorkomend geval, er zijn opmerkingen aan toevoegt. Het verslag, samen met de eventuele opmerkingen van het personeelslid, wordt vervolgens doorgezonden aan de bevoegde inspecteur, via de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal.

Het model van het bij deze paragraaf bedoelde verslag wordt door de Regering opgesteld, op de voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal.

§ 4. In het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, worden de opdrachten bedoeld in de § 1, eerste lid, 1° en 2°, a), b), e), g), en § 3, uitgeoefend in het kader van het toezicht op de voorwaarden voor de toekenning van de subsidies zoals bepaald in artikel 24, § 2, 2°, 2° *bis*, 2° *quater*, 3° en 7° van voormelde wet van 29 mei 1959.

§ 5. De inrichtende macht die geen gevolg wil geven aan een ongunstig verslag dat door een personeelslid van de algemene inspectiedienst wordt opgesteld, moet de redenen voor die beslissing geven binnen de maand die volgt op de datum van ontvangst van dat verslag, via het algemeen bestuur onderwijs en wetenschappelijk onderzoek.

Art. 7. § 1. De inspectiedienst bedoeld in artikel 3, tweede lid, 4°, wordt belast met :

1° de evaluatie van het studieniveau en het toezicht op het studieniveau met verwijzing naar de pedagogische dossiers en, als deze niet bestaan, naar de programma's die door de Regering worden vastgesteld of goedgekeurd;

2° de evaluatie, binnen de schoolinrichtingen, inzonderheid :

a) van de naleving van de artikelen 7, 8, 10, 11, 13 en 14 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

b) van de naleving van de pedagogische dossiers of van de programma's die door de Regering worden vastgesteld of goedgekeurd overeenkomstig de geldende regeling;

c) van de samenhang van de praktijken, met inbegrip van de evaluatiepraktijken;

d) van de overeenstemming van het didactisch materiaal en de schooluitrusting met de pedagogische noodwendigheden;

e) van de samenhang van de keuzen die werden gemaakt op het vlak van de opleiding gedurende de loopbaan en van hun overeenstemming met de pedagogische noodwendigheden alsook van de uitwerking van die opleidingen op de pedagogische praktijken;

f) van de uitvoering van de pedagogische aspecten van de projecten inzake positieve discriminatie bedoeld in artikel 58, § 1, van het voormelde decreet van 30 juni 1998;

3° de opsporing, binnen de schoolinrichtingen, van de eventuele segregatiemechanismen, alsook de steun voor de afschaffing van die mechanismen;

4° het verstrekken van raadgevingen en inlichtingen in verband met de vaststellingen gedaan in het kader van de opdrachten bepaald in de hierboven vermelde punten 1° tot 3°;

5° het verlenen van medewerking voor de opleiding gedurende de loopbaan overeenkomstig het decreet van 30 juni 1998 met betrekking tot de bijscholing van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulp personeel in het onderwijs voor sociale promotie;

6° het uitbrengen van adviezen en het formuleren van voorstellen, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, over alles wat onder hun bevoegdheid valt;

7° het deelnemen aan de werkgroepen, commissies en raden, krachtens de wetten, decreten en verordeningen;

8° het meewerken met de pedagogische departementen van de hogescholen in het kader en volgens de voorwaarden die door de Regering vast te stellen zijn;

9° het toezicht op en de evaluatie van de naleving van de decreetvoorschriften inzake opleiding gedurende de loopbaan betreffende de aspecten waarop ze het toezicht moeten uitoefenen en waarvan ze de evaluatie moeten uitvoeren krachtens de wetgeving;

10° het toezicht op de naleving van de neutraliteit, wanneer die neutraliteit geboden is;

11° het toezicht op de naleving van de decreetvoorschriften voor de opleidingen bedoeld in de artikelen 17, § 2, en 18, § 2, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs betreffende de aspecten waarop ze het toezicht moeten uitoefenen krachtens de wetgeving;

12° het uitoefenen van alle andere taken die hun door of krachtens wetten, decreten en verordeningen worden toevertrouwd.

In het kader van de opleidingen bedoeld in het eerste lid, 5°, wanneer een inspecteur van de inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie een opleiding gedurende de loopbaan verstrekt, dan kan die, behalve een door de Regering toe te kennen vrijstelling, niet bestemd zijn voor de personeelsleden van een inrichting die hij inspecteert. Wanneer de betrokken inspecteur een opleiding verstrekt, dan mag hij bovendien geen controle uitoefenen zoals bedoeld in het eerste lid, 9°.

§ 2. De opdrachten bedoeld in § 1, eerste lid, 1° tot 4°, worden op aanvullende wijze uitgeoefend. Naar gelang van de behoeften, worden ze door één of meer leden van de algemene inspectiedienst uitgeoefend.

Van die opdrachten wordt een verslag opgemaakt. De coördinerende inspecteur-generaal wijst de personen aan wie en/of de organen waaraan dat verslag kan worden overgezonden aan en bepaalt de nadere regels voor die verzending.

Dat verslag kan betrekking hebben op de vaststellingen gedaan op het niveau van een klas, een welbepaalde inrichting of verschillende betrokken inrichtingen, geheel of gedeeltelijk.

§ 3. Naast de opdrachten bedoeld in de vorige paragrafen, wordt de inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie, op aanvraag van het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en van de inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, belast met het beoordelen van de pedagogische vaardigheden van de personeelsleden van zijn/haar opvoedingsteam.

Het inrichtingshoofd of de inrichtende macht die wenst dat de pedagogische vaardigheden van een lid van zijn/haar personeel beoordeeld worden door die inspectiedienst, richt zijn/haar aanvraag aan de coördinerende inspecteur-generaal, via de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal.

Het door de bevoegde inspecteur opgestelde verslag wordt langs de hiërarchische weg overgezonden aan de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal, die het, naar gelang van het geval, doorzendt naar het inrichtingshoofd en naar de Regering of de betrokken inrichtende macht. Deze laatste legt het voor visum voor aan het personeelslid, dat, in voorkomend geval, er zijn opmerkingen aan toevoegt. Het verslag, samen met de eventuele opmerkingen van het personeelslid, wordt vervolgens doorgezonden aan de bevoegde inspecteur, via de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal.

Het model van het bij deze paragraaf bedoelde verslag wordt door de Regering opgesteld, op de voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal.

§ 4. In het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, worden de opdrachten bedoeld in de § 1, eerste lid, 1° en 2°, a), b), e), g), en § 3, uitgeoefend in het kader van het toezicht op de voorwaarden voor de toekenning van de subsidies zoals bepaald in artikel 24, § 2, 2°, 2° *bis*, 2° *quater*, 3° en 7° van voormelde wet van 29 mei 1959.

§ 5. De inrichtende macht die geen gevolg wil geven aan een ongunstig verslag dat door een personeelslid van de algemene inspectiedienst wordt opgesteld, moet de redenen voor die beslissing geven binnen de maand die volgt op de datum van ontvangst van dat verslag, via het algemeen bestuur onderwijs en wetenschappelijk onderzoek.

Art. 8. § 1. De inspectiedienst bedoeld in artikel 3, tweede lid, 5°, wordt belast met :

1° de evaluatie van het studieniveau en het toezicht op het studieniveau zoals inzonderheid bepaald in de artikelen 20, 31 en 55 van het decreet van 24 juli 1997 met verwijzing naar het referentiesysteem voor de basisvaardigheden, de vereiste kennis en eindvaardigheden en naar de opleidingsprofielen, en, als deze niet bestaan, naar de programma's die door de Regering worden vastgesteld of goedgekeurd;

2° de evaluatie, in het afstandsonderwijs, inzonderheid :

a) van de naleving van de artikelen 6, 8, 10, 12, 13, 15, 16, § 3, 24, 34 en 78 van het decreet van 24 juli 1997;

b) van de naleving van de studieprogramma's die door de Regering worden vastgesteld of goedgekeurd overeenkomstig de artikelen 17, 27, 36 en 50 van het decreet van 24 juli 1997;

c) van de samenhang van de praktijken, met inbegrip van de evaluatiepraktijken;

d) van de overeenstemming van het didactisch materiaal en de schooluitrusting met de pedagogische noodwendigheden;

3° de opsporing, binnen het afstandsonderwijs, van de eventuele segregatiemechanismen, alsook de steun voor de afschaffing van die mechanismen;

4° het verstrekken van raadgevingen en inlichtingen in verband met de vaststellingen gedaan in het kader van de opdrachten bepaald in de hierboven vermelde punten 1° tot 3°;

5° het uitbrengen van adviezen en het formuleren van voorstellen, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, over alles wat onder hun bevoegdheid valt;

6° het deelnemen aan de werkgroepen, commissies en raden, krachtens de wetten, decreten en verordeningen;

7° het meewerken met de pedagogische departementen van de hogescholen in het kader en volgens de voorwaarden die door de Regering vast te stellen zijn;

8° het toezicht op de naleving van de neutraliteit, wanneer die neutraliteit geboden is;

9° het uitoefenen van alle andere taken die hun door of krachtens wetten, decreten en verordeningen worden toevertrouwd.

§ 2. De opdrachten bedoeld in § 1, eerste lid, 1° tot 4°, worden op aanvullende wijze uitgeoefend. Naar gelang van de behoeften, worden ze door één of meer leden van de algemene inspectiedienst uitgeoefend.

Van die opdrachten wordt een verslag opgemaakt. De coördinerende inspecteur-generaal wijst de personen aan wie en/of de organen waaraan dat verslag kan worden overgezonden aan en bepaalt de nadere regels voor die verzending.

§ 3. Naast de opdrachten bedoeld in de vorige paragrafen, wordt de algemene inspectiedienst van het onderwijs, belast met het beoordelen van de pedagogische vaardigheden van de personeelsleden van het afstandsonderwijs.

Art. 9. § 1. De inspectiedienst bedoeld in artikel 3, tweede lid, 6°, wordt belast met :

1° de evaluatie van het studieniveau en het toezicht op het studieniveau zoals inzonderheid bepaald in :

a) de artikelen 31 en 55 van het decreet van 24 juli 1997;

b) de artikelen 3 tot 28 van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

c) de artikelen 1 tot 6 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs en in de artikelen 1 tot 12 en 37 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten);

d) artikel 5 van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur, en de organisatie van het secundair onderwijs,

met verwijzing naar het referentiesysteem voor de basisvaardigheden, de vereiste kennis en de eindvaardigheden, de opleidingsprofielen, en, wanneer die niet bestaan, met verwijzing naar de programma's die door de Regering vastgesteld of goedgekeurd worden;

2° de evaluatie, binnen de schoolinrichtingen, inzonderheid :

a) van de naleving van de artikelen 6, 8, 10, 15, 16, § 3, 24, 34 en 78 van het decreet van 24 juli 1997, de artikelen 3 en 4 van het voormelde decreet van 2 juni 1998, van artikel 3 van het voormelde decreet van 2 juni 1998, van de artikelen 5 tot 12, 37 en 39 van het voormelde decreet van 20 december 2001;

b) van de naleving van de studieprogramma's of van de programma's die door de Regering worden vastgesteld of goedgekeurd overeenkomstig de artikelen 27, 68 en 70 van het decreet van 24 juli 1997, de artikelen 4, 20, 21 en 22 van het voormelde decreet van 2 juni 1998 en van artikel 19 van het voormelde decreet van 17 mei 1999;

c) van de samenhang van de praktijken, met inbegrip van de evaluatiepraktijken;

d) van de overeenstemming van het didactisch materiaal en de schooluitrusting met de pedagogische noodwendigheden;

e) van de samenhang van de keuzen die werden gemaakt op het vlak van de opleiding gedurende de loopbaan en van hun overeenstemming met de pedagogische noodwendigheden alsook van de uitwerking van die opleidingen op de pedagogische praktijken;

f) van de uitvoering van de pedagogische aspecten van de projecten inzake positieve discriminatie bedoeld in de artikelen 8, 9, 10, 11 en 12 van het voormelde decreet van 30 juni 1998 alsook in artikel 27 van het decreet van 2 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;

g) van de naleving van de vrije kunstuitdrukking bedoeld in artikel 4, § 3, 1^o, b) van het voormelde decreet van 2 juni 1998 en in artikel 3 van het voormelde decreet van 17 mei 1999;

3^o de opsporing, binnen de schoolinrichtingen, van de eventuele segregatiemechanismen, alsook de steun voor de afschaffing van die mechanismen;

4^o het verstrekken van raadgevingen en inlichtingen in verband met de vaststellingen gedaan in het kader van de opdrachten bepaald in de hierboven vermelde punten 1^o tot 3^o;

5^o het verlenen van zijn steun voor de organisatie van de evaluaties door een externe examencommissie die leidt tot het uitreiken van de getuigschriften en diploma's op het einde van de jaren, cyclussen, niveaus, filières, graden van het kunstonderwijs;

6^o het verstrekken van adviezen en het formuleren van voorstellen op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, over alles wat onder hun bevoegdheid valt;

7^o het verlenen van medewerking voor de opleiding gedurende de loopbaan overeenkomstig het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het onderwijzend hulp personeel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

8^o het deelnemen aan de werkgroepen, commissies en raden, krachtens de wetten, decreten en verordeningen;

9^o het toezicht op en de evaluatie van de naleving van de decreetvoorschriften inzake opleiding gedurende de loopbaan betreffende de aspecten waarop ze het toezicht moeten uitoefenen en waarvan ze de evaluatie moeten uitvoeren krachtens de wetgeving;

10^o het toezicht op de naleving van de neutraliteit, wanneer die neutraliteit geboden is;

11^o het toezicht op de naleving van de decreetvoorschriften voor de opleidingen bedoeld in de artikelen 17, § 2, en 18, § 2, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs betreffende de aspecten waarop ze het toezicht moeten uitoefenen krachtens de wetgeving;

12^o het uitoefenen van alle andere taken die hun door of krachtens de wetten, decreten en verordeningen worden toevertrouwd.

In het kader van de opleidingen bedoeld in het eerste lid, 7^o, wanneer een inspecteur van de inspectiedienst van het kunstonderwijs een opleiding gedurende de loopbaan verstrekt, dan kan die, behalve een door de Regering toe te kennen vrijstelling, niet bestemd zijn voor de personeelsleden van een inrichting die hij inspecteert. Wanneer de betrokken inspecteur een opleiding verstrekt, dan mag hij overigens geen controle uitoefenen zoals bedoeld in het eerste lid, 9^o.

§ 2. De opdrachten bedoeld in § 1, eerste lid, 1^o tot 4^o, worden op aanvullende wijze uitgeoefend. Naar gelang van de behoeften, worden ze door één of meer leden van de algemene inspectiedienst uitgeoefend.

Van die opdrachten wordt een verslag opgemaakt. De coördinerende inspecteur-generaal wijst de personen aan wie en/of de organen waaraan dat verslag kan worden overgezonden aan en bepaalt de nadere regels voor die overzending.

Dat verslag kan betrekking hebben op de vaststellingen gedaan op het niveau van een klas, een cyclus, een optie, een finaliteit, een afdeling, een jaar of een groep jaren van een cursus of een groep cursussen van een welbepaalde inrichting of verschillende betrokken inrichtingen, geheel of gedeeltelijk.

§ 3. Naast de opdrachten bedoeld in de vorige paragrafen, wordt de algemene inspectiedienst, op aanvraag van het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en van de inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, belast met het beoordelen van de pedagogische vaardigheden van de personeelsleden van zijn/haar opvoedingsteam.

Het inrichtingshoofd of de inrichtende macht die wenst dat de pedagogische vaardigheden van een lid van zijn/haar personeel beoordeeld worden door de algemene inspectiedienst, richt zijn/haar aanvraag aan de coördinerende inspecteur-generaal, via de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal.

Het door de bevoegde inspecteur opgestelde verslag wordt langs de hiërarchische weg overgezonden aan de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal, die het, naar gelang van het geval, doorzendt naar het inrichtingshoofd en naar de Regering of de betrokken inrichtende macht. Deze laatste legt het voor visum voor aan het personeelslid, dat, in voorkomend geval, er zijn opmerkingen aan toevoegt. Het verslag, samen met de eventuele opmerkingen van het personeelslid, wordt vervolgens doorgezonden aan de bevoegde inspecteur, via de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal.

Het model van het bij deze paragraaf bedoelde verslag wordt door de Regering opgesteld, op de voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal.

§ 4. In het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, worden de opdrachten bedoeld in de § 1, eerste lid, 1^o en 2^o, a), b), e), en § 3, uitgeoefend in het kader van het toezicht op de voorwaarden voor de toekenning van de subsidies zoals bepaald in artikel 24, § 2, 2^o, 2^o bis, 2^o quater, 3^o en 7^o van voormelde wet van 29 mei 1959.

§ 5. De inrichtende macht die geen gevolg wil geven aan een ongunstig verslag dat door een personeelslid van de algemene inspectiedienst wordt opgesteld, moet de redenen voor die beslissing geven binnen de maand die volgt op de datum van ontvangst van dat verslag, via het algemeen bestuur onderwijs en wetenschappelijk onderzoek.

Art. 10. § 1. De inspectiedienst bedoeld in artikel 3, tweede lid, 7^o, wordt belast met :

1^o de evaluatie van de uitvoering van de opdrachten die aan de psycho-medisch-sociale centra worden toegewezen;

2^o het toezicht op de naleving van de wettelijke verplichtingen en de deontologische regels;

3^o de evaluatie van de samenhang van de keuzen gemaakt inzake de opleiding gedurende de loopbaan en van hun overeenstemming met het ambt dat wordt uitgeoefend door het technisch personeelslid en met het centrumproject;

4° de evaluatie van de overeenstemming van de uitrusting met het centrumproject;

5° de opsporing, binnen de schoolinrichtingen, van de eventuele segregatiemechanismen, alsook met de steun voor de afschaffing van die mechanismen;

6° het verstrekken van raadgevingen en inlichtingen in verband met de vaststellingen gedaan in het kader van de opdrachten bepaald in de hierboven vermelde punten 1° tot 5°;

7° het verlenen van medewerking voor de organisatie van de opleiding gedurende de loopbaan op netoverschrijdend niveau;

8° het verlenen van erkenningen aan de instellingen die gemachtigd worden tot het uitreiken van het attest voor de toelating in het gespecialiseerd onderwijs;

9° het verstrekken van adviezen en het formuleren van voorstellen op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, over alles wat onder hun bevoegdheid valt;

10° het deelnemen aan de werkgroepen, commissies en raden, krachtens de wetten, decreten en verordeningen;

11° het meewerken met de pedagogische departementen van de hogescholen in het kader en volgens de voorwaarden die door de Regering vast te stellen zijn;

12° het toezicht op en de evaluatie van de naleving van de decreetvoorschriften inzake opleiding gedurende de loopbaan betreffende de aspecten waarop ze het toezicht moeten uitoefenen en waarvan ze de evaluatie moeten uitvoeren krachtens de wetgeving;

13° het toezicht op de naleving van de neutraliteit, wanneer die neutraliteit geboden is;

14° het uitoefenen van alle andere taken die hun door of krachtens de wetten, decreten en verordeningen worden toevertrouwd.

In het kader van de opleidingen bedoeld in het eerste lid, 7°, wanneer een inspecteur van de inspectiedienst van de psycho-medisch-sociale centra een opleiding gedurende de loopbaan verstrekt, dan kan die, behalve een door de Regering toe te kennen vrijstelling, niet bestemd zijn voor de technische personeelsleden van een psycho-medisch-sociaal centrum dat hij inspecteert. Wanneer de betrokken inspecteur een opleiding verstrekt, dan mag hij bovendien geen controle uitoefenen zoals bedoeld in het eerste lid, 12°.

§ 2. De opdrachten bedoeld in § 1, eerste lid, 1° tot 6°, worden op aanvullende wijze uitgeoefend. Naar gelang van de behoeften, worden ze door één of meer leden van de algemene inspectiedienst uitgeoefend.

Van die opdrachten wordt een verslag opgemaakt. De coördinerende inspecteur-generaal wijst de personen aan wie en/of de organen aan wie of waaraan dat verslag kan worden overgezonden aan en bepaalt de nadere regels voor die overzending.

Dat verslag kan betrekking hebben op de vaststellingen gedaan op het niveau van een team, een psycho-medisch-sociaal centrum of van verschillende psycho-medisch-sociale centra, geheel of gedeeltelijk.

§ 3. Naast de opdrachten bedoeld in de vorige paragrafen, wordt de inspectiedienst voor de psycho-medisch-sociale centra, op aanvraag van de directeur van het centrum, voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde psycho-medisch-sociale centra, en van de inrichtende macht van het centrum, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, belast met het beoordelen van de pedagogische vaardigheden van de leden van zijn technisch personeel.

De directeur of de inrichtende macht die wenst dat de beroepsbekwaamheid van een lid van zijn/haar personeel beoordeeld wordt door die dienst, richt zijn/haar aanvraag aan de coördinerende inspecteur-generaal, via de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal.

Het door de bevoegde inspecteur opgestelde verslag wordt langs de hiërarchische weg overgezonden aan de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal die het, naar gelang van het geval, doorzendt naar de directeur en naar de Regering of de betrokken inrichtende macht. Deze laatste legt het voor visum voor aan het personeelslid, dat, in voorkomend geval, er zijn opmerkingen aan toevoegt. Het verslag, samen met de eventuele opmerkingen van het technisch personeelslid, wordt vervolgens doorgezonden aan de bevoegde inspecteur, via de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal.

Het model van het bij deze paragraaf bedoelde verslag wordt door de Regering opgesteld, op de voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal.

§ 4. In het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, worden de opdrachten bedoeld in de § 1, eerste lid, 1° en 2°, a), b), e), g), 4° en § 3, uitgeoefend in het kader van het toezicht op de voorwaarden voor de toekenning van de subsidies zoals bepaald in artikel 24, § 2, 2°, 2° bis, 2° quater, 3° en 7° van voormelde wet van 29 mei 1959.

§ 5. De inrichtende macht die geen gevolg wil geven aan een ongunstig verslag dat door een personeelslid van de algemene inspectiedienst wordt opgesteld, moet de redenen voor die beslissing geven binnen de maand die volgt op de datum van ontvangst van dat verslag, via het algemeen bestuur onderwijs en wetenschappelijk onderzoek.

Art. 11. Behoudens voor de opdrachten bepaald in de artikelen 6 tot 10, handelt de algemene inspectiedienst door middel van raadgeving en informatieverstrekking.

In het gesubsidieerd onderwijs mag hij geen richtlijn geven betreffende de pedagogische methodes en eerbiedigt hij de vrijheid van de inrichtende macht om haar dienstregelingen te bepalen in het kader van de wets- en verordeningbepalingen.

In de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, mag hij geen richtlijn geven betreffende de methodes die worden ontwikkeld om de doelstellingen te bereiken die in het centrumproject worden vastgelegd en eerbiedigt hij de vrijheid van de inrichtende macht om haar dienstregelingen te bepalen in het kader van de wets- en verordeningbepalingen.

Art. 12. De leden van de algemene inspectiedienst kunnen werkgroepen oprichten in het kader van hun bevoegdheden, voor een deel of het geheel van de inrichtingen die onder hen ressorteren krachtens artikel 15.

Personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs kunnen aan die werkgroepen deelnemen, mits uitdrukkelijke en voorafgaande toestemming van het inrichtingshoofd in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en van de betrokken inrichtende macht of haar afgevaardigde in het gesubsidieerd onderwijs.

De pedagogische adviseurs kunnen eveneens deelnemen aan de werkgroepen, mits de toestemming van de overheid waaronder ze ressorteren.

Art. 13. § 1. De Regering of de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal of diens gemachtigde kan, om gevolg te geven aan een klacht of op eigen initiatief, beslissen een onderzoeksopdracht uit te oefenen in één of meer inrichtingen.

Een onderzoeksopdracht is een informatieopdracht of een enquêteopdracht.

In dit opzicht geeft de Regering of de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal de algemene inspectiedienst opdracht om het onderzoek in te stellen. Deze stelt de inspecteur(s) belast met de onderzoeksopdracht aan.

De rechten van de verdediging worden gewaarborgd.

§ 2. Van een flagrante tekortkoming die door één van de leden van de algemene inspectiedienst wordt vastgesteld in het kader van zijn opdrachten bedoeld in artikel 6, 7, 8, 9, 10, 11 of 12, wordt een verslag opgemaakt, dat langs de hiërarchische weg rechtsreeks wordt overgezonden aan de coördinerende inspecteur-generaal, die het aan de in § 1 bedoelde ambtenaar-generaal doorzendt.

§ 3. In het kader van een onderzoeksopdracht, kan de getuigenis van elke betrokken persoon door de algemene inspectiedienst bij een hoorzitting worden opgenomen. Van de hoorzitting wordt een proces-verbaal opgemaakt, dat de getuigenis ter ondertekening wordt voorgelegd.

§ 4. Een informatieopdracht is een opdracht die voorafgaat aan de eventuele beslissing tot instellen van een enquête. De informatieprocedure kan mondelings worden verricht.

§ 5. Wanneer de enquêteprocedure rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking heeft op individuele feiten die een personeelslid worden verweten, moet dit personeelslid worden uitgenodigd om gehoord te worden door de inspecteurs belast met de onderzoeksprocedure.

Van de oproeping voor de hoorzitting alsook van de feiten die hem worden verweten wordt kennis gegeven aan het personeelslid ten minste drie werkdagen vóór de hoorzitting, ofwel bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs dat uitwerking heeft vanaf de datum die op dat ontvangstbewijs vermeld staat, ofwel bij overhandiging van een schrijven.

Tijdens de hoorzitting, laat het personeelslid zich laten begeleiden of vertegenwoordigen door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie, door een advocaat of een verdediger gekozen uit de personeelsleden die in dienstactiviteit zijn of in ruste gesteld zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs.

Van elke hoorzitting wordt door de algemene inspectiedienst een proces-verbaal opgemaakt dat door betrokkene wordt ondertekend, die het recht heeft er, in voorkomend geval, zijn opmerkingen aan toe te voegen.

§ 6. De betrokken inspecteur(s) stellen een gedetailleerd verslag op over de onderzoeksgegevens die voortvloeien uit het bezoek (de bezoeken) die aan de inrichting(en) werden gebracht. Het verslag wordt overgezonden aan de bevoegde inspecteur-generaal of aan de betrokken inspecteur belast met de coördinatie alsook aan de betrokken inrichtende macht.

Deze laatste deelt(delen), via de coördinerende inspecteur-generaal, het verslag alsook zijn(hun) advies(zen) over het gevolg dat moet worden gegeven aan de procedure mee aan de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal.

Wanneer de onderzoeksopdracht werd verricht op initiatief van de Regering, brengt de in § 1 bedoelde ambtenaar-generaal zijn advies uit over het verslag bedoeld in het tweede lid en zendt hij het dossier voor beslissing aan de Regering over.

Van de beslissing wordt aan alle betrokken partijen kennis gegeven.

§ 7. In het kader van de toepassing van dit artikel kan de in § 1 bedoelde ambtenaar-generaal zijn bevoegdheden, naar gelang van het geval, delegeren aan de directeur-generaal van het leerplichtonderwijs of aan de directeur-generaal van het niet-verplicht onderwijs.

§ 8. De coördinerende inspecteur-generaal kan één of meer personeelsleden van de algemene inspectiedienst sturen naar de instellingen voor niet universitair hoger onderwijs, met uitzondering van de hogere kunstschole, om de opdrachten bedoeld bij dit artikel of elke andere opdracht in verband met dat onderwijs uit te oefenen.

Art. 14. De algemene inspectiedienst is samengesteld uit personeelsleden die in vast verband benoemd zijn, in tijdelijk verband aangesteld zijn of door de Regering gemachtigd worden volgens de in titel II bepaalde voorwaarden.

Behalve uit de coördinerende inspecteur-generaal en de inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie bedoeld in artikel 3, is de algemene inspectiedienst samengesteld uit inspecteurs waarvan het aantal door de Regering vastgesteld wordt.

Art. 15. Op de voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal, na raadpleging van de inspecteurs-generaal en de inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie, bepaalt de Regering de affectatie van ieder lid van de algemene inspectiedienst.

Worden prioritair geaffecteerd binnen de inspectiedienst van de inspectie voor het gespecialiseerd onderwijs, de inspecteurs die een dienstanciënniteit van ten minste twee jaar tellen in dat type onderwijs, berekend overeenkomstig artikel 47.

De coördinerende inspecteur-generaal kan, volgens de behoeften en de door hem nader te bepalen regels, met, naar gelang van het geval, de bevoegde inspecteur-generaal of de betrokken inspecteur belast met de coördinatie, de inspecteurs van één van de inspectiediensten bedoeld in artikel 3, tweede lid, ertoe machtigen de inspectieopdrachten binnen een andere inspectiedienst uit te oefenen.

Art. 16. § 1. De coördinerende inspecteur-generaal roept de inspecteurs-generaal en de inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie bijeen, om :

1° na te kijken of alle opdrachten bedoeld bij de artikelen 6 tot 12 werkelijk worden uitgeoefend en of de kwaliteit van die uitoefening voorhanden is;

2° te zorgen voor de algemene doeltreffendheid van de inspectiedienst en de coördinatie ervan;

3° inzonderheid te zorgen voor de samenhang van de acties van de inspectiediensten bedoeld in artikel 3, tweede lid;

4° om te controleren of de verschillende inspecteurs de hun toegewezen opdrachten vervullen;

5° na te kijken of de informatienota's bedoeld in artikel 6, § 2, vierde lid regelmatig worden meegedeeld aan de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding en aan de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding;

6° te zorgen voor de communicatie tussen, enerzijds, de algemene inspectiedienst, en, anderzijds, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding en de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding bedoeld in artikel 4, inzonderheid voor het regelmatig organiseren van de vergaderingen bedoeld in artikel 23.

§ 2. De inspecteurs-generaal roepen twee keer per jaar de inspecteurs belast met de inspectie van de eerste acht leerplichtjaren van dezelfde zone bijeen, met het oog op het pedagogisch continuüm bedoeld in de §§ 2 en 3 van artikel 13 van het decreet van 24 juli 1997.

§ 3. De inspecteur-generaal van de inspectiedienst van het basisonderwijs roept regelmatig de inspecteurs van dezelfde zone bijeen. De inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie binnen deze dienst wonen die vergaderingen bij.

De inspecteur-generaal van de inspectiedienst van het secundair onderwijs roept regelmatig de inspecteurs van éénzelfde discipline of éénzelfde groep disciplines bijeen. Hij roept eveneens regelmatig de inspecteurs van dezelfde zone bijeen. De inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie binnen deze dienst wonen die vergaderingen bij.

De inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie binnen deze diensten bedoeld in artikel 3, tweede lid, 3° tot 7° roepen regelmatig de inspecteurs van hun dienst bijeen.

Een inspecteur die ressorteert onder een andere inspectiedienst kan ook worden uitgenodigd om de in de vorige leden bedoelde vergaderingen bij te wonen.

§ 4. Vóór 5 juli van elk jaar, zendt iedere inspecteur, met inbegrip van de in artikel 3, tweede lid, 1° en 2° bedoelde inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie, een balans van zijn activiteiten door aan de inspecteur-generaal bevoegd voor de diensten bedoeld in artikel 3, tweede lid, 1° en 2°, en aan de inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie voor de diensten bedoeld in artikel 3, tweede lid, 3° tot 7°. Die balans omvat inzonderheid een verslag over de toepassing van de programma's, over de opvoedingsactie in de inrichtingen en op het niveau van de studies met verwijzing naar de waarnemingen die eigen zijn aan de inspecteur en, in voorkomend geval, over de gegevens in verband met de externe evaluatie. Het model van deze activiteitenbalans wordt door de coördinerende inspecteur-generaal vastgesteld, na advies van de inspecteurs-generaal, en aan de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal ter goedkeuring voorgelegd.

Voor 15 september van elk jaar zenden elke inspecteur-generaal voor de diensten bedoeld in artikel 3, tweede lid, 1° en 2°, en elke inspecteur belast met de coördinatie voor de diensten bedoeld in artikel 3, tweede lid, 3° tot 7°, een balans van de activiteiten van zijn dienst aan de coördinerende inspecteur-generaal door. Die balans omvat inzonderheid een verslag over het studieniveau, de toepassing van de programma's en het resultaat van de opvoedingsactie in de inrichtingen.

Voor 15 oktober,

1° maakt de coördinerende inspecteur-generaal ten minste om de twee jaar een samenvattende balans op van de activiteiten van de algemene inspectiedienst, die inzonderheid gebaseerd is op de balansen bedoeld in de vorige leden alsook een samenvattend activiteitenprogramma voor het of de volgende schooljaar(-jaren), dat hij de Regering meedeelt, samen met de balansen die krachtens het tweede lid worden opgemaakt;

2° zendt de coördinerende inspecteur-generaal de Regering elk jaar een verslag over de algemene stand van het onderwijssysteem over, dat hij, voor informatie, langs de hiërarchische weg, eveneens doorzendt naar de sturingscommissie en het college voor de inspectie en voor pedagogische raadgeving en begeleiding.

HOOFDSTUK III. — Dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding en cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding

Afdeling I. — Dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding

Art. 17. § 1. De in artikel 4, § 1, opgerichte dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding wordt belast met het adviseren en begeleiden van de leerkrachten, de pedagogische teams en de scholen waarvoor de algemene inspectiedienst leemten of tekortkomingen heeft vastgesteld, waarbij, in voorkomend geval, rekening dient te worden gehouden met de informatienota bedoeld in artikel 6, § 2, vijfde lid of met de uitslagen die bij de externe evaluaties werden behaald.

§ 2. De dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding wordt bovendien belast met :

1° het verlenen van steun aan de inrichtingen bij het vaststellen van hun inrichtingsproject in samenhang met de educatieve en pedagogische projecten van de Franse Gemeenschap, overeenkomstig het decreet van 24 juli 1997;

2° het stellen van hun pedagogische kennis en ervaring ten dienste van de educatieve en pedagogische teams van de inrichtingen of groepen van inrichtingen met het oog op de verbetering van de kwaliteit van de aan de leerlingen verstrekte opleiding;

3° het verlenen van steun aan de invoering van de programma's en de pedagogische innovatie, waarbij inzonderheid de educatieve en pedagogische teams informatie wordt verleend over de inhoud van de hervormingen inzake onderwijs;

4° het begeleiden van de groepen leerkrachten die pedagogische acties en instrumenten voor hun cursussen collectief ontwikkelen;

5° het meewerken aan het onderzoek van de behoeften inzake opleiding van de leerkrachten en het voorleggen van suggesties om het collectief en individueel opleidingsplan van de inrichting op te maken;

6° het begeleiden van de inrichtingen en de pedagogische teams bij hun zelfanalyse van de uitslagen die door hun leerlingen werden behaald bij de externe evaluaties die niet met getuigschriften worden bekrachtigd.

In het kader van de opdrachten bedoeld in deze paragraaf, zorgt de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding voor de pedagogische continuïteit van de acties die in de loop van de opleiding gedurende de loopbaan werden ondernomen.

Art. 18. De dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding is samengesteld uit pedagogische adviseurs die door de Regering worden vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van titel III.

Het aantal pedagogische adviseurs bedoeld in het eerste lid wordt door de Regering vastgesteld, rekening houdend met het in voltijds equivalent vastgestelde aantal personeelsleden van het opvoedingsteam van de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs en secundair onderwijs met volledig leerplan en voor gewoon en gespecialiseerd alternerend onderwijs, door de Franse Gemeenschap georganiseerd.

Wat er ook van zij, het aantal pedagogische adviseurs die zo door de Regering wordt vastgesteld, mag niet lager zijn dan 34, waarvan 8 voor het basisonderwijs, waaronder ten hoogste 1 kan belast worden met het coördineren en het verstrekken van opleidingen zoals geregeld bij de bepalingen die toepasselijk zijn inzake opleiding gedurende de loopbaan.

De dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding wordt door de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal gecoördineerd.

Art. 19. Voor 1 juli van elk jaar zendt de adjunct-directeur-generaal van de Algemene Dienst voor pedagogische zaken en sturing van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsnet de Regering een balans in verband met elk van de opdrachten van de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding over. Hij zendt die eveneens aan het College door.

Afdeling II. — Cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding

Art. 20. Elk van de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding opgericht bij artikel 4, § 2, wordt belast met het adviseren en begeleiden van de leerkrachten, de pedagogische teams en de scholen waarvoor ofwel de algemene inspectiedienst ofwel het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan leemten of tekortkomingen heeft vastgesteld, waarbij, in voorkomend geval, rekening dient te worden gehouden met de informatienota bedoeld in artikel 6, § 2, vijfde lid of met de uitslagen die bij de externe evaluaties werden behaald.

§ 2. Elk van de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding wordt bovendien belast met :

1° het verlenen van steun aan de inrichtingen bij het vaststellen van hun inrichtingsproject in samenhang met de educatieve en pedagogische projecten van hun inrichtende macht en van het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan waartoe ze toetreden, overeenkomstig het decreet van 24 juli 1997;

2° het stellen van hun pedagogische kennis en ervaring ten dienste van de educatieve en pedagogische teams van de inrichtingen of groepen van inrichtingen met het oog op de verbetering van de kwaliteit van de aan de leerlingen verstrekte opleiding;

3° het verlenen van steun aan de invoering van de programma's en de pedagogische innovatie, waarbij inzonderheid de educatieve en pedagogische teams informatie wordt verleend over de inhoud van de hervormingen inzake onderwijs;

4° het begeleiden van de groepen leerkrachten die pedagogische acties en instrumenten voor hun cursussen collectief ontwikkelen;

5° het meewerken aan het onderzoek van de behoeften inzake opleiding van de leerkrachten en het voorleggen van suggesties om het collectief en individueel opleidingsplan van de inrichting op te maken;

6° het begeleiden van de inrichtingen en de pedagogische teams bij hun zelfanalyse van de uitslagen die door hun leerlingen werden behaald bij de externe evaluaties die niet met getuigschriften worden bekrachtigd.

In het kader van de opdrachten bedoeld in deze paragraaf, zorgen de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding voor de pedagogische continuïteit van de acties die in de loop van de opleiding gedurende de loopbaan werden ondernomen.

Art. 21. Elke cel voor pedagogische raadgeving en begeleiding is samengesteld uit pedagogische adviseurs die door de Regering worden aangesteld op de voordracht van het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten overeenkomstig de bepalingen van titel III.

Het aantal pedagogische adviseurs bedoeld in het eerste lid wordt door de Regering vastgesteld, rekening houdend met het in voltijds equivalent vastgestelde aantal personeelsleden van het opvoedingsteam van de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs en secundair onderwijs met volledig leerplan en voor gewoon en gespecialiseerd alternerend onderwijs, door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd.

Wat er ook van zij, het aantal pedagogische adviseurs die zo door de Regering wordt vastgesteld, mag niet lager zijn dan :

1° 44 posten voor de Raad voor het onderwijs van de gemeenten en provincies, waarvan 42 posten voor het basisonderwijs, waaronder ten hoogste 7 posten kunnen worden toegewezen met het oog op het coördineren en verstrekken van opleidingen zoals die geregeld zijn bij de bepalingen die van toepassing zijn op het gebied van opleiding gedurende de loopbaan;

2° 17 posten voor de raad van de inrichtende machten van het gesubsidieerd neutraal officieel onderwijs;

3° 90 posten voor het Secretariaat-generaal van het katholiek onderwijs in de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap, waarvan 32 posten voor het basisonderwijs, waaronder ten hoogste 7 posten kunnen worden toegewezen met het oog op het coördineren en verstrekken van opleidingen zoals die geregeld zijn bij de bepalingen die van toepassing zijn op het gebied van opleiding gedurende de loopbaan;

4° 2 posten voor de « Fédération des établissements libres subventionnés indépendants » (Federatie van de onafhankelijke gesubsidieerde vrije inrichtingen), waarvan één post voor het basisonderwijs.

Elke cel wordt door een coördinerende pedagogische adviseur gecoördineerd, met uitzondering van de cel voor pedagogische raadgeving en begeleiding die ressorteert onder het Secrétariat général de l'enseignement catholique (Secretariaat-generaal van het katholiek onderwijs) in de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap, waarvan de coördinatie door twee coördinerende pedagogische adviseurs wordt waargenomen. De coördinerende pedagogische adviseurs worden door de Regering aangesteld overeenkomstig de bepalingen van titel III.

Art. 22. Voor 1 juli van elk jaar zendt de coördinerende pedagogische adviseur, via het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan waaronder hij ressorteert, de Regering een balans in verband met elk van de opdrachten van zijn cel over. Hij zendt die eveneens aan het College over.

HOOFDSTUK IV. — Banden tussen de algemene inspectiedienst en de diensten voor pedagogische raadgeving en begeleiding en cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding

Art. 23. § 1. In het kader dat in onderlinge overeenstemming wordt bepaald tussen, enerzijds, het betrokken vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, en, anderzijds, de bevoegde inspecteur-generaal of de betrokken inspecteur belast met de coördinatie, naar gelang van het geval, worden vergaderingen georganiseerd tussen één of meer inspecteurs en één of meer pedagogische adviseurs.

Het in artikel 5 opgerichte college voor de inspectie en voor pedagogische raadgeving en begeleiding wordt op de hoogte gebracht van de nadere regels volgens welke de in het eerste lid bedoelde vergaderingen worden georganiseerd.

§ 2. Wanneer het verslag bedoeld in artikel 6, § 2, leemten of tekortkomingen vermeldt die werden vastgesteld in het kader van de opdrachten bedoeld in artikel 6, § 1, 1° tot 3°, stelt het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of de inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, in overleg met het opvoedingsteam, een remediëeringsplan op dat bestemd is om de vastgestelde leemten of tekortkomingen te verhelpen.

In het kader van het opstellen van het in het eerste lid bedoelde remediëeringsplan, staan de leden van de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding of van de betrokken cel voor pedagogische raadgeving en begeleiding, het inrichtingshoofd of de inrichtende macht alsook het opvoedingsteam bij op basis van, onder meer, de inhoud van de in artikel 6, § 2 bedoelde informatienota.

§ 3. Binnen de maand volgend op de ontvangst van de informatienota bedoeld in artikel 6, § 2, vijfde lid, en onverminderd de bepalingen bedoeld in § 1, kan een vergadering worden georganiseerd tussen de pedagogisch(e) adviseur(s) en de inspecteur(s) om in onderlinge overeenstemming te bepalen hoe de door deze vastgestelde leemten of tekortkomingen kunnen worden verholpen.

De pedagogische adviseur(s) brengt(en) de betrokken inspecteur(s) op de hoogte van de in het werk gestelde remediëeringen om de leemten of tekortkomingen die vooraf door deze werden vastgesteld, te verhelpen.

§ 4. Wat het gesubsidieerd onderwijs betreft, worden de bepalingen van de §§ 2 en 3 toegepast, waarbij de vrije keuze van pedagogische methoden gewaarborgd wordt.

Art. 24. Bij niet naleving van de bepalingen van artikel 23, brengt(en) de betrokken inspecteur(s), langs de hiërarchische weg, de voorzitter van het college daarvan op de hoogte, door hem een met redenen omkleed verslag over te zenden. De voorzitter legt het college het onderzoek van het dossier voor.

HOOFDSTUK V. — *College voor de inspectie en voor pedagogische raadgeving en begeleiding*

Art. 25. § 1. Met de waarborg van de vrije keuze van pedagogische methoden wordt het college ermee belast :

1° met eerbiediging van de opdrachten van iedereen, te zorgen voor de contacten en de coördinatie tussen alle optredende personen van de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding en de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding;

2° de uitoefening van de gemeenschappelijke en gedifferentieerde opdrachten van de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding en de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding te analyseren en de samenhang van de handelingen van elk onder hen te bevorderen;

3° de dossiers, steunend op de in artikel 24 bedoelde verslagen, te onderzoeken, om de middelen te vinden om de bepalingen van artikel 23 te doen naleven of opnieuw te doen naleven. Bij de uitoefening van die opdracht kan het de bij die dossiers betrokken inspecteur(s) of adviseur(s) horen. Als geen oplossing wordt gevonden, zendt het college het dossier aan de Regering over binnen een termijn van twee maanden vanaf de datum van de verzending van het dossier aan de voorzitter;

4° adviezen uit te brengen en voorstellen te formuleren, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, over alles wat tot zijn bevoegdheden behoort;

5° de Regering een jaarlijks verslag uit te brengen, dat inzonderheid de volgende punten inhoudt :

a) een synthese van zijn activiteiten en analyses;

b) een balans over het globaal resultaat van het geheel van de opdrachten die worden toegewezen aan de algemene inspectiedienst en de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding en de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding;

c) de analyse van de in 3° bedoelde dossiers en de oplossingen die er worden aangebracht.

§ 2. Het college vergadert ten minste zes keer per jaar. Het stelt zijn huishoudelijk reglement vast, dat het de Regering ter goedkeuring voorlegt.

TITEL II. Statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 26. Deze titel is van toepassing op de personeelsleden van de algemene inspectiedienst, hierna « de personeelsleden » genoemd.

Deze titel is niet van toepassing op de inspecteurs voor de cursussen godsdienst, met uitzondering van artikel 30.

Art. 27. Voor de toepassing van deze titel, worden de termijnen berekend als volgt :

1° de dag die de datum vaststelt van de akte die er het uitgangspunt van uitmaakt, is niet inbegrepen;

2° de dag waarop hij ophoudt uitwerking te hebben, wordt in de termijn inbegrepen. Als die dag echter een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, met inbegrip van de feestdagen van of in de Franse Gemeenschap, wordt hij naar de eerstvolgende werkdag uitgesteld.

Art. 28. De ambten die de personeelsleden kunnen uitoefenen, zijn bevorderingsambten die gerangschikt worden als volgt :

1° Inspecteur :

1. Inspecteur van het kleuteronderwijs;

2. Inspecteur van het lager onderwijs;

3. Inspecteur zedenleer in het lager onderwijs;

4. Inspecteur bijzondere vakken in het lager onderwijs;

5. Inspecteur tweede taal in het basisonderwijs;

6. Inspecteur algemene vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad;

7. Inspecteur algemene vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad voor sociale promotie;

8. Inspecteur bijzondere vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad;

9. Inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de lagere graad;

10. Inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de lagere graad voor sociale promotie;

11. Inspecteur algemene vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad;

12. Inspecteur algemene vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het hoger onderwijs voor sociale promotie;

13. Inspecteur bijzondere vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad;

14. Inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de hogere graad;
15. Inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het hoger onderwijs voor sociale promotie;
16. Inspecteur psychologie, pedagogie en methodologie in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het hoger onderwijs voor sociale promotie;
17. Inspecteur zedenleer in het secundair onderwijs;
18. Inspecteur oude talen in het secundair onderwijs;
19. Inspecteur kunstvakken in het kunstonderwijs;
20. Inspecteur opvoedend hulppersoneel;
21. Inspecteur paramedisch personeel;
22. Inspecteur psycho-pedagogische discipline;
23. Inspecteur sociale discipline;
24. Inspecteur paramedische discipline;
25. Inspecteur afstandsonderwijs voor de literaire en wetenschappelijke vakken;
26. Inspecteur afstandsonderwijs voor de technische vakken en de beroepspraktijk;
27. Inspecteur afstandsonderwijs voor de administratieve cursussen;
- 2° Inspecteur-generaal :
 1. Inspecteur-generaal gewoon basisonderwijs;
 2. Inspecteur-generaal gewoon secundair onderwijs;
- 3° Coördinerende inspecteur-generaal.

Art. 29. Bij zijn indiensttreding legt het personeelslid dat in vast verband benoemd is of voorlopig aangesteld is in een bevorderingsambt van inspecteur de eed af in handen van de ambtenaar-generaal die door de Regering of haar afgevaardigde aangesteld wordt.

De eed wordt geformuleerd zoals bepaald in artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831. Akte wordt daarvan aan het personeelslid gegeven.

Art. 30. De Regering bepaalt de kosten die aan de personeelsleden kunnen worden terugbetaald. Dit zijn de volgende :

- 1° reiskosten;
- 2° verblijfskosten;
- 3° andere kosten, waarvan inzonderheid kosten met betrekking tot telefonische communicaties, fax, Internet en de aankoop van documentatie.

De Regering stelt de perken en nadere regels vast voor de terugbetaling bedoeld in het eerste lid.

HOOFDSTUK II. — *Plichten en onverenigbaarheden*

Afdeling I. — Plichten

Art. 31. De personeelsleden moeten onder alle omstandigheden voortdurend de belangen behartigen van de Franse Gemeenschap, van de leerlingen die schoollopen bij de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen en van de personeelsleden van die inrichtingen. Ze moeten ook voortdurend de belangen behartigen van de leerlingen die de leerplicht vervullen door middel van het verstrekken van onderwijs thuis.

Art. 32. Ze vervullen hun opdracht met dezelfde zorg voor alle schoolinrichtingen en in alle onafhankelijkheid ten opzichte van de inrichtende machten.

Art. 33. Ze moeten de neutraliteitsbeginselen in acht nemen bij de uitoefening van hun ambt. Ze mogen de leerlingen niet gebruiken voor doeleinden van politieke, godsdienstige, filosofische propaganda of van commerciële reclame.

Art. 34. Zij komen persoonlijk en nauwgezet de verplichtingen na, die hun zijn opgelegd door de wetten, decreten, en verordeningen.

Ze moeten, binnen de door de regeling vastgestelde perken, de prestaties verrichten die noodzakelijk zijn voor de goede werking van de dienst.

Ze voeren de welbepaalde opdrachten die hun worden toevertrouwd uit en vervullen hun taak met vlijt en nauwgezetheid.

Zij mogen zonder voorafgaande toelating van hun hiërarchische meerdere de uitoefening van hun ambt niet onderbreken.

Art. 35. Zij moeten zich met de meest volstrekte correctheid gedragen, zowel in hun dienstbetrekkingen als in hun omgang met het publiek, elkaar bijstaan in de mate waarin het belang van de inrichting zulks vereist.

Ze mogen, zowel in hun dienst als in hun persoonlijke levenssfeer, geen gedrag hebben dat het vertrouwen van het publiek of de eer of de waardigheid van hun ambt zou kunnen aantasten. Ze mogen geen moreel ongewenst gedrag hebben.

Art. 36. Zij mogen zich niet inlaten met enige werkzaamheid die in strijd is met de Grondwet en de wetten van het Belgisch volk, die de vernietiging van 's Lands onafhankelijkheid op het oog heeft of die de landsverdediging of de uitvoering van de verbintenissen van België strekkend tot het verzekeren van zijn veiligheid in gevaar brengt. Zij mogen niet toetreden tot, noch hun medehulp verschaffen aan een beweging, groepering, organisatie of vereniging met een soortgelijke werkzaamheid.

Art. 37. Het is hun verboden feiten bekend te maken, die zij zouden kennen ter oorzaak van hun ambt en die van nature geheim zijn.

Art. 38. Het is hun verboden rechtstreeks of door een tussenpersoon, zelfs buiten hun ambt doch omwille ervan, giften, geschenken, beloningen of enig ander voordeel te vragen, te eisen of aan te nemen.

Art. 39. Onverminderd de toepassing van de strafwetten, en, in voorkomend geval, van artikel 43 van voormelde wet van 29 mei 1959, zullen de overtredingen van de bepalingen van deze afdeling, naar gelang van het geval, met één van de bij artikel 116 bepaalde tuchtsancties worden gestraft.

Afdeling II. — Onverenigbaarheden

Art. 40. Met de hoedanigheid van personeelslid van de algemene inspectiedienst is onverenigbaar, de uitoefening van het politiek mandaat van burgemeester, schepen, gemeenteraadslid, voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn of lid van de raad voor maatschappelijk welzijn van een gemeente die zich geheel of gedeeltelijk bevindt op het grondgebied waarop het personeelslid het ambt van inspecteur, inspecteur-generaal of coördinerende inspecteur-generaal uitoefent.

Met de hoedanigheid van personeelslid van de algemene inspectiedienst is eveneens onverenigbaar, de uitoefening van het politiek mandaat van lid van de permanente deputatie of van provincieraadslid in een provincie die zich geheel of gedeeltelijk bevindt op het grondgebied waarop het personeelslid het ambt van inspecteur, inspecteur-generaal of coördinerende inspecteur-generaal uitoefent.

In afwijking van de vorige leden, kan de coördinerende inspecteur-generaal, in uitzonderlijke omstandigheden, een personeelslid van de algemene inspectiedienst ertoe machtigen het ambt van inspecteur uit te oefenen in een gemeente of een provincie die zich geheel of gedeeltelijk bevindt op het grondgebied waarop het personeelslid zijn politiek mandaat uitoefent, voor zover het, bij de uitoefening van zijn inspectie-opdrachten, begeleid wordt door een personeelslid dat ressorteert onder een andere dienst van de algemene inspectiedienst of door een hiërarchische meerdere.

Art. 41. Met de hoedanigheid van personeelslid van de algemene inspectiedienst is onverenigbaar, de uitoefening van elk mandaat bij een inrichtende macht of een federatie van inrichtende machten waarvan één of meer onderwijsinrichtingen zich bevinden op het grondgebied waarop het personeelslid het ambt van inspecteur, inspecteur-generaal of coördinerende inspecteur-generaal uitoefent.

Art. 42. Met de hoedanigheid van personeelslid van de algemene inspectiedienst is onverenigbaar, elke activiteit die het vervullen van de ambtsplichten zou kunnen belemmeren of die in strijd is met de waardigheid van dat ambt.

Art. 43. De Regering stelt de onverenigbaarheden vast bedoeld in de artikelen 40 tot 42. Ze brengt daar het betrokken personeelslid op de hoogte van binnen een termijn van twintig dagen vanaf de dag waarop ze de onverenigbaarheid vaststelt, bij een ter post aangetekend schrijven, dat uitwerking heeft met ingang van de derde werkdag volgend op de datum van de verzending ervan.

Art. 44. Als de vaststelling van een onverenigbaarheid vermeld in artikel 42 betwist wordt, kan het betrokken personeelslid, langs de hiërarchische weg, binnen een termijn van twintig werkdagen vanaf de datum waarop de onverenigbaarheid werd vastgesteld, een bezwaar indienen voor de in artikel 27 bedoelde raad van beroep. Deze brengt de Regering zijn advies uit binnen een termijn van twee maanden vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift.

De Regering neemt haar beslissing binnen een termijn van één maand na de ontvangst van het advies van de raad van beroep.

HOOFDSTUK III. — Bevorderingsambten van inspecteur

Afdeling I. — Benoeming in een bevorderingsambt van inspecteur

Art. 45. Niemand kan in een bevorderingsambt van inspecteur bedoeld in artikel 28, 1°, benoemd worden, indien hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° Belg zijn of onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie, behoudens door de Regering toe te kennen vrijstelling;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

5° in regel zijn met de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling;

6° in vast verband benoemd of aangeworven zijn in een ambt met volledige dienstprestaties of in verschillende ambten met onvolledige dienstprestaties die volledige prestaties in het onderwijs dekken, of, in voorkomend geval, in een psycho-medisch-sociaal centrum dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd;

7° in vast verband, in verhouding tot ten minste een halve opdracht, titularis zijn van één van de ambten vermeld in de tabel van de bijlage bij dit decreet, naast het toe te kennen ambt van inspecteur, en houder zijn van het bekwaamheidsbewijs dat eventueel vermeld staat naast hetzelfde ambt;

8° een dienstanciënniteit van ten minste tien jaar en een ambtsanciënniteit van ten minste zes jaar tellen;

9° geen tuchtsanctie of -straf hebben ondergaan gedurende de vijf vorige jaren;

10° niet van zijn ambt ontheven zijn bij toepassing van artikel 64 of 73;

11° houder zijn van het brevet in verband met het toe te kennen ambt.

Voor de bevorderingsambten van inspecteur bedoeld in artikel 28, 1°, 25, 26 en 27, moet de persoon bovendien behoren tot het onderwijzend personeel van het afstandsonderwijs sedert ten minste zes jaar en daar een gemiddelde prestatie van vijf uur per week hebben verricht.

Voor het bevorderingsambt van inspecteur bedoeld in punt 27 van artikel 28, 1°, zijn de voorwaarden bedoeld in 6° en 8° van het eerste lid niet van toepassing op de ambtenaren van niveau 1 van de Diensten van de Regering.

In een bevorderingsambt van inspecteur bedoeld in artikel 28, 1° kan eveneens worden benoemd, het personeelslid dat in vast verband benoemd of aangeworven is in een ambt van rang 1 of van rang 2 in een hogeschool, en dat, in het kader van zijn loopbaan in het onderwijs, in vast verband benoemd of aangeworven is in één van de ambten vermeld naast het toe te kennen ambt van inspecteur. In dit geval worden de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 6° tot 8°, in aanmerking genomen voor dit laatste ambt.

Art. 46. Voor de berekening van de dienstanciënniteit bedoeld in artikel 45, 8°, worden enkel de diensten in aanmerking genomen die de kandidaat, in ongeacht welke hoedanigheid, werkelijk heeft gepresteerd in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, als lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel of van het paramedisch personeel.

Voor de berekening van de ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 45, 8°, worden enkel de diensten in aanmerking genomen die de kandidaat, in ongeacht welke hoedanigheid, werkelijk heeft gepresteerd in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs in het ambt/de ambten bedoeld in artikel 45, 7°, dat/die toegang verleent/verlenen tot het betrokken ambt van inspecteur.

Art. 47. Voor de berekening van de duur van de diensten die in aanmerking komen voor de dienstanciënniteit en voor de ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 45, 8° :

1° worden de diensten die als tijdelijk personeelslid werkelijk werden gepresteerd in een ambt met volledige dienstprestaties meegerekend als anciënniteit die gelijk is aan het aantal dagen die worden geteld vanaf het begin tot het einde van de ononderbroken activiteitsperiode, met inbegrip van, als ze in die periode worden meegerekend, de ontspanningsverloven, de winter- en lentevakantie, alsook de moederschapsrust en het verlof voor opvang met het oog op adoptie en pleegvoogdij, toegekend vanaf 1 januari 1999, waarbij dat aantal dagen met 1,2 wordt vermenigvuldigd;

2° worden de werkelijke diensten die in een andere hoedanigheid dan tijdelijk personeelslid in een ambt met volledige dienstprestaties werden gepresteerd, geteld per kalendermaand, waarbij deze die niet de hele maand dekken, niet worden meegerekend;

3° worden de in aanmerking komende diensten die werden gepresteerd gedurende de maand tijdens welke het personeelslid voor de eerste keer in een andere hoedanigheid dan die van tijdelijk personeelslid aangesteld of aangeworven is, geacht als tijdelijk personeelslid te zijn gepresteerd;

4° worden de werkelijke diensten die werden gepresteerd in een ambt met onvolledige prestaties dat ten minste de helft van het aantal uren vereist voor het ambt met volledige dienstprestaties telt, in aanmerking genomen op dezelfde wijze als de diensten gepresteerd in een ambt met volledige prestaties;

5° wordt het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige dienstprestaties dat niet de helft van het aantal uren telt dat vereist is voor het ambt met volledige prestaties, met de helft verminderd;

6° mag de duur van de diensten die in twee of meer ambten werden gepresteerd, met volledige of onvolledige dienstprestaties, die gelijktijdig werden uitgeoefend, nooit de duur overschrijden van de diensten die werden gepresteerd in een ambt met volledige dienstprestaties gedurende dezelfde periode;

7° maken dertig dagen één maand uit;

8° mag de duur van de in aanmerking komende diensten die de kandidaat telt, nooit twaalf maanden overschrijden voor een kalenderjaar.

Art. 48. Voor de toepassing van de artikelen 46 en 47, worden de diensten die in het onderwijs van de Duitstalige Gemeenschap gepresteerd zijn, gelijkgesteld met diensten die in het onderwijs van de Franse Gemeenschap gepresteerd zijn.

Art. 49. Niemand wordt toegelaten tot de proeven voor het behalen van het brevet bedoeld in artikel 45, 11°, als hij niet de voorwaarden vervult voor de benoeming in vast verband in het bevorderingsambt waarvoor het brevet vereist is, met uitzondering van de voorwaarde betreffende het brevet zelf.

Art. 50. § 1. De brevetten van inspecteur voor elk van de ambten bedoeld in artikel 28, 1°, worden uitgereikt op het einde van de drie opleidingssessies die elk door een afzonderlijke proef worden bekrachtigd. De globale duur van de drie opleidingssessies is hoogstens 120 uur.

De eerste opleidingssessie heeft tot doel :

1° de relationele vaardigheden van de kandidaten te ontwikkelen, inzonderheid het human resources management : interne en externe communicatie, spreken in het openbaar, het nemen van beslissingen, het slechten van conflicten, onderhandelings technieken, technieken voor de evaluatie van het studieniveau van een inrichting of een klas, gebruik van raadgeving, werken met teams van inspecteurs, leiding en motivatie van de groepen, betrekkingen met de partners die niet tot de inrichting behoren;

2° een methode voor de evaluatie van zijn eigen actie te verwerven.

De tweede sessie heeft tot doel de pedagogische vaardigheden van de kandidaten te ontwikkelen en heeft inzonderheid betrekking op de algemene doelstellingen van het onderwijs, de uitvoeringsmaatregelen om die te bereiken, het referentiesysteem voor de basisvaardigheden, de transversale bevoegdheden, de gedifferentieerde pedagogie, de opleidings- en bekrachtigingsevaluatie, en op de actuele stromingen inzake pedagogie, de kennis van de psychologie van het kind, vooral van het kleine kind (van 2 tot 8 jaar), voor de kandidaat-inspecteurs van het kleuteronderwijs, van het kind en de preadolescent (van 5 tot 14 jaar), voor de kandidaat-inspecteurs van het lager onderwijs, en van de adolescent en de jonge volwassene, voor de inspecteurs van het secundair onderwijs (alle categorieën samen), het gespecialiseerd onderwijs, de positieve discriminatie, de preventie van geweld, de evaluatie van een pedagogische sequentie.

In afwijking van het derde lid, voor de brevetten van inspecteur voor de ambten bedoeld in artikel 28, 1°, 7., 10., 12., 15. en 16., heeft de tweede sessie inzonderheid betrekking op de algemene doelstellingen van het onderwijs voor sociale promotie, de uitvoeringsmaatregelen om die te bereiken, het referentiesysteem voor de basisvaardigheden, de transversale bevoegdheden, de pedagogie die aan de volwassenen aangepast is (andragogie), de kennis van de psychologie van de jonge volwassene en de volwassene, de positieve discriminatie, de preventie van geweld, de evaluatie van een pedagogische sequentie en de kennis van de arbeidswereld en de beroepen.

In afwijking van het derde lid, voor het brevet van inspecteur voor het ambt bedoeld in artikel 28, 1°, 19., heeft de tweede sessie inzonderheid betrekking op de doelstellingen van het kunstonderwijs zowel op secundair als op hoger niveau, de uitvoeringsmaatregelen om die te bereiken, het referentiesysteem voor de basisvaardigheden, de transversale bevoegdheden, de evaluaties, de actuele stromingen inzake pedagogie en kunstcreatie, de kunstfilosofie, de ethiek, de kennis van de psychologie van het kind, de adolescent en de volwassene, de positieve discriminatie, de preventie van geweld en de evaluatie van een pedagogische sequentie.

In afwijking van het derde lid, voor de brevetten van inspecteur voor de ambten bedoeld in artikel 28, 1°, 22, 23 en 24, heeft de tweede opleidingssessie tot doel de bevoegdheden van de kandidaat te ontwikkelen op de volgende gebieden : oriëntatiebegrippen, kennis van de arbeidswereld en de beroepen, methodologie van de preventie, netwerken, beheer van projecten, beroepsgeheim en deontologie, alsook de bevoegdheden die eigen zijn aan elke discipline.

In afwijking van het derde lid, voor de brevetten van inspecteur voor de ambten bedoeld in artikel 28, 1°, 25., 26. en 27., heeft de tweede opleidingssessie tot doel de vaardigheden van de kandidaten te ontwikkelen inzake pedagogie en problematiek van de afstandsopleiding, pedagogische vaardigheden in verband met de opleiding van volwassenen (andragogie), de engineering en pedagogisch design van het afstandsonderwijs en de afstandsopleiding, de formules voor de pedagogische begeleiding op afstand, het beheer van multidisciplinaire projecten en teams, de opleidingsevaluatie met uitreiking van een getuigschrift.

De derde sessie heeft tot doel de vaardigheid van de kandidaten te ontwikkelen om met open boek de wetgevings- en verordeningmateries te beheersen alsook hun bekwaamheid inzake administratief beheer te ontwikkelen.

§ 2. De personeelsleden die in vast verband benoemd zijn in het ambt van studiefprefect of directeur, werkplaatsleider, directeur in het lager secundair onderwijs, directeur van een kleuterschool, lagere school of basisschool, bestuurder, of die dat ambt tijdelijk hebben uitgeoefend gedurende meer dan 600 dagen, verdeeld over ten minste drie schooljaren, die houder zijn van het brevet in verband met dat ambt zoals bepaald bij het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, of van de slaagattesten in verband met een ambt van directeur zoals bepaald in de artikelen 20 en 21 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, en die kandidaat zijn voor het ambt van inspecteur, worden geacht geslaagd te zijn voor de proef in verband met de eerste opleidingssessie.

Art. 51. § 1. Bij de Regering wordt een vaste inspectiecommissie opgericht, hierna « de vaste commissie » genoemd.

§ 2. De vaste commissie is bevoegd om, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, adviezen uit te brengen over de toepassing van artikel 50. Ze richt aan de Regering, volgens nader door deze te bepalen regels, de voorstellen bedoeld in de artikelen 52 en 53.

§ 3. De vaste commissie is samengesteld uit :

- 1° drie leden, aangesteld door de Regering uit de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering;
- 2° de coördinerende inspecteur-generaal;
- 3° de inspecteur-generaal van de inspectiedienst voor het gewoon basisonderwijs en de inspecteur-generaal van de inspectiedienst voor het gewoon secundair onderwijs;
- 4° de inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie bedoeld in artikel 65, § 1, 3° tot 7°;
- 5° vijf leden, door de Regering aangesteld op de voordracht van de representatieve vakorganisaties, waarbij elk van die vakorganisaties over ten minste een vertegenwoordiger beschikt.

De Regering van de Franse Gemeenschap stelt de leden van de vaste commissie aan voor een vernieuwbare periode van vier jaar. Niemand kan worden aangesteld indien hij zich niet bevindt in de administratieve stand dienstactiviteit.

Ieder lid van de vaste commissie dat, voor het einde van zijn mandaat, niet meer voldoet aan de voorwaarden vermeld in de eerste en tweede leden, wordt, volgens dezelfde nadere regels, door de Regering vervangen. De vervanger voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

Voor ieder werkend lid bedoeld in het eerste lid, 1° en 5°, stelt de Regering, volgens dezelfde nadere regels, een plaatsvervanger aan, die alleen bij afwezigheid van het werkend lid zitting neemt.

De Regering stelt een secretaris van de vaste commissie aan uit de ambtenaren van ten minste niveau 2+ van de Diensten van de Regering. Ze stelt, volgens dezelfde nadere regels, een plaatsvervangende secretaris aan.

De secretaris en de plaatsvervangende secretaris van de commissie nemen het secretariaat waar. Ze zijn niet stemgerechtigd.

De Regering stelt de voorzitter van de vaste commissie aan uit de drie ambtenaren-generaal bedoeld in het eerste lid, 1°.

De Regering stelt de andere nadere regels vast voor de werking van de vaste commissie. Deze stelt haar huishoudelijk reglement vast, dat ze de Regering ter goedkeuring voorlegt.

§ 4. De vaste commissie brengt haar adviezen uit en legt haar voorstellen voor bij meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 52. De Regering organiseert ten minste om de twee jaar de opleidingssessies bedoeld in artikel 50, op de voordracht van de vaste commissie. Er kunnen gemeenschappelijke opleidingssessies voor verschillende ambten worden georganiseerd.

De opleiding is kosteloos. Behalve als dit wegens de inhoud van de opleiding vereist is, wordt ze buiten de normale werken van de schoolinrichtingen georganiseerd. De personeelsleden die een opleiding volgen, worden geacht als personeelsleden in actieve dienst.

Ieder personeelslid wordt toegelaten tot de opleidingssessies waarvoor het zich wenst in te schrijven, behalve als het, op de uiterste datum voor de indiening van de aanvraag om deelneming, niet of niet meer voldoet aan alle voorwaarden vermeld in artikel 45, 1° tot 10°.

Het belang van de dienst kan niet worden tegengesteld aan het personeelslid waarvan de aanvraag om deelneming aan een opleiding niet kan worden afgewezen om één van de redenen bedoeld in het derde lid.

Art. 53. Op de voordracht van de vaste commissie, organiseert de Regering de proeven die elk van de opleidingssessies bekrachtigen.

Op basis van de structuur van de algemene inspectiedienst, zoals bepaald in artikel 3, tweede lid, stelt de Regering de examencommissies samen en stelt de nadere regels voor hun werking vast.

Elke examencommissie is samengesteld uit :

- 1° vier leden, door de Regering aangesteld uit de ambtenaren van de Diensten van de Regering, van ten minste rang 12, waarvan ten minste één ambtenaar-generaal;
- 2° vier leden, door de Regering aangesteld uit de personeelsleden die in vast verband benoemd zijn of die een mandaat binnen de algemene inspectiedienst uitoefenen;
- 3° drie personeelsleden die in vast verband benoemd zijn of die een mandaat binnen de algemene inspectiedienst uitoefenen, door de Regering aangesteld op de voordracht van de representatieve vakorganisaties, waarbij elke vakorganisatie over ten minste één vertegenwoordiger beschikt;

4° drie leden, door de Regering aangesteld uit het personeel van de hogescholen of de universiteiten en gekozen op grond van hun pedagogische bekwaamheid.

Wanneer de proef een opleidingssessie bekrachtigt die leidt tot het uitreiken van de brevetten van inspecteur voor de ambten bedoeld in artikel 28, 1°, 7, 10, 12, 15, 16, 19 en 22 tot 27, worden ten minste één van de leden bedoeld in het derde lid, 2°, en ten minste één van de leden bedoeld in het derde lid, 3°, aangesteld uit de vastbenoemde personeelsleden die ressorteren onder de inspectiedienst van het betrokken onderwijs.

Voor ieder werkend lid, stelt de Regering, volgens dezelfde nadere regels, een plaatsvervangend lid aan dat alleen bij afwezigheid van het werkend lid zitting neemt.

De examencommissies nemen hun beslissingen bij meerderheid van de aanwezige leden en deelt die aan de Regering mee.

De Regering stelt de voorzitter van de examencommissie aan uit de ambtenaren-generaal bedoeld in het derde lid, 1°.

De Regering stelt de secretaris voor de examencommissie aan uit de ambtenaren van ten minste niveau 2+ van de Diensten van de Regering. Ze stelt, volgens dezelfde nadere regels, een plaatsvervangende secretaris aan. De secretaris neemt het secretariaat van de examencommissie waar. Hij is niet stemgerechtigd.

Voor elke proef, worden de kandidaten ofwel toegelaten, ofwel afgewezen. Er wordt geen rangschikking opgemaakt.

Art. 54. Elke opleidingssessies bedoeld in artikel 50, § 1, wordt afgesloten met een proef die bekrachtigd wordt door een slaagattest.

De personeelsleden die de slaagattesten behalen betreffende de drie proeven die elk van de opleidingssessies bekrachtigen, zijn houder van het brevet in verband met het ambt.

Art. 55. De benoeming in een bevorderingsambt van inspecteur kan alleen plaatsvinden als de betrekking van het toe te kennen ambt vacant is.

Een vacante betrekking van een bevorderingsambt van inspecteur van het kleuteronderwijs of van inspecteur van het lager onderwijs kan alleen worden toegekend als ze niet bij mutatie werd toegekend aan de personeelsleden die hun mutatie hebben aangevraagd overeenkomstig de bepalingen van afdeling 5 van dit hoofdstuk.

Art. 56. De vacature van een betrekking van het toe te kennen bevorderingsambt van inspecteur wordt ter kennis gebracht van de houders van het brevet in verband met dat bevorderingsambt, volgens de door de Regering nader te bepalen regels.

Voor het bevorderingsambt van inspecteur van het kleuteronderwijs of inspecteur van het lager onderwijs, wordt de vacature van de betrekking ter kennis gebracht van de personeelsleden binnen de maand volgend op de laatste mutatiebeurt.

Art. 57. Benoemd kunnen worden in een bevorderingsambt van inspecteur, de kandidaten die de vorm en de termijn hebben nageleefd waarin de kandidaturen moeten worden ingediend.

Art. 58. De personeelsleden van de algemene inspectiedienst worden door de Regering in vast verband benoemd in het bevorderingsambt van inspecteur. Het benoemingsbesluit wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Ieder personeelslid mag van zijn benoeming in het ambt van inspecteur afzien binnen de 600 dagen die volgen op zijn indiensttreding. In dat geval treedt het personeelslid definitief in zijn oorspronkelijk ambt terug en, behalve bij behoorlijk gemotiveerde uitzonderlijke omstandigheid, kan het voor een nieuwe affectatie pas worden aangesteld nadat het geantwoord heeft op een nieuwe oproep overeenkomstig artikel 56.

Als de Regering binnen de maand waarin het personeelslid zijn aanvraag heeft ingediend, niet reageert, wordt die aanvraag als aanvaard geacht.

Met het oog op de continuïteit in het inspectieambt of om de stabiliteit van de pedagogische teams niet in het gedrang te brengen, kan de Regering het herstel van het personeelslid in zijn oorspronkelijke ambt met hoogstens zes maanden vanaf de datum van indiening van de aanvraag van het personeelslid uitstellen.

De Regering stelt de administratieve standplaats van de inspecteurs vast, op de voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal en van de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal.

Art. 59. Op het einde van de in artikel 58, tweede lid bedoelde termijn, verliest het personeelslid dat in vast verband benoemd is in een ambt van inspecteur met volledige dienstprestaties, het voordeel van de benoeming of van de aanwerving in vast verband die het genoot.

Afdeling II. — Evaluatie van de inspecteurs

Art. 60. Ten minste om de twee jaar en uiterlijk 400 dagen na zijn eerste indiensttreding, wordt iedere inspecteur geëvalueerd. De evaluatie is gebaseerd op de vervulling van de opdrachten die aan iedere inspecteur toegewezen zijn overeenkomstig de bepalingen van titel I.

Art. 61. Bij de evaluatie wordt één van de volgende vermeldingen toegekend :

1° « gunstig »;

2° « met voorbehoud »;

3° « ongunstig ».

Een evaluatievermelding « ongunstig » kan pas worden toegekend nadat het personeelslid een evaluatievermelding « met voorbehoud » heeft gekregen.

Art. 62. Met het oog op de toekenning van de evaluatie, wordt een onderhoud met iedere inspecteur georganiseerd en wordt een evaluatieverslag opgesteld.

Wanneer de evaluatie een inspecteur betreft die ressorteert onder één van de diensten bedoeld in artikel 3, tweede lid, 1° en 2°, organiseert de bevoegde inspecteur-generaal het onderhoud en stelt hij het evaluatieverslag op.

Wanneer de evaluatie een inspecteur betreft die niet belast is met de coördinatie ressorterend onder één van de Diensten bedoeld in artikel 3, tweede lid, 3° tot 7°, organiseert de inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie binnen de betrokken Dienst het onderhoud en stelt het evaluatieverslag op.

Wanneer de evaluatie een inspecteur betreft die belast is met de coördinatie van de inspectie bedoeld in artikel 65, § 1, 3° tot 7°, organiseert de coördinerende inspecteur-generaal het onderhoud en stelt hij het evaluatieverslag op.

Het evaluatieverslag wordt binnen de vijf dagen voor visum aan de betrokken inspecteur voorgelegd. Als het niet mogelijk is om het visum van de inspecteur te bekomen, zendt de bevoegde inspecteur-generaal, de inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie of de coördinerende inspecteur-generaal, naar gelang van het geval, hem het evaluatieverslag bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs.

De inspecteur beschikt oer een termijn van tien dagen vanaf de dag, naar gelang van het geval, van het visum of de verzending bij een ter post aangetekend schrijven, om zijn opmerkingen schriftelijk over te zenden, naar gelang van het geval, aan de bevoegde inspecteur-generaal, aan de inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie of aan de coördinerende inspecteur-generaal.

Het evaluatieverslag betreffende een inspecteur bedoeld in het tweede lid of in het derde lid alsook, in voorkomend geval, de opmerkingen van deze laatste worden zonder verwijl overgezonden aan de coördinerende inspecteur-generaal, die zijn advies uitbrengt.

Wanneer de voorgestelde vermelding « met voorbehoud » of « ongunstig » is, hoort de coördinerende inspecteur-generaal de inspecteur alvorens zijn advies uit te brengen.

Dat advies wordt binnen de vijf dagen aan de inspecteur voor visum voorgelegd. Als het onmogelijk is om het visum van de inspecteur te bekomen, zendt de coördinerende inspecteur-generaal hem zijn advies bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs over.

De inspecteur beschikt over een termijn van tien dagen vanaf de datum, naar gelang van het geval, van het visum, of van de verzending bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, om zijn opmerkingen aan de coördinerende inspecteur-generaal schriftelijk over te zenden.

Het evaluatieverslag, het advies van de coördinerende inspecteur-generaal alsook, in voorkomend geval, de opmerkingen van de inspecteur, worden, via de ambtenaar-generaal die hij daartoe afvaardigt, overgezonden aan de Regering, die de evaluatievermelding toekent.

Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 64, als de vermelding « met voorbehoud » of « ongunstig » wordt toegekend, gelast de Regering de inspecteur bijkomende opleidingen te volgen, naast deze die bedoeld zijn in hoofdstuk V, georganiseerd door het Instituut voor de opleiding gedurende de loopbaan, in verband met de opdrachten waarvoor tekortkomingen werden vastgesteld.

Het model voor het evaluatieverslag bedoeld in dit artikel wordt door de Regering vastgesteld.

Art. 63. Binnen de tien dagen na de toekenning van de vermelding « met voorbehoud » of « ongunstig » door de Regering, kan de inspecteur een bezwaar indienen bij de in artikel 127 bedoelde raad van beroep.

De raad van beroep geeft zijn advies aan de Regering binnen een maximumtermijn van één maand vanaf de datum van ontvangst van het volledige dossier van de zaak.

De Regering neemt haar beslissing binnen een termijn van één maand vanaf de ontvangst van het advies van de Raad van beroep.

Art. 64. Er wordt een einde gemaakt aan het ambt van het personeelslid dat twee opeenvolgende ongunstige evaluaties krijgt.

Afdeling III. — Inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie

Art. 65. § 1. De Regering stelt voor een vernieuwbare periode van vijf jaar de volgende inspecteurs aan :

1° drie inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het gewoon basisonderwijs, na advies van de inspecteur-generaal van het gewoon basisonderwijs en van de coördinerende inspecteur-generaal;

2° drie inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het gewoon secundair onderwijs, na advies van de inspecteur-generaal van het gewoon secundair onderwijs en van de coördinerende inspecteur-generaal;

3° een inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het gespecialiseerd onderwijs, na advies van de coördinerende inspecteur-generaal;

4° een inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het onderwijs voor sociale promotie, na advies van de coördinerende inspecteur-generaal;

5° een inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het kunstonderwijs, na advies van de coördinerende inspecteur-generaal;

6° een inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het afstandsonderwijs, na advies van de coördinerende inspecteur-generaal;

7° een inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van de psycho-medisch-sociale centra.

§ 2. De inspecteurs belast met de coördinatie bedoeld in § 1 worden aangesteld uit de personeelsleden die beantwoorden aan de volgende voorwaarden :

1° in vast verband benoemd zijn in één van de ambten van de algemene inspectiedienst bedoeld in artikel 28, 1°;

2° een ambtsanciënniteit van ten minste zes jaar tellen in het bevorderingsambt van inspecteur :

a) in een bevorderingsambt van inspecteur binnen de inspectiedienst van het gewoon basisonderwijs, om belast te worden met de coördinatie op het niveau van het gewoon basisonderwijs;

b) in een bevorderingsambt van inspecteur binnen de inspectiedienst van het gewoon secundair onderwijs, om belast te worden met de coördinatie op het niveau van het gewoon secundair onderwijs;

c) in een bevorderingsambt van inspecteur binnen de inspectiedienst van het gespecialiseerd onderwijs, om belast te worden met de coördinatie op het niveau van het gespecialiseerd onderwijs;

d) in een bevorderingsambt binnen de inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie, om belast te worden met de coördinatie op het niveau van het onderwijs voor sociale promotie;

e) in een bevorderingsambt van inspecteur binnen de inspectiedienst van het kunstonderwijs, om belast te worden met de coördinatie op het niveau van het kunstonderwijs;

f) in een bevorderingsambt van inspecteur binnen de inspectiedienst van het afstandsonderwijs, om belast te worden met de coördinatie op het niveau van het afstandsonderwijs;

g) in een bevorderingsambt van inspecteur binnen de inspectiedienst van de psycho-medisch-sociale centra, om belast te worden met de coördinatie op het niveau van de psycho-medisch-sociale centra.

3° de vermelding « gunstig » bij zijn laatste evaluatie hebben gekregen. Als er geen evaluatieverslag is, wordt de inspecteur geacht de vermelding « gunstig » te hebben gekregen;

4° geen sanctie of tuchtstraf hebben ondergaan gedurende de vijf vorige jaren.

§ 3. De opdrachten van de inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie bedoeld in § 1 worden bepaald, in medewerking met deze, door de inspecteur-generaal bevoegd voor de inspecteurs bedoeld in § 1, 1° en 2°, en door de coördinerende inspecteur-generaal voor de inspecteurs bedoeld in § 1, 3° tot 7°.

In het kader van die opdrachten, kunnen de inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie instructies geven aan de inspecteurs van de betrokken inspectiedienst.

§ 4. Bij vernieuwing van de aanstelling bedoeld in § 1, wordt dezelfde procedure toegepast. In dat geval wordt het advies van de coördinerende inspecteur-generaal en, in voorkomend geval, dat van de bevoegde inspecteur-generaal, samen met een evaluatieverslag, gebaseerd op de vervulling van de opdrachten bedoeld in § 3, gegeven.

Art. 66. Voor de berekening van de ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 65, § 2°, worden de diensten in aanmerking genomen die het personeelslid, in ongeacht welke hoedanigheid, heeft gepresteerd in het bevorderingsambt van inspecteur.

Voor de berekening van de duur van de diensten die in aanmerking worden genomen voor de ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 65, § 2, 2°, worden de werkelijke diensten geteld per kalendermaand, waarbij deze die de hele maand niet dekken niet in aanmerking worden genomen.

Art. 67. De inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie genieten, gedurende de periode van hun aanstelling, een toelage waarvan het bedrag door de Regering wordt vastgesteld.

Het bedrag van de toelage mag in geen geval hoger zijn dan de helft van het verschil tussen de minimumweddeschaal van de inspecteur-generaal en de minimumweddeschaal van de inspecteur.

De Regering stelt de administratieve standplaats vast van de inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie, op de voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal en van de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal.

Art. 68. Gedurende de periode van hun aanstelling, blijven de inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie onderworpen aan de evaluatie bedoeld in afdeling 2 van dit hoofdstuk.

Art. 69. De inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie worden door de Regering ontheven van hun coördinatie-opdracht, na advies van de coördinerende inspecteur-generaal en van de inspecteur-generaal bevoegd voor de inspecteurs bedoeld in artikel 65, § 1, 1° en 2°, en van de coördinerende inspecteur-generaal voor de inspecteurs bedoeld in artikel 65, § 1, 3° tot 7°.

Voordat de Regering een beslissing neemt, moet het personeelslid uitgenodigd zijn om door de coördinerende inspecteur-generaal te worden gehoord.

Van de oproeping voor de hoorzitting alsook van de redenen waarom de Regering van plan is het personeelslid te ontheffen van zijn coördinatieopdracht, wordt hem ten minste vijf werkdagen voor de hoorzitting kennis gegeven ofwel bij een ter post aangetekend schrijven, ofwel bij de overhandiging van een schrijven met ontvangstbewijs.

Bij de hoorzitting kan het personeelslid zich laten begeleiden of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen uit de personeelsleden van de algemene inspectiedienst, in dienstactiviteit of in ruste gesteld, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie. Van de hoorzitting wordt een proces-verbaal opgemaakt.

De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het behoorlijk opgeroepen personeelslid zich niet bij de hoorzitting aanmeldt of er niet wordt vertegenwoordigd.

De Regering neemt haar beslissing binnen de tien dagen na de verzending van het proces-verbaal door de coördinerende inspecteur-generaal.

Afdeling IV. — Voorlopige aanstelling in een bevorderingsambt van inspecteur

Art. 70. De Regering kan de voorlopige aanstelling in een betrekking van een bevorderingsambt van inspecteur bedoeld in artikel 28, 1°, voorstellen van een kandidaat die bij voorrang wordt aangesteld uit de houders van het brevet van inspecteur in verband met het toe te kennen ambt.

Art. 71. De Regering nodigt de houders van het brevet van inspecteur in verband met het toe te kennen ambt uit om zich kandidaat te stellen voor een voorlopige aanstelling.

Art. 72. Het personeelslid dat voorlopig wordt aangesteld in een bevorderingsambt van inspecteur kan te allen tijde van zijn aanstelling afzien. In dat geval wordt het personeelslid definitief in zijn oorspronkelijke ambt hersteld en, behoudens in behoorlijk met redenen omklede uitzonderlijke omstandigheden, zal het voor een nieuwe affectatie pas worden aangesteld nadat het heeft geantwoord op een nieuwe oproep gericht overeenkomstig artikel 71.

Art. 73. Mits een opzeggingstermijn van veertien dagen, kan de Regering een einde maken aan de aanstelling van een personeelslid dat voorlopig is aangesteld in een bevorderingsambt van inspecteur.

Voordat de Regering een beslissing neemt, moet het personeelslid uitgenodigd zijn om gehoord te worden door de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal of door de coördinerende inspecteur-generaal die zij daartoe afvaardigt.

Van de oproeping voor de hoorzitting alsook van de redenen waarom de Regering van plan is een einde te maken aan de voorlopige aanstelling van het personeelslid wordt hem ten minste vijf werkdagen voor de hoorzitting kennis gegeven ofwel bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, ofwel bij overhandiging van een schrijven met ontvangstbewijs.

Tijdens de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door de vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie, door een advocaat of door een verdediger, gekozen uit de personeelsleden van de algemene inspectiedienst, in dienstactiviteit of in ruste.

Van de hoorzitting wordt een proces-verbaal opgemaakt.

De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het behoorlijk opgeroepen personeelslid zich niet aanmeldt bij de hoorzitting of er niet vertegenwoordigd wordt.

De Regering neemt haar beslissing binnen de tien dagen na de verzending van het proces-verbaal.

Art. 74. Er wordt van ambtswege een einde gemaakt aan de voorlopige aanstelling van het personeelslid wanneer het getroffen wordt door één van de tuchtsancties bedoeld in artikel 116, 4° tot 6°.

Afdeling V. — Mutatie

Art. 75. Deze afdeling is toepasselijk op de personeelsleden van de algemene inspectiedienst die in vast verband benoemd zijn in het ambt van inspecteur van het basisonderwijs of inspecteur van het lager onderwijs.

Art. 76. De mutaties van de in artikel 75 bedoelde personeelsleden worden in vier beurten georganiseerd.

Voor de eerste mutatiebeurt, worden de op 1 oktober definitief vacant geworden betrekkingen door de Regering ter kennis gebracht van de personeelsleden bij omzendbrief in de loop van de maand oktober.

Voor de tweede mutatiebeurt, worden de betrekkingen die definitief vacant zijn geworden na de eerste mutatiebeurt alsook de betrekkingen die vacant zijn geworden sedert de datum van het begin van de eerste mutatiebeurt, uiterlijk op 1 januari, ter kennis gebracht van de personeelsleden bij omzendbrief in de loop van de maand januari.

Voor de derde mutatiebeurt, worden de betrekkingen die definitief vacant zijn geworden na de tweede mutatiebeurt alsook de betrekkingen die definitief vacant zijn geworden sedert de datum van het begin van de tweede beurt, uiterlijk op 1 maart, door de Regering ter kennis gebracht van de personeelsleden bij omzendbrief in de loop van de maand maart.

Voor de vierde mutatiebeurt, worden de betrekkingen die definitief vacant zijn geworden na de derde mutatiebeurt alsook de betrekkingen die definitief vacant zijn geworden sedert het begin van de derde mutatiebeurt, uiterlijk op 1 mei, door de Regering ter kennis gebracht van de personeelsleden bij omzendbrief in de loop van de maand mei.

Art. 77. De omzendbrieven bedoeld in artikel 76 worden aan de personeelsleden gestuurd bij een ter post aangetekend schrijven. Ze vermelden dat de betrekkingen bij mutatie kunnen toegekend worden aan de personeelsleden die in vast verband benoemd zijn in het ambt waarvan de betrekking toe te kennen is en nodigen de personeelsleden die geïnteresseerd zijn in de toe te kennen betrekkingen uit een mutatieaanvraag in te dienen.

Elke omzendbrief bepaalt de vorm en de termijn voor de indiening van de aanvragen.

Art. 78. De mutatieaanvragen moeten, bij een ter post aangetekend schrijven, worden verzonden naar het adres vermeld in de omzendbrieven bedoeld in artikel 76.

De aanvragen moeten worden ingediend in de vorm en binnen de termijn die door elke omzendbrief worden bepaald.

De termijn mag niet korter zijn dan tien werkdagen. Hij loopt vanaf de dag volgend op de dag van de verzending van de omzendbrief.

Art. 79. Voor elke mutatiebeurt moet het personeelslid dat naar verschillende betrekkingen solliciteert, een afzonderlijke aanvraag voor elke betrekking indienen, met vermelding van zijn eventuele voorkeur.

Art. 80. Het personeelslid dat een mutatie bij de tweede mutatiebeurt bekommt, ziet automatisch af van de mutatie die het bij de eerste mutatiebeurt heeft bekomen.

Art. 81. Voor elke mutatiebeurt en voor elk van de toe te kennen betrekkingen, worden de personeelsleden die een mutatieaanvraag regelmatig hebben ingediend en die aan de vereiste voorwaarde voldoen, gerangschikt volgens hun ambtsanciënniteit, verworven op 1 september van het lopende jaar. Bij gelijke ambtsanciënniteit, wordt de voorrang verleend aan het oudste personeelslid.

Art. 82. Voor de berekening van de ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 81, worden de diensten in aanmerking genomen die het personeelslid in ongeacht welke hoedanigheid werkelijk heeft gepresteerd in het ambt waarvan de betrekking bij mutatie toe te kennen is.

Voor de berekening van de duur van de diensten die in aanmerking worden genomen voor het ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 81, worden de werkelijke diensten per kalendermaand geteld, waarbij deze die niet de hele maand dekken, niet in aanmerking worden genomen.

Art. 83. Onverminderd de bepalingen bedoeld in de artikelen 40 en 41, kent de Regering bij mutatie elke definitief vacant geworden betrekking van het ambt waarin het benoemd is toe aan het personeelslid van de algemene inspectiedienst dat op de eerste plaats staat van de in artikel 81 bedoelde rangschikking, rekening houdend met de voorkeur uitgedrukt overeenkomstig de bepalingen van artikel 79.

Art. 84. Ieder personeelslid wordt definitief geaffecteerd in de betrekking waarin het een mutatie op 1 augustus van het lopende jaar heeft bekomen.

HOOFDSTUK IV. — *Mandaat voor de uitoefening van de bevorderingsambten van inspecteur-generaal en coördinerende inspecteur-generaal*

Afdeling I. — Procedure en voorwaarden voor het verkrijgen van het mandaat

Art. 85. De betrekkingen van de ambten van inspecteur-generaal en coördinerend inspecteur-generaal bedoeld in artikel 28, 2° en 3°, worden toegekend bij mandaat.

Een mandaat kan slechts toegekend worden als een betrekking vacant is binnen het betrokken ambt.

Art. 86. De vacante betrekking van het te begeven ambt van inspecteur-generaal of coördinerende inspecteur-generaal wordt ter kennis gebracht van de personeelsleden die kandidaat zouden kunnen zijn voor de uitoefening van een mandaat, volgens de nadere regels bepaald door de Regering.

Art. 87. Slechts de kandidaten die de vorm en de termijn hebben nageleefd waarin de kandidaturen moeten worden ingediend, kunnen worden gemandateerd.

Art. 88. Niemand kan een mandaat verkrijgen als hij niet aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° Vastbenoemd zijn binnen een bevorderingsambt van inspecteur bedoeld in artikel 28, 1°;

2° Een dienstanciënniteit van minstens zes jaar tellen :

Binnen een bevorderingsambt van inspecteur binnen de inspectiedienst van het gewoon basisonderwijs om gemandateerd te worden voor het ambt van inspecteur-generaal van het gewoon basisonderwijs;

Binnen een bevorderingsambt van inspecteur binnen de inspectiedienst van het gewoon secundair onderwijs om gemandateerd te worden voor het ambt van inspecteur-generaal van het gewoon secundair onderwijs;

3° Een dienstanciënniteit van minstens negen jaar tellen binnen een bevorderingsambt van inspecteur om gemandateerd te worden voor het ambt van coördinerende inspecteur-generaal;

4° De vermelding « gunstig » gekregen hebben voor de laatste evaluatie. Als er geen evaluatieverslag is, wordt de inspecteur geacht de vermelding « gunstig » gekregen te hebben;

5° Geen sanctie of tuchtstraf gekregen hebben gedurende de laatste vijf jaar;

6° Een opleiding voor human resources gevolgd hebben en ervoor geslaagd zijn tijdens maximaal 60 uur, georganiseerd door de School voor Overheidsbestuur. Het attest voor het slagen voor de opleiding wordt uitgereikt door een examencommissie waarvan de samenstelling en de werkingsmodaliteiten bepaald worden door de Regering.

Als er geen kandidaat is die aan de in het 1e lid, 6°, bedoelde voorwaarde voldoet, kan de Regering een mandaat toekennen aan een kandidaat die niet aan die voorwaarde voldoet, voor zover deze laatste zich ertoe verbindt de volgende opleiding in het beheer van human resources te volgen. Er wordt van rechtswege een einde gemaakt aan zijn mandaat bij niet-naleving van die verbintenis of bij falen.

Art. 89. Voor de berekening van de ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 88, 3° en 4°, worden de werkelijke diensten in aanmerking genomen die het personeelslid, in ongeacht welke hoedanigheid, heeft gepresteerd in het bevorderingsambt van inspecteur.

Voor de berekening van de duur van de diensten die in aanmerking komen voor een ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 88, 3° en 4°, worden de werkelijke diensten per kalendermaand geteld, waarbij de onvolledige maanden niet worden meegeteld.

Art. 90. § 1. Er wordt bij de Regering een commissie voor selectie en evaluatie, hierna « de commissie » genoemd, opgericht.

§ 2. De commissie is bevoegd om de adviezen bedoeld bij toepassing van de artikelen 92 en 97 te geven, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering.

§ 3. De Commissie bestaat uit :

1° Vijf leden aangesteld door de Regering onder de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering, minstens titularis van een graad van rang 16;

2° Vijf leden aangesteld door de Regering onder de titularissen van het ambt van gewoon hoogleraar, hoogleraar of docent, voltijds in vast verband benoemd of aangeworven binnen een universiteit georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of onder de titularissen van een verkiezingsambt binnen een Hogeschool georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

De leden van de Commissie worden aangesteld voor een hernieuwbare duur van vijf jaar.

§ 4. De Regering stelt een voorzitter en een ondervoorzitter van de commissie aan onder de vijf ambtenaren-generaal bedoeld in § 3, 1°. Als de voorzitter niet de administrateur-generaal voor Onderwijs en Wetenschappelijk onderzoek is, is deze laatste ondervoorzitter.

De Regering stelt een secretaris en plaatsvervangend secretaris van de commissie aan onder de ambtenaren van minstens niveau 2+ van de Diensten van de Regering.

§ 5. Voor elk werkend lid stelt de Regering een plaatsvervangend lid aan, gekozen volgens dezelfde modaliteiten als het werkend lid dat het vervangt.

§ 6. De Commissie geeft advies bij meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend.

De Regering stelt andere modaliteiten vast voor de werking van de commissie alsmede haar huishoudelijk reglement, op de voordracht van deze laatste.

§ 7. Elk lid van de Commissie dat zijn hoedanigheid waarvoor het aangesteld werd binnen de commissie verliest, wordt onverwijld vervangen door de Regering volgens dezelfde modaliteiten. De plaatsvervanger voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

Art. 91. Bij de verklaring van vacature van de betrekking te begeven bij mandaat, stelt de Regering een opdrachtenblad op op de voordracht van de ambtenaar-generaal die zij aanstelt.

Het opdrachtenblad bevat ten minste de beschrijving van de volgende elementen :

1° De nauwkeurige definitie van de opdrachten die aan de mandataris worden toegewezen;

2° De te bereiken doelstellingen.

Art. 92. De kandidaturen voor een mandaat worden onderzocht door de commissie, die kan beslissen de verschillende kandidaten te horen.

De commissie stelt aan de Regering bij een te begeven mandaat, een lijst van hoogstens vijf kandidaten voor, in volgorde van hun verdiensten en relationele bekwaamheden gerangschikt. Om de kandidaten te rangschikken volgens de volgorde van hun verdiensten, neemt de commissie inzonderheid de opleidingen tijdens de loopbaan en aanvullende opleidingen, de publicaties, de behaalde diploma's, getuigschriften en brevetten, de projecten uitgevoerd wanneer de kandidaten hun ambt van inspecteur of een vroeger mandaat uitoefenden, in aanmerking.

Afdeling II. — Duur en uitoefening van het mandaat

Art. 93. § 1. Het mandaat van inspecteur-generaal, met een duur van vijf jaar, wordt door de Regering toegekend aan de kandidaat die zij kiest uit een lijst voorgesteld door de commissie voor selectie en evaluatie bedoeld in artikel 90.

Dat mandaat is hernieuwbaar op basis van de evaluatie toegekend door de Regering op de voordracht van de commissie voor selectie en evaluatie.

§ 2. Het mandaat van coördinerend inspecteur-generaal, met een duur van vijf jaar, wordt door de Regering toegekend aan de kandidaat die zij kiest uit een lijst voorgesteld door de commissie voor selectie en evaluatie bedoeld in artikel 90.

Dat mandaat is hernieuwbaar op basis van de evaluatie toegekend door de Regering op de voordracht van de commissie voor selectie en evaluatie.

Art. 94. Het mandaat is tijdelijk. Het geeft geen recht op een vaste benoeming in het ambt dat het begeeft.

Het bij mandaat begeven ambt is ondeelbaar. Het wordt voltijds uitgeoefend.

Tijdens de uitoefening van zijn mandaat is het personeelslid in dienstactiviteit, behoudens formele bepaling die hem in een andere administratieve stand zet.

Zijn administratieve standplaats wordt in Brussel gevestigd.

Art. 95. Tijdens de duur van zijn mandaat kan de mandataris :

1° geen verlof verkrijgen voor de onderbreking van de beroepsloopbaan, met uitzondering van de loopbaanonderbreking om palliatieve zorgen te verstrekken, voor de bijstand of de verlening van zorgen aan een lid van het gezin of van de familie tot de tweede graad die aan een ernstige ziekte lijdt of bij de geboorte of de adoptie van een kind in het kader van een ouderlijk verlof;

2° geen verlof verkrijgen voor opdracht of een terbeschikkingstelling voor bijzondere opdracht;

3° geen verlof verkrijgen om een stage uit te oefenen binnen een andere betrekking van de Staat, de provincies, gemeenten, van een ermee gelijkgestelde openbare instelling, een officiële school of een gesubsidieerde vrije school;

4° geen verlof verkrijgen om zich kandidaat te stellen voor de parlementsverkiezingen of provincieraadsverkiezingen;

5° geen verlof verkrijgen om cursussen te volgen, zich voor te bereiden voor examens en om examens af te leggen;

6° geen verlof verkrijgen om voorlopig een ambt uit te oefenen in het onderwijs;

7° geen verlof verkrijgen voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden of geen verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden, toegekend aan het personeelslid dat minstens twee kinderen ten laste heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar of geen verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden, toegekend aan het lid van het personeel vanaf 50 jaar;

8° geen politiek verlof verkrijgen;

9° geen terbeschikkingstelling verkrijgen wegens persoonlijke aangelegenheden;

10° geen terbeschikkingstelling verkrijgen wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen op basis van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra.

Art. 96. Tijdens de uitoefening van zijn mandaat geniet de inspecteur-generaal de weddeschaal die toegekend is aan een ambtenaar van de Diensten van de Regering van rang 15.

Tijdens de uitoefening van zijn mandaat geniet de inspecteur-generaal de weddeschaal toegekend aan een ambtenaar van de Diensten van de Regering van rang 16.

Art. 97. De evaluatie van de mandatarissen gebeurt om de dertig maanden. Deze wordt toegekend door de Regering op de voordracht van de commissie voor selectie en evaluatie bedoeld in artikel 90.

De evaluatie baseert zich op de uitvoering van het opdrachtenblad bedoeld in artikel 91.

Deze bevat een van de volgende meldingen :

1° « gunstig »;

2° « met voorbehoud »;

3° « ongunstig ».

Een evaluatievermelding « ongunstig » kan slechts toegekend worden nadat de mandataris een evaluatie « met voorbehoud » gekregen heeft, behalve als het evaluatievoorstel van de commissie « met voorbehoud » of « ongunstig » is.

Art. 98. De mandataris aan wie een gunstige evaluatie gegeven wordt tijdens zijn mandaat zet de uitoefening van zijn mandaat voort.

Bij toekenning van een evaluatie « met voorbehoud » tijdens zijn mandaat wordt een nieuwe evaluatie gevoerd binnen de zes à twaalf maanden die volgen en leidt tot de toekenning van een melding « gunstig » of « ongunstig ». De toekenning van een melding « met voorbehoud » kan de Regering brengen tot het aanpassen van het opdrachtenblad en aan de mandataris opleggen gepaste opleidingen te volgen.

Bij een evaluatievermelding « ongunstig » tijdens het mandaat wordt er vervroegd een einde gemaakt aan het mandaat.

Art. 99. Bij afwezigheid van de inspecteur-generaal van de inspectiedienst van het gewoon basisonderwijs, kan de Regering de inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het gewoon basisonderwijs gelasten de opdrachten van de inspecteur-generaal gezamenlijk uit te oefenen.

Bij afwezigheid van de inspecteur-generaal van de inspectiedienst van het gewoon secundair onderwijs, kan de Regering de inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het gewoon secundair onderwijs gelasten de opdrachten van de inspecteur-generaal gezamenlijk uit te oefenen.

Bij afwezigheid van de coördinerende inspecteur-generaal, kan de Regering een ambtenaar-generaal gelasten de opdrachten van de coördinerende inspecteur-generaal uit te oefenen.

Art. 100. De mandataris kan vrijwillig een einde maken aan zijn mandaat, mits een opzeggingstermijn van één maand.

Er wordt op vervroegde wijze een einde gemaakt aan het mandaat wanneer de mandataris één van de tuchtsancties bedoeld in artikel 116, 4° tot 6° krijgt.

Art. 101. Wanneer er, om welke reden dan ook, een einde wordt gemaakt aan een mandaat voor het einde ervan, wordt de mandataris vervangen. De vervanger, die door de Regering volgens de in de artikelen 85 tot 93 vastgestelde nadere regels wordt aangesteld, voleindigt het lopende mandaat.

Afdeling III. — Einde van het mandaat

Art. 102. Het mandaat van een personeelslid waarvan de laatste evaluatie de vermelding « gunstig » bevat, wordt van ambtswege door de Regering verlengd, zonder dat de vacantverklaring bedoeld in artikel 86 wordt verricht.

Op het einde van zijn mandaat wordt het mandaat van de mandataris wiens laatste evaluatie de vermelding « voorbehoud » bevat, opnieuw open voor concurrentie verklaard, en kan de mandataris zich gedurende vijf jaar niet meer kandidaat stellen voor een aanstelling in het mandaat van coördinerende inspecteur-generaal.

Op het einde van zijn mandaat, kan de mandataris wiens laatste evaluatie de vermelding « ongunstig » bevat, zich niet meer kandidaat stellen voor een aanstelling in het mandaat dat hij zopas heeft uitgeoefend en kan zich gedurende vijf jaar niet meer kandidaat stellen voor een aanstelling in het mandaat van inspecteur-generaal of in het mandaat van coördinerende inspecteur-generaal.

Art. 103. Als een mandataris in het ambt van inspecteur-generaal een mandaat van coördinerende inspecteur-generaal aanvaardt, wordt hij als ontslagnemend geacht voor zijn mandaat van inspecteur-generaal.

Art. 104. Wanneer het personeelslid zijn hoedanigheid van mandataris verliest, wordt het in zijn bevorderingsambt van inspecteur hersteld.

HOOFDSTUK V. — Opleiding gedurende de loopbaan van de leden van de algemene inspectiedienst

Art. 105. De leden van de algemene inspectiedienst volgen elk jaar ten minste vier opleidingsdagen in verband met de opdrachten bepaald in de artikelen 6 tot 12.

De in het eerste lid bedoelde opleidingen worden door het Instituut voor de opleiding gedurende de loopbaan georganiseerd voor de personeelsleden die een bevorderingsambt van inspecteur bedoeld in artikel 28, 1° uitoefenen en door de School voor Overheidsbestuur voor de personeelsleden die een bevorderingsambt van inspecteur-generaal of coördinerende inspecteur-generaal bedoeld in artikel 28, 2° of 3° uitoefenen, op grond van de oriëntaties bepaald door de Sturingscommissie en goedgekeurd door de Regering.

Art. 106. Op het einde van de opleidingen, wordt aan de leden van de algemene inspectiedienst, volgens door de Regering nader te bepalen regels, een attest uitgereikt dat bevestigt dat de opleidingen werden gevolgd. [s\$proc\$ubr-\$proc\$]

HOOFDSTUK VI. — Administratieve standen

Afdeling I. — Algemene bepaling

Art. 107. De personeelsleden van de algemene inspectiedienst bevinden zich in een van de volgende administratieve standen :

- 1° Dienstactiviteit;
- 2° Non-activiteit;
- 3° Terbeschikkingstelling.

Afdeling II. — Dienstactiviteit

Art. 108. Het personeelslid van de algemene inspectiedienst wordt altijd geacht zich in dienstactiviteit te bevinden behoudens uitdrukkelijke bepaling waarbij hij in een andere administratieve stand wordt ingedeeld.

Art. 109. Het personeelslid van de algemene inspectiedienst heeft recht op wedde en op bevordering tot een hogere wedde onder dezelfde voorwaarden als de hoofden van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap waar hij inspectie voert.

Onverminderd de bepalingen van artikel 95, en, wat de inspectie van het afstandsonderwijs betreft, de bepalingen van het besluit van de Executieve van 7 november 1985 houdende organisatie van de verlofregeling van de inspectie van het afstandsonderwijs, kan hij verlof genieten onder dezelfde voorwaarden als de hoofden van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap waar hij inspectie voert.

In afwijking van het 2e lid genieten de inspecteurs-generaal en de coördinerende inspecteur-generaal gedurende hun mandaat de jaarlijkse vakantieverloven van de ambtenaren van de Diensten van de Regering.

Afdeling III. — Non-activiteit

Art. 110. Het personeelslid van de algemene inspectiedienst bevindt zich in de stand non-activiteit :

1° Wanneer hij onder de door de Regering bepaalde voorwaarden sommige militaire prestaties in vredestijd vervult of bij de civiele bescherming is ingedeeld, of met taken van openbaar nut op grond van de wet houdende het statuut van de gewetensbezwaarden;

2° Wanneer schorsing of non-activiteit bij tuchtmaatregel op hem is toegepast;

3° Wanneer hij om gezinsredenen toelating gekregen heeft tijdens een langdurige periode afwezig te blijven.

Art. 111. Tenzij anders uitdrukkelijk wordt bepaald, heeft het personeelslid van de algemene inspectiedienst in de stand non-activiteit geen recht op wedde.

Indien hij zich in de stand non-activiteit bevindt ingevolge de bepalingen van artikel 110, 2°, heeft hij geen recht op bevordering tot een hogere wedde.

Art. 112. Niemand kan op non-activiteit gesteld of gehouden worden na het einde van de maand waarin hij de leeftijd van 60 jaar bereikt heeft als hij dertig jaren dienst telt die gelden voor de opening van het recht op het rustpensioen.

Afdeling IV. — Terbeschikkingstelling

Art. 113. Onverminderd de bepalingen van artikel 95, kan het personeelslid van de algemene inspectiedienst in een van de volgende terbeschikkingstellingsstanden worden gezet onder dezelfde voorwaarden als de hoofden van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap waar hij inspectie voert :

- 1° wegens bijzondere opdracht;
- 2° wegens ziekte of gebrekkigheid waaruit geen definitieve dienstongeschiktheid ontstaat, maar die aanleiding geeft tot langere afwezigheid dan voor verlof wegens ziekte of gebrekkigheid;
- 3° wegens persoonlijke aangelegenheden;
- 4° wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen;
- 5° wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en van het onderwijs.

Bij terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden blijft de betrekking van het personeelslid evenwel niet-vacant gedurende de periode van deze terbeschikkingstelling.

Art. 114. Niemand kan ter beschikking worden gesteld of gehouden na het einde van de maand waarin hij de leeftijd van 60 jaar bereikt heeft als hij dertig jaren dienst telt die gelden voor de opening van het recht op het rustpensioen.

De bepaling van het 1e lid is niet van toepassing op de personeelsleden ter beschikking gesteld wegens bijzondere opdracht.

Art. 115. Er kan aan ter beschikking gestelde personeelsleden van de Algemene inspectiedienst wachtgeld worden verleend onder dezelfde voorwaarden als de hoofden van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap waar hij inspectie voert.

Het wachtgeld, de toelagen en vergoedingen die eventueel worden toegekend aan die personeelsleden, worden onderworpen aan de mobiliteitsregeling die geldt voor de bezoldiging van de personeelsleden in dienstactiviteit.

HOOFDSTUK VII. — Tucht sancties

Afdeling I. — Tucht sancties

Art. 116. De tuchtmaatregelen die opgelegd kunnen worden aan de personeelsleden van de Algemene inspectiedienst zijn de volgende :

- 1° De terechtwijzing;
- 2° De berisping;
- 3° De afhouding op de wedde;
- 4° De schorsing bij tuchtmaatregel;
- 5° De op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel;
- 6° De afzetting.

Art. 117. Voor de personeelsleden die vastbenoemd zijn binnen een bevorderingsambt van inspecteur bedoeld in artikel 28, 1°, worden de tucht sancties voorgesteld door de coördinerende Inspecteur-generaal.

Voor de inspecteurs-generaal en de coördinerende inspecteur-generaal, worden de tucht sancties voorgesteld door de ambtenaar-generaal aangesteld door de Regering.

De tucht sancties worden door de Regering uitgesproken.

Art. 118. De afhouding op de wedde mag niet worden uitgesproken voor meer dan drie maanden. Zij mag niet meer bedragen dan één vijfde van de wedde.

Art. 119. De schorsing bij tuchtmaatregel mag niet worden uitgesproken voor meer dan één jaar. Zij heeft de halvering van de wedde tot gevolg.

Art. 120. De duur van de op non-activiteitsstelling bij tuchtmaatregel wordt bepaald door de Regering : zij mag niet minder dan één jaar bedragen en vijf jaar niet overschrijden.

Gedurende de eerste twee jaar geniet het personeelslid wachtgeld waarvan het bedrag gelijk is aan de helft van de activiteitswedde. Zonder dat het laatst vermelde bedrag mag worden overschreden, wordt het bedrag van het wachtgeld vervolgens vastgesteld op het bedrag van het pensioen dat de betrokkene zou bekomen indien hij voortijdig in ruste was gesteld.

Het personeelslid mag zijn wederopneming binnen de algemene inspectiedienst aanvragen na het verstrijken van de helft van de duur van zijn sanctie.

Art. 121. Geen enkele sanctie mag worden voorgesteld zonder dat het personeelslid voordien gehoord of behoorlijk opgeroepen werd.

Tijdens de hoorzitting kan het personeelslid worden bijgestaan door een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden van de Algemene inspectiedienst, in activiteit of in ruste, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging. De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het behoorlijk uitgenodigde personeelslid zich niet bij de hoorzitting aanmeldt of er niet wordt vertegenwoordigd.

Elk personeelslid dat uitgenodigd wordt om een voorstel tot tucht sanctie te viseren, heeft het recht langs de hiërarchische weg een schriftelijke klacht in te dienen naar de Raad van Beroep, binnen de twintig werkdagen vanaf de datum van voorlegging van het voorstel voor visum.

Als de betrokkene geen beroep heeft ingediend binnen de vastgestelde termijn, wordt het voorstel tot tucht sanctie onmiddellijk naar de Regering overgezonden.

Art. 122. Het voorstel om tuchtmaatregel en het beroep ingediend door het betrokken personeelslid worden naar de Raad van Beroep overgezonden binnen een termijn van één maand vanaf de datum van ontvangst van het beroep.

Art. 123. Behoudens gegronde verhindering, verschijnt de eiser persoonlijk. Hij kan worden bijgestaan door een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden van de Algemene inspectiedienst, in activiteit of in ruste, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging.

Behoudens ingeval van strafrechtelijke vervolging, geeft de raad van beroep advies aan de Regering binnen een termijn van maximaal drie maanden vanaf de datum van ontvangst van het volledige dossier van de zaak. De Regering kan evenwel dringend advies aanvragen. In dat geval kan de termijn echter niet minder dan één maand bedragen.

De Regering neemt haar beslissing binnen een termijn van een maand vanaf ontvangst van het advies van de Raad van beroep.

Art. 124. Geen enkele sanctie kan uitwerking hebben voor de periode die aan de uitspraak voorafgaat.

Art. 125. De strafvordering betreffende feiten waarvoor een tuchtordering is ingesteld, schorst de tuchtordering en de tuchtuitspraak. De tuchtoverheid alleen oordeelt over de toepassing van de tuchtsancties, ongeacht de uitslag van de strafvordering.

Afdeling II. — Doorhaling van de tuchtsancties

Art. 126. De tuchtsanctie wordt ambtshalve doorgehaald na een termijn van :

- 1° een jaar voor de terechtwijzing en de berisping;
- 2° drie jaar voor de afhouding op de wedde;
- 3° vijf jaar voor de schorsing bij tuchtmaatregel;
- 4° zeven jaar voor de terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel.

De in het eerste lid bedoelde termijn gaat in op de dag dat een beslissing werd genomen inzake de tuchtsanctie.

Onverminderd de uitvoering van de tuchtsanctie heeft de doorhaling tot gevolg dat de sanctie geen gevolgen meer kan hebben, met name op de rechten op toegang tot een bevorderingsambt.

HOOFDSTUK VIII. — Raad van beroep

Art. 127. Er wordt bij de Regering een Raad van beroep ingesteld voor de personeelsleden van de Algemene inspectiedienst, hierna « de Raad van Beroep » genoemd.

De Raad van beroep stelt zijn huishoudelijk reglement op dat hij ter goedkeuring aan de Regering voorlegt.

Art. 128. De Raad van beroep behandelt beroepen ingediend inzake onverenigbaarheid, evaluatie en tuchtsancties.

Art. 129. De Raad van beroep bestaat uit :

- 1° Een voorzitter en een plaatsvervangend voorzitter, aangesteld door de Regering onder de ambtenaren-generaal van minstens rang 16;
- 2° Zes leden aangesteld door de Regering onder de ambtenaren-generaal van het ministerie van minstens rang 16;
- 3° Een secretaris aangesteld door de Regering onder de ambtenaren van minstens niveau 2+ van de Diensten van de Regering.

De leden bedoeld in het 1e lid, 2°, worden voor de helft rechtstreeks aangesteld door de Regering en voor de helft aangesteld op voordracht van de representatieve vakverenigingen, met elk minstens een vertegenwoordiger.

Art. 130. Voor elk werkend lid stelt de Regering een plaatsvervangend lid aan volgens dezelfde bepalingen als die bedoeld in artikel 129, 2°.

Hij stelt eveneens een plaatsvervangend secretaris aan volgens dezelfde bepalingen als die bedoeld in artikel 129, 3°.

Art. 131. Bij vervanging van een lid, voleindigt de plaatsvervanger het mandaat van de persoon die hij vervangt.

Art. 132. De voorzitter, plaatsvervangend voorzitter, werkende leden en plaatsvervangende leden worden voor vier jaar aangesteld. Hun mandaat is hernieuwbaar.

Art. 133. De Raad van beroep wordt voorgezeten door de voorzitter en, bij ontstentenis daarvan, door de plaatsvervangend voorzitter.

De voorzitter is stemgerechtigd.

De secretaris en de plaatsvervangend secretaris van de Raad van beroep nemen het secretariaat waar. Zij zijn niet stemgerechtigd.

Art. 134. Geen enkel beroep kan voor deliberaties van de Raad van beroep vatbaar zijn als de eiser de mogelijkheid niet gekregen heeft om zijn verweermiddelen te laten gelden en als het dossier de elementen die de Raad toelaten een advies te geven niet bevat, inzonderheid het verslag van de onderzoekers, de processen-verbaal van de audits van getuigen en van de onontbeerlijke confrontaties.

De eiser kan worden bijgestaan door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging, een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden van de Algemene inspectiedienst, in activiteit of in ruste.

Wanneer het personeelslid zich niet bij de hoorzitting aanmeldt of er niet wordt vertegenwoordigd, neemt de Raad van beroep toch een beslissing.

Art. 135. Zodra een beroep wordt ingediend, deelt de Voorzitter aan de verzoeker de lijst van de werkende en plaatsvervangende leden van de Raad van beroep mee.

Binnen de tien werkdagen na ontvangst van deze lijst kan de verzoeker de wraking van een of meerdere leden aanvragen, maar van maximaal twee leden aangesteld op de voordracht van de vakverenigingen en van twee leden rechtstreeks door de Regering aangesteld. Hij kan evenwel geen werkend lid en zijn plaatsvervanger wraken.

Ieder lid dat weet dat het de oorzaak van een wraking kan zijn, is ertoe gehouden zicht te onthouden.

Een lid mag eveneens vragen ontlast te worden als hij meent in de zaak een zedelijk belang te hebben of hij denkt dat men zou kunnen twifelen over zijn onpartijdigheid. De voorzitter beslist over het gevolg dat aan dit verzoek moet gegeven worden. Om dezelfde redenen kan hij ook een lid ontslaan.

Art. 136. De voorzitter en de plaatsvervangend voorzitter mogen geen zitting hebben in een zaak die een personeelslid betreft die onder hun bestuur ressorteert.

De voorzitter, plaatsvervangend voorzitter, werkende leden en plaatsvervangende leden mogen geen zitting houden in een zaak betreffende hun echtgeno(o)t(e), de persoon waarmee ze samenleven, een bloed- of aanverwante tot en met de vierde graad.

Art. 137. De Raad van beroep beraadslaagt en beslist geldig als de voorzitter en minstens vier leden aanwezig zijn.

Als het quorum bedoeld in het 1e lid niet bereikt is, roept de voorzitter een nieuwe vergadering bijeen binnen de veertien dagen. Tijdens die vergadering zal een beslissing genomen kunnen worden ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 138. Voor iedere zaak stelt de Regering een verslaggever aan onder de Ambtenaren van niveau 1 van de Diensten van de Regering die niet hebben deelgenomen aan het onderzoek.

De verslaggever zet aan de raad van beroep objectief de voorgeschiedenis van de zaak en de uitslagen van het onderzoek uiteen. Hij heeft recht van repliek. Hij is niet stemgerechtigd.

Art. 139. De Raad van beroep kan een bijkomend onderzoek bevelen, bezwarende en ontlastende getuigen horen. Na te hebben beraadslaagd, brengt hij haar gemotiveerd advies aan de Regering over. Dat advies vermeldt het aantal stemmen voor en tegen.

Art. 140. Het advies wordt gegeven bij gewone meerderheid aan stemmen. De stemming over het advies is geheim. De leden aangesteld door de Regering en de leden aangesteld op voordracht van de vakverenigingen moeten in gelijk aantal zijn om aan de stemming deel te nemen. In voorkomend geval wordt de pariteit hersteld door uitschakeling van een of meerdere leden na loting.

Bij staking van stemmen beslist de voorzitter.

Art. 141. De beslissing genomen door de Regering vermeldt het gemotiveerd advies van de Raad van beroep. Elke beslissing die niet overeenstemt met het advies van de Raad van beroep is gemotiveerd.

De Regering brengt zijn beslissing ter kennis van de Raad van beroep en van de verzoeker.

Art. 142. Het mandaat van de leden van de Raad van beroep is kosteloos. Reis- en verblijfkosten kunnen hun evenwel worden toegekend volgens de reglementsbevestigingen terzake. Geen enkele vergoeding wordt evenwel verschuldigd aan de voorzitter of aan de plaatsvervangend voorzitter.

Art. 143. De werking van de Raad van beroep wordt door de Regering bepaald, met inachtneming van de rechten van de verdediging en van het contradictoire karakter van de debatten.

HOOFDSTUK IX. — *Preventieve schorsing : administratieve maatregel*

Art. 144. § 1. De preventieve schorsing bepaald in dit hoofdstuk is een zuiver administratieve maatregel die geen strafbaar karakter heeft.

Ze wordt uitgesproken door de Regering en is gemotiveerd. Zij heeft voor effect het personeelslid van zijn ambt te ontheffen.

Tijdens de duur van de preventieve schorsing blijft het personeelslid in de administratieve stand dienstactiviteit.

§ 2. Voor elke maatregel van preventieve schorsing moet het personeelslid uitgenodigd zijn gehoord te worden door de ambtenaar-generaal aangesteld door de Regering of de coördinerende Inspecteur-generaal die hij daartoe aanstelt.

De oproeping voor de hoorzitting alsmede de motieven die de preventieve schorsing wettigen, worden minstens drie werkdagen voor de hoorzitting ofwel bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs met uitwerking drie werkdagen na de datum van verzending, ofwel bij overhandiging van een brief met ontvangstbewijs met uitwerking op de datum vermeld op dat ontvangstbewijs meegedeeld aan het personeelslid.

Tijdens de hoorzitting kan het personeelslid worden bijgestaan of vertegenwoordigd door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging, een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden van de Algemene inspectiedienst, in activiteit of in ruste.

Binnen de tien werkdagen volgend op de dag van de hoorzitting wordt de beslissing naar het administratief personeelslid bij een ter post aangetekend schrijven opgestuurd en dit zelfs als het personeelslid of zijn vertegenwoordiger niet vertegenwoordigd worden op de hoorzitting zonder omstandigheden van overmacht om hun afwezigheid op de hoorzitting te kunnen laten gelden.

Als het personeelslid of zijn vertegenwoordiger omstandigheden van overmacht om hun afwezigheid op de hoorzitting te kunnen laten gelden, wordt het personeelslid opgeroepen op een nieuwe hoorzitting bekendgemaakt overeenkomstig het 2e lid.

In dat geval, en zelfs als het personeelslid of zijn vertegenwoordiger niet aanwezig zijn op de hoorzitting, wordt de beslissing bij een ter post aangetekend schrijven aan het personeelslid meegedeeld binnen de tien werkdagen volgend op de dag van de oorspronkelijke hoorzitting.

Als de beslissing uitloopt op de preventieve schorsing van het personeelslid, heeft ze uitwerking de derde werkdag volgend op de datum van verzending ervan.

§ 3. In afwijking van het 1e lid, § 2, kan het personeelslid meteen van zijn ambt ontheven worden om dringende reden waarvoor er heterdaad is of wanneer de bezwaren die hem worden verweten zodanig erg zijn dat het in het belang van de dienst is dat het personeelslid niet meer op de Dienst aanwezig zou zijn.

Binnen de tien werkdagen volgend op de dag waarop de maatregel tot onmiddellijke schorsing getroffen werd, moet de maatregel voor preventieve schorsing ingesteld worden overeenkomstig de bepalingen van dit artikel. Bij ontstentenis daarvan, zal de maatregel voor onmiddellijke schorsing ten einde komen op het einde van voornoemde termijn en zal het personeelslid van de dienst kunnen worden afgebracht voor dezelfde dringende reden of dezelfde bezwaren slechts mits de naleving van de procedure voor preventieve schorsing zoals bedoeld in § 2.

De maatregel voor het onmiddellijk verwijderen wordt uitgesproken door de Regering.

Het personeelslid dat onmiddellijk wordt verwijderd, blijft in de administratieve stand dienstactiviteit.

Art. 145. § 1. Wanneer het in het belang van de dienst of van het onderwijs is, kan een procedure voor preventieve schorsing ingeleid worden voor een personeelslid van de Algemene inspectiedienst :

1° Als hij strafrechtelijk vervolgd wordt;

2° Voor het instellen van een tuchtvordering of als hij aan een tuchtsanctie onderworpen wordt;

3° Zodra de Regering hem bij een ter post aangetekend schrijven de vaststelling van een onverenigbaarheid meedeelt.

§ 2. In het kader van de vaststelling van een onverenigbaarheid of in het kader van een tuchtvordering of voor de eventuele uitoefening van een tuchtvordering, kan de duur van de preventieve schorsing niet een jaar overschrijden en vervalt die in ieder geval in het kader van een tuchtvordering :

1° Na zes maanden als geen enkel voorstel tot tuchtstraf geformuleerd en meegedeeld werd aan het personeelslid binnen die termijn;

2° De derde werkdag volgend op de mededeling van het voorstel om tuchtsanctie als dat voorstel de terechtwijzing, de berisping of de afhouding op de wedde is;

3° Voor een ander voorstel tot tuchtsanctie dan dat bedoeld in punt 2°, tachtig kalenderdagen na de mededeling van het voorstel tot tuchtsanctie aan het personeelslid als dit laatste geen beroep heeft ingediend tegen het bedoelde voorstel;

4° Voor een ander voorstel tot tuchtsanctie dan dat bedoeld in punt 2°, tachtig kalenderdagen na de mededeling aan de Minister van het advies van de raad van beroep over het voorstel tot tuchtsanctie geformuleerd tegen het personeelslid;

5° De dag waarop de tuchtstraf uitwerking krijgt.

In het kader van een strafrechtelijke vervolging is de duur van de preventieve schorsing niet beperkt tot een jaar.

Wanneer een tuchtvordering ingesteld of vervolgd wordt na een rechterlijke beslissing van strafrechtelijke veroordeling gegaan in kracht van gewijsde, begint de termijn van een jaar bedoeld in het 1e lid slechts te lopen vanaf de uitspraak van de definitieve veroordeling.

§ 3. In het kader van een tuchtvordering of vóór de eventuele instelling van een tuchtvordering, moet de preventieve schorsing om de drie maanden schriftelijk bevestigd worden vanaf de datum van uitwerking.

Die bevestiging wordt bij een ter post aangetekend schrijven aan de betrokkene meegedeeld.

Als de bevestiging van de preventieve schorsing niet gebeurt binnen de vereiste termijn, kan het betrokken personeelslid zijn ambt hervatten na de Regering bij een ter post aangetekend schrijven minstens tien werkdagen voor de werkelijke hervatting van het werk ervan op de hoogte te hebben gebracht.

Na ontvangst van die kennisgeving, kan de Regering het behoud in preventieve schorsing bevestigen volgens de procedure bedoeld in het 2e lid.

Art. 146. Elk preventief geschorste personeelslid behoudt zijn recht op de wedde.

In afwijking van het 1e lid wordt de wedde vastgesteld op de helft van zijn activiteitswedde van elk preventief geschorst personeelslid, dat :

1° Aangeklaagd of in voorlopige hechtenis is in het kader van een strafrechtelijke vervolging;

2° Niet-definitief strafrechtelijk veroordeeld is waartegen het personeelslid zijn recht op gewoon recht op beroep heeft gebruikt;

3° Een tuchtvordering ondergaat die wordt ingesteld of voortgezet na een definitieve strafrechtelijke veroordeling;

4° Tuchtsancties gekregen heeft wegens dringende reden waarvoor er ofwel heterdaad ofwel bewijzen bestaan en waarvan de beoordeling tot de Regering behoort;

5° Een voorstel tot tuchtstraf gekregen heeft bedoeld in artikel 116, 4°, 5° en 6°.

Die weddevermindering mag niet tot gevolg hebben dat de wedde wordt herleid tot het bedrag van de werkloosheidsuitkering waarop het personeelslid recht zou hebben als hij het stelsel voor sociale veiligheid van de loontrekkers zou genieten.

Voor de toepassing van het 2e lid, 1° en 2°, heeft die weddevermindering uitwerking de eerste dag volgend op de aanklacht of de preventie of de uitspraak van de niet-definitieve veroordeling.

Voor de toepassing van het 2e lid, 3°, wordt die weddevermindering die reeds gevoerd is krachtens het 2e lid, 1° of 2°, behouden na de definitieve veroordeling als de Minister aan het personeelslid zijn voornemen meedeelt de tuchtvordering voort te zetten of in te stellen.

Voor de toepassing van het 2e lid, 4°, heeft de weddevermindering uitwerking de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving aan de Minister/het personeelslid van de toepassing van dat 2e lid, 4°.

Voor de toepassing van het 2e lid, 5°, heeft die vermindering uitwerking de dag waarop het voorstel tot tuchtsanctie aan het personeelslid wordt voorgelegd of meegedeeld.

Art. 147. Op het einde van de tuchtvordering of de strafrechtelijke procedure wordt de maatregel voor weddevermindering ingetrokken, behalve :

1° Als de Regering het personeelslid een straf oplegt bedoeld in artikel 116, 4°, 5° en 6°;

2° Als artikel 148, 2°, *b*) en 5° wordt toegepast;

3° Als het personeelslid getroffen wordt door een definitieve strafrechtelijke veroordeling, al dan niet gevolgd door een tuchtvordering.

Wanneer de maatregel om weddevermindering wordt ingetrokken bij toepassing van het 1e lid, krijgt het personeelslid het aanvullend deel van zijn wedde dat oorspronkelijk ingehouden was, vermeerderd met de verwijlinteressen berekend op het wettelijk tarief en verschuldigd sinds de dag waarop de vermindering verricht is.

De bedragen ontvangen door het personeelslid tijdens de preventieve schorsing blijven verworven.

Als de wedde van het personeelslid verminderd is bij toepassing van artikel 146, 2e lid, 4° of 5°, en er op het einde van de tuchtvoordering een sanctie van schorsing bij tuchtmaatregel uitgesproken wordt voor een minder lange duur dan de maatregel tot weddevermindering, wordt die laatste ingetrokken voor de periode na de duur van de schorsing bij tuchtmaatregel en krijgt het personeelslid in dat geval het aanvullend deel van zijn wedde dat onterecht ingehouden was tijdens die periode, vermeerderd met de verwijlintresten berekend op het wettelijk tarief en verschuldigd sinds de dag waarop de vermindering verricht is.

Het 4e lid wordt niet toegepast in het kader van een tuchtvoordering ingesteld of voortgezet na een definitieve strafrechtelijke veroordeling.

HOOFDSTUK X. — *Ambtsneerlegging*

Art. 148. De vastbenoemde of gemandateerde personeelsleden van de Algemene inspectiedienst worden ambtshalve en zonder opzeggingstermijn ontheven van hun ambt :

1° als zij niet regelmatig vastbenoemd zijn.

2° als zij niet langer voldoen aan de volgende voorwaarden :

Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens vrijstelling toegestaan door de Regering;

zijn burgerlijke en politieke rechten genieten;

c) aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

van onberispelijk gedrag zijn;

3° als, na een toegelaten afwezigheid, zij nalaten zonder enige geldige reden, hun werk te hervatten en afwezig blijven gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen;

4° als zij, zonder enige geldige reden, hun werk verlaten en gedurende meer dan tien dagen ononderbroken afwezig blijven;

5° als zij zich in een geval bevinden waar de toepassing van de burgerlijke en strafwetten tot de ambtsneerlegging leidt;

6° Als zij lijden aan een vroegtijdige invaliditeit die onder de door de wet bepaalde voorwaarden behoorlijk is vastgesteld en waardoor zij niet meer in staat zijn hun ambt volledig, geregeld en onafgebroken uit te oefenen;

7° wanneer een onverenigbaarheid wordt vastgesteld en geen enkel beroep bedoeld in artikel 44 werd ingediend of het personeelslid weigert, na de uitputting van de procedure, een eind te maken aan een onverenigbare bezigheid;

8° als zij vrijwillig hun ontslag nemen : het personeelslid kan zijn dienst slechts verlaten op voorwaarde dat het er de toelating voor gekregen heeft en na een opzeggingstermijn van minstens veertien dagen;

9° Als zij in ruste worden gesteld wegens leeftijdslimiet;

10° Als zij als tuchtsanctie de afzetting krijgen.

TITEL III. — *Pedagogische adviseurs en coördinerende pedagogische adviseur*

Art. 149. De Pedagogische adviseurs van de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding bedoeld in artikel 18 worden door de Regering aangesteld onder :

1° De leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, het psychologisch personeel en het sociaal personeel van de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

2° De leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de Hogescholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

3° De leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Zij genieten een verlof voor opdracht bij toepassing van de bepalingen van artikel 6 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, onder de voorwaarden vastgesteld in dat decreet.

Art. 150. De Pedagogische adviseurs van de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding bedoeld in artikel 21 worden aangesteld door de Regering, op de voordracht van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten, krachtens :

1° De bepalingen van artikel 5 van voornoemd decreet van 24 juni 1996 onder de voorwaarden bepaald in dat decreet, tegen het maximaal aantal betrekkingen vastgesteld door de Regering;

2° De bepalingen van artikel 6 van voornoemd decreet van 24 juni 1996 onder de voorwaarden bepaald in dat decreet, tegen 75 betrekkingen, proportioneel verdeeld over de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van de Regering;

3° De bepalingen van artikel 7 van voornoemd decreet van 24 juni 1996 onder de voorwaarden bepaald in dat decreet, tegen het maximaal aantal betrekkingen vastgesteld door de Regering;

4° De overeenkomsten genomen bij toepassing van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden en door bepaalde werkgevers in de non-profit sector, het onderwijs en de profit sector en bij het besluit van de Brusselse hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen, tegen het maximaal aantal betrekkingen vastgesteld door de Regering;

5° De bepalingen van artikel 21, § 1, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, tegen het maximaal aantal betrekkingen vastgesteld door de Regering.

De Pedagogische adviseurs kunnen eveneens aangesteld worden onder de personen die aangeworven zijn ten laste van de inrichtende machten.

Het 1e lid, 2°, is slechts van toepassing in het gewoon en buitengewoon basisonderwijs.

De pedagogische adviseurs bedoeld in het 1e lid, 1°, 2°, 3° en 5°, worden aangesteld onder :

1° De leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, het psychologisch personeel en het sociaal personeel van de onderwijsinrichtingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

2° De leden van het bestuurs- en onderwijzend directeur en van het opvoedend hulppersoneel van de Hogescholen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

3° De leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De tijd voor de voorbereiding van de opdrachten van de pedagogische adviseurs bedoeld in de artikelen 17 en 20 is niet begrepen in het aantal prestatie-uren bedoeld in het kader van de voorwaarden tot toekenning van de verloven voor opdracht bedoeld in het 1e lid, 1°, 2° en 3°. Zij ressorteren onder de persoonlijke werkorganisatie van de personeelsleden.

Art. 151. Voor de aanstelling of het voorstel tot aanstelling als pedagogische adviseur bepaalt de Regering of het betrokken vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten, naargelang van het geval, het profiel van het te begeven ambt en roept hij de kandidaten op volgens de wijze bepaald door de Regering. In dat kader kan de Regering of het betrokken vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten, naargelang van het geval, criteria toevoegen die aanvullend zijn bij de voorwaarden bedoeld in artikel 152.

In het gesubsidieerd onderwijs deelt het betrokken vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten aan de kandidaten de motivering van zijn keuze van de pedagogische medewerker mee, rekening houdend met de criteria vastgesteld in het profiel van het ambt bepaald overeenkomstig het 1e lid.

Art. 152. Niemand kan aangesteld worden als pedagogische adviseur als hij niet aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° Houder zijn van een attest van bijwonen van de opleiding bedoeld in artikel 153;

2° Geantwoord hebben op de oproep tot kandidaten bedoeld in artikel 151.

Art. 153. De opleiding tot het ambt van pedagogische adviseur bedraagt 80 uren.

Wat het ambt van pedagogische adviseur betreft dat uitgeoefend wordt binnen de Dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding bedoeld in artikel 18, wordt die opleiding als volgt georganiseerd :

1° 40 uren door het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan op basis van de richtingen bepaald door de Sturingscommissie, goedgekeurd door de Regering. Het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan verleent een attest voor aanwezigheid op die opleiding;

2° 40 uren door de Dienst van het Ministerie bepaald door de Regering. Deze Dienst verleent een attest van bijwonen van die opleiding.

Wat het ambt van pedagogische adviseur betreft, uitgeoefend binnen Cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding bedoeld in artikel 21, wordt deze opleiding als volgt georganiseerd :

1° 40 uren door het Instituut voor opleiding tijdens de loopbaan op basis van de richtingen bepaald door de Sturingscommissie, goedgekeurd door de Regering. Het Instituut voor opleiding tijdens de loopbaan verleent een attest van bijwonen van die opleiding;

2° 40 uren door het betrokken vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten. Het betrokken vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten reikt een attest van bijwonen van die opleiding uit.

Art. 154. § 1. Voor elke Cel voor pedagogische raadgeving en begeleiding bedoeld in artikel 21 en op de voordracht van het betrokken vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten, stelt de Regering onder de pedagogische adviseurs van de Cel aangesteld krachtens artikel 150, 1e lid, 1° en 2°, een Coördinerende pedagogische adviseur aan voor een hernieuwbare periode van twee jaar.

In afwijking van het 1e lid stelt de Regering voor de Cel voor pedagogische raadgeving en begeleiding die ressorteert onder het Secretariaat-generaal voor katholiek onderwijs van de Franse en Duitstalige Gemeenschap, volgens dezelfde bepalingen, twee coördinerende pedagogische adviseurs aan.

§ 2. Met het oog op het voorstel tot aanstelling van een pedagogische adviseur als coördinerende pedagogische adviseur bepaalt het betrokken vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten het profiel van het te begeven ambt en roept hij kandidaten op volgens de nadere regels bepaald door de Regering. In dat kader kan het betrokken vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten criteria toevoegen aan de voorwaarden bedoeld in § 3.

In het gesubsidieerd onderwijs deelt het betrokken vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten aan de kandidaten de motivering van zijn keuze van coördinerende pedagogische adviseur mee, rekening houdend met de criteria bepaald in het ambtsprofiel vastgesteld in deze paragraaf.

§ 3. Niemand kan aangesteld worden als coördinerende pedagogische adviseur als hij niet aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° Een opleiding voor het beheer van human resources van 30 uren gevolgd hebben en ervoor geslaagd zijn, georganiseerd door het Instituut voor opleiding tijdens de loopbaan. Deze reikt een attest uit van bijwonen van die opleiding;

2° Definitief benoemd of aangeworven zijn voor het maximaal aantal vereiste uren of lestijden voor het ambt met volledige prestaties waarvan hij titularis is;

3° Geantwoord hebben op de oproep tot kandidaten bedoeld in § 2.

Art. 155. De opleidingen die de pedagogische adviseurs en de coördinerende pedagogische adviseurs genieten krachtens het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs of het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, moeten vakken betreffen in verband met hun opdrachten.

De Pedagogische adviseurs en coördinerende pedagogische adviseurs niet onderworpen aan de decreten bedoeld in het vorige lid genieten dezelfde opleidingen georganiseerd in dezelfde omstandigheden.

Art. 156. § 1. Wat de Dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding bedoeld in artikel 18 betreft, kan de Regering vervroegd een einde maken aan de aanstelling van een Pedagogische adviseur :

1° Op de voordracht van de ambtenaar-generaal aangesteld door de Regering, gebaseerd op een negatieve evaluatie gevoerd na een onderzoek door de verantwoordelijke van de Dienst van het Ministerie aangesteld door de Regering;

2° Ingeval van gebrek vastgesteld op basis van het dossier overgezonden door het College overeenkomstig artikel 25, § 1, 3°, na verhoor van de betrokken partijen.

§ 2. Wat de in artikel 21 bedoelde Cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding betreft, kan de Regering :

1° vervroegd een einde maken aan de aanstelling van een Pedagogische adviseur op de gemotiveerde voordracht van het betrokken vertegenwoordigings- en coördinatietoerorgaan van de inrichtende machten, gebaseerd op een negatieve evaluatie die na een interview door de Coördinerende pedagogische adviseur van de betrokken cel gevoerd is;

2° Vervroegd een einde maken aan de aanstelling van de Coördinerende pedagogische adviseur op de gemotiveerde voordracht van het betrokken vertegenwoordigings- en coördinatietoerorgaan van de inrichtende machten;

3° Vervroegd een einde maken aan de aanstelling van een pedagogische adviseur of zich verzetten tegen de hernieuwing van die aanstelling, ingeval van tekortkoming vastgesteld op basis van het dossier overgezonden door het College overeenkomstig artikel 25, § 1, 3°, na het verhoor van de betrokken partijen.

TITEL IV. — Overgangs-, wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen

HOOFDSTUK I. — *Overgangsbepalingen*

Art. 157. Onverminderd artikel 167, voor wat het gewoon of buitengewoon kleuter-, lager, basis- en secundair onderwijs betreft, worden de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, die de dag voor de inwerkingtreding van dit decreet, vastbenoemd zijn krachtens het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, geacht vastbenoemd te zijn binnen de Algemene inspectiedienst in het ambt van inspecteur dat overeenstemt, volgens de hierna bedoelde tabel (zie Tabel 1 : Overgangsbepalingen), met de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Wat het onderwijs voor sociale promotie betreft, worden de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap die de dag voor de inwerkingtreding van dit decreet vastbenoemd zijn krachtens voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969, geacht vastbenoemd te zijn binnen de Algemene inspectiedienst binnen het ambt van inspecteur dat overeenstemt, volgens de hierna bedoelde tabel (zie Tabel 2 : Overgangsbepalingen - 2), met de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Wat de psycho-medisch-sociale centra betreft, worden de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, die de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet vastbenoemd zijn krachtens het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap en van de leden van het bestuurspersoneel van de inspectiedienst belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, geacht vastbenoemd te zijn binnen de Algemene inspectiedienst in het ambt van inspecteur dat overeenstemt, overeenkomstig de hierna bedoelde tabel (zie Tabel 3 : Overgangsbepalingen -3), met de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Het personeelslid dat vastbenoemd is in het ambt van inspecteur in het afstandsonderwijs wordt geacht vastbenoemd te zijn binnen de Algemene inspectiedienst in het ambt van inspecteur van het afstandsonderwijs op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 158. Onverminderd artikel 167 :

1° Worden de personeelsleden van de Inspectiedienst van de Franse Gemeenschap voor het kleuteronderwijs, het lager onderwijs en het basisonderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap die de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet vastbenoemd zijn in het ambt van kantonnaal inspecteur voor het kleuteronderwijs, geacht vastbenoemd te zijn in het ambt van inspecteur voor het kleuteronderwijs binnen de Algemene inspectiedienst op de datum van inwerkingtreding van dit decreet;

2° Worden de personeelsleden van de inspectiedienst van de Franse Gemeenschap voor het gewoon kleuter-, lager en basisonderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap die de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet vastbenoemd zijn in het ambt van kantonnaal inspecteur voor het lager onderwijs, geacht vastbenoemd te zijn in het ambt van inspecteur van het lager onderwijs binnen de Algemene inspectiedienst op de datum van inwerkingtreding van dit decreet;

3° Worden de personeelsleden van de Inspectiedienst van de Franse Gemeenschap voor het gewoon kleuter, lager en basisonderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap die de dag voor de inwerkingtreding van dit decreet vastbenoemd zijn in het ambt van kantonnaal inspecteur van de cursus niet-confessioneel zedenleer, geacht vastbenoemd te zijn in het ambt van inspecteur zedenleer in het lager onderwijs binnen de algemene inspectiedienst op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 159. Onverminderd artikel 167 worden de personeelsleden van de inspectiedienst van de Franse Gemeenschap voor het gewoon kleuter-, lager en basisonderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap die de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet vastbenoemd zijn in het ambt van hoofdinspecteur, geacht respectievelijk vastbenoemd te zijn in het ambt van inspecteur van het kleuteronderwijs of van inspecteur van het lager onderwijs binnen de Algemene inspectiedienst op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, naargelang zij respectievelijk het vereiste bekwaamheidsbewijs voor het ambt van leraar kleuteronderwijs of het vereiste bekwaamheidsbewijs voor het ambt van leraar lager onderwijs bezitten.

Zij blijven de weddeschaal genieten waarop zij recht hadden de dag voor de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 160. Het personeelslid van de inspectiedienst belast met het toezicht op de inrichtingen voor kleuter en lager onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, aangesteld als coördinerende inspecteur de dag voor de inwerkingtreding van dit decreet, wordt geacht aangesteld te zijn als inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het gewoon basisonderwijs binnen de Inspectiedienst van het gewoon basisonderwijs op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Het personeelslid van de inspectiedienst belast met het toezicht op de gespecialiseerde schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap, aangesteld als coördinerende inspecteur de dag voor de inwerkingtreding van dit decreet, wordt geacht aangesteld te zijn als inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het gespecialiseerd onderwijs binnen de Inspectiedienst van het gespecialiseerd onderwijs op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 161. Het personeelslid van de inspectiedienst aangesteld als coördinerende inspecteur of als pedagogische bestuurder de dag voor de inwerkingtreding van dit decreet, op het niveau van het kunstonderwijs, het afstandsonderwijs, de psycho-medisch-sociale centra of het onderwijs voor sociale promotie, wordt geacht aangesteld te zijn als inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie respectievelijk op het niveau van het kunstonderwijs, het afstandsonderwijs, de psycho-medisch-sociale centra of het onderwijs voor sociale promotie, binnen de Algemene inspectiedienst op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Bij vervanging van de titularis, is het 1e lid van toepassing op het personeelslid dat de titularis vervangt tot deze laatste terugkeert.

Art. 162. § 1. De personeelsleden die, voor eender welk ambt, een vacante betrekking bekleden van een bevorderingsambt van inspecteur voor artistieke cursussen in het kunstonderwijs, worden vastbenoemd in een ambt van inspecteur van artistieke cursussen in het kunstonderwijs voor zover zij aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese gemeenschappen, behalve een door de Regering te verlenen vrijstelling;

2° Van onberispelijk gedrag zijn;

3° De burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° Aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;

5° Voldoen aan de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling;

6° In vast verband benoemd of aangeworven zijn in een ambt met volledige prestaties in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

7° Een dienstanciënniteit van minstens vijftien jaar tellen;

8° Een ambtsanciënniteit van minstens tien jaar tellen;

9° Geen sanctie of tuchtstraf gekregen hebben tijdens de vijf voorafgaande jaren;

§ 2. Het(de) personeelslid(leden) bedoeld in § 1 dat(die) niet aan alle vereiste voorwaarden voldoet(n) om vastbenoemd te worden krachtens die bepaling, wordt(en) geacht voorlopig aangesteld te zijn als inspecteur voor artistieke cursussen in het kunstonderwijs op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 163. § 1. Het personeelslid van de inspectiedienst dat belast is met het toezicht op de schoolinrichtingen voor secundair onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap dat de dag voor de inwerkingtreding van dit decreet vastbenoemd was in het ambt van inspecteur-generaal, wordt geacht benoemd te zijn in het ambt van inspecteur-generaal voor het gewoon secundair onderwijs binnen de Algemene inspectiedienst vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

In afwijking van artikel 93 krijgt de inspecteur-generaal bedoeld in het 1e lid op de datum van inwerkingtreding van dit decreet een mandaat van een duur van vijf jaar en een opdrachtenblad.

De inspecteur-generaal bedoeld in het 1e lid waarvan het mandaat ten einde loopt of niet hernieuwd wordt overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk IV van Titel II, wordt geplaatst onder het gezag van de Coördinerende inspecteur-generaal en wordt door de Regering belast met een opdracht die rekening houdt met zijn ervaring en zijn bevoegdheden.

§ 2. Het personeelslid van de inspectiedienst van de Franse Gemeenschap voor het gewoon kleuter-, lager en basisonderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, dat de dag voor de inwerkingtreding van dit decreet voorlopig aangesteld is in het ambt van inspecteur-generaal, blijft zijn voorlopige aanstelling genieten in afwachting van de 1e toewijzing van mandaat als inspecteur-generaal van het gewoon basisonderwijs bij toepassing van artikel 93.

§ 3. De Regering kan, in afwachting van de toekenning per mandaat van het ambt van coördinerende Inspecteur-generaal, overeenkomstig de bepalingen van dit decreet, voorlopig een personeelslid van de Algemene inspectiedienst in dat ambt aanstellen dat aan de in artikel 88, 1e lid, uitgezonderd de punten 4° en 6°, bedoelde voorwaarden voldoet.

Art. 164. De personeelsleden die geacht worden houder te zijn van het brevet van kantonaal inspecteur voor kleuteronderwijs krachtens de artikelen 120 en 121 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van de inspectiedienst van de Franse Gemeenschap voor het gewoon kleuteronderwijs, het gewoon lager onderwijs en het gewoon basisonderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden geacht houder te zijn van het brevet van inspecteur van het kleuteronderwijs op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

De personeelsleden die geacht worden houder te zijn van het brevet van inspecteur van het lager onderwijs krachtens de artikelen 120 en 121 van voornoemd decreet van 20 december 2001, worden geacht houder te zijn van het brevet van inspecteur voor het lager onderwijs op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 165. § 1. Wat het gewoon en buitengewoon kleuter-, lager, basis- en secundair onderwijs, georganiseerd door de Franse Gemeenschap, betreft, worden de personeelsleden die houder zijn van een brevet van inspecteur of die geacht worden houder te zijn van dat brevet krachtens dit decreet, geacht op de datum van inwerkingtreding van dit decreet houder te zijn van het brevet betreffende het overeenstemmende ambt overeenkomstig de tabel van artikel 157.

§ 2. Wat het gewoon en buitengewoon kleuter-, lager, basis- en secundair onderwijs, georganiseerd door de Franse Gemeenschap, betreft, worden de personeelsleden die houder zijn van een bekwaamheidsgetuigschrift voor het ambt van kantonaal inspecteur voor de cursus niet-confessioneel zedenleer geacht houder te zijn van het brevet van inspecteur voor zedenleer in het lager onderwijs op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

§ 3. Wat het gewoon en buitengewoon kleuter-, lager, basis- en secundair onderwijs betreft, georganiseerd door de Franse Gemeenschap, worden de personeelsleden die vóór de inwerkingtreding van dit decreet geslaagd zijn voor het 1e deel van de opleidingsproef van een brevet van inspecteur georganiseerd krachtens artikel 19 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, geacht krachtens artikel 25, 3e lid, van hetzelfde decreet geslaagd te zijn voor de eerste opleidingssessie bedoeld in artikel 50, § 1, 2e lid en het overeenstemmende slaagattest te bezitten.

§ 4. Wat het gewoon en buitengewoon kleuter-, lager, basis- en secundair onderwijs, georganiseerd door de Franse Gemeenschap, betreft, worden de personeelsleden die de toepassing van artikel 15 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 2002 houdende organisatie van de vormingen van de verscheidene sessies betreffende de in de artikelen 19, 20 en 21 bedoelde bevorderings- en selectieambten, tot toekenning van vrijstellingen en tot organisatie van de proeven die de vormingen bekrachtigen, bij toepassing van de artikelen 23, 24 en 25 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten en tot oprichting van de verschillende examencommissies belast met het uitreiken van de betrokken brevetten, voor wat hun brevet van inspecteur betreft, op hun aanvraag vrijgesteld opnieuw deel te nemen aan de eerste opleidingsessie bedoeld in artikel 50, § 1, 2e lid.

Die personeelsleden worden evenwel ertoe gehouden de proef die de in artikel 50 bedoelde eerste sessie afsluit, af te leggen.

§ 5. In afwijking van artikel 45, 6°, zullen de personeelsleden bedoeld in de §§ 3 en 4, in de naleving van de andere voorwaarden bedoeld in artikel 45, in vast verband benoemd kunnen worden in een ambt van inspecteur als zij in vast verband benoemd zijn in een ambt met minstens twee derden van het minimaal aantal vereiste uren om een ambt met volledige prestaties te vormen. In dat geval, in afwijking van artikel 59, op het einde van de termijn bepaald in artikel 58, 3e lid, verliest het personeelslid dat in vast verband benoemd is in een ambt van inspecteur, de benoeming of de voorafgaande aanwerving in vast verband in het hoofdamt met volledige of onvolledige prestaties.

Art. 166. Voor de toepassing van dit decreet wordt het personeelslid, dat in vast verband benoemd of aangeworven is in het ambt van coördinator van een centrum voor alternerend onderwijs en vorming vóór 1 juni 2002, op basis van het bekwaamheidsbewijs vereist voor de uitoefening van dat laatste ambt voor diezelfde datum, geacht houder te zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs voor het ambt van inspecteur te begeven in de tabel opgenomen in bijlage bij dit decreet.

In dat geval en in afwijking van de tweede kolom van de tabel opgenomen in bijlage bij dit decreet moet het in het 1e lid bedoelde personeelslid niet afkomstig zijn van een van de ambten naast zijn naam in de bedoelde kolom.

Art. 167. Het personeelslid dat de dag voor de inwerkingtreding van dit decreet tijdelijk aangesteld is als inspecteur en aan alle bij de reglementering bedoelde voorwaarden voldoet die op die datum van toepassing zijn om tot het bedoelde ambt te worden benoemd, met uitzondering van die betreffende het brevet, wordt toegelaten tot de proeven om het brevet te krijgen betreffende het overeenstemmende ambt van inspecteur overeenkomstig dit decreet voor zover het lid aan de in artikel 45, 1e lid, 1° tot 5°, 9° en 10° bedoelde voorwaarden voldoet, met het oog op een definitieve benoeming, of in voorkomend geval, een tijdelijke aanstelling tot het bedoelde ambt van inspecteur.

Art. 168. Bij wijze van overgangsmaatregel, voor het schooljaar 2007-2008, geven de inspecteurs van het basisonderwijs als overgang de opleidingen bedoeld in artikel 16 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving.

Art. 169. § 1. In afwijking van de artikelen 70 en 71 en bij gebrek aan kandidaten die houder zijn van het brevet van inspecteur of geacht worden houder ervan te zijn, en in afwachting van de uitreiking van de eerste brevetten uitgereikt bij toepassing van dit decreet, blijven de personeelsleden die tijdelijk aangesteld zijn als inspecteur vóór de inwerkingtreding van dit decreet, tijdelijk hun aanstelling genieten. Onverminderd de toepassing van het 2e lid, loopt hun aanstelling ten einde bij de uitreiking van de eerste brevetten van inspecteur krachtens dit decreet.

De personeelsleden bedoeld in het 1e lid die op de datum waarop de eerste brevetten uitgereikt zijn krachtens dit decreet betreffende de bedoelde ambten minstens 1050 dagen anciënniteit tellen binnen het betrokken ambt van inspecteur zoals berekend overeenkomstig de artikelen 46 en 47, zijn prioritair om definitief of tijdelijk geaffecteerd te worden, naargelang de betrekking al dan niet vacant is, binnen een betrekking van het ambt dat zij uitvoeren, zodra zij het brevet verkregen hebben in overeenkomst met het ambt dat zij uitvoeren.

§ 2. In afwijking van de artikelen 70 en 71, bij gebrek aan kandidaten die houder zijn van het brevet van inspecteur of geacht worden houder ervan te zijn, en in afwachting van de uitreiking van de eerste brevetten uitgereikt bij toepassing van dit decreet, kan de Regering voorlopig, na de inwerkingtreding van dit decreet, personeelsleden aanstellen onder de voorwaarden van artikel 45, 1° tot 10°. Voor zulke aanstelling als inspecteur van een tweede taal in het basisonderwijs moet het personeelslid evenwel voldoen aan de voorwaarden van artikel 45, 1° tot 7°, 9° en 10°, en een dienstanciënniteit van minstens vier jaren en een ambtsanciënniteit van minstens twee jaren tellen, berekend overeenkomstig de artikelen 46 en 47.

De voorlopige aanstelling van de personeelsleden bedoeld in het 2e lid loopt ten einde bij de uitreiking van de eerste brevetten uitgereikt krachtens dit decreet.

Art. 170. § 1. Binnen de dertig dagen volgend op de inwerkingtreding van dit decreet kunnen de inspecteurs bedoeld in de artikelen 157, 1e lid, 158 en 159, aan de Regering hun definitieve keuze meedelen om de ambten van pedagogische adviseur uit te oefenen op de Dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding, opgericht in artikel 4, § 1.

Die personeelsleden blijven in vast verband benoemd in hun ambt van inspecteur en blijven de weddeschaal genieten die ze hadden vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

Zij kunnen niet aangesteld worden als coördinerend inspecteur of een mandaat van inspecteur-generaal of coördinerend inspecteur-generaal krijgen.

§ 2. Als het aantal personeelsleden dat de in § 1 bedoelde keuze maakt het aantal pedagogische adviseurs dat krachtens artikel 18 vastgesteld wordt, overschrijdt, wordt er voorrang verleend aan de inspecteurs met de hoogste ambtsanciënniteit om de opdrachten van pedagogische adviseur uit te oefenen op de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding.

Bij gelijke ambtsanciënniteit wordt er voorrang verleend aan het personeelslid dat de hoogste dienstanciënniteit telt.

Bij gelijke dienstanciënniteit wordt er voorrang verleend aan het oudste personeelslid.

Art. 171. § 1. In afwachting van de organisatie van de opleiding bedoeld in artikel 153, 2e lid, kan de Regering voor een maximale periode van twee jaar pedagogische adviseurs aanstellen binnen de Dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding opgericht in artikel 4, § 1.

§ 2. In afwachting van de organisatie van de opleiding bedoeld in artikel 153, 3e lid, kan de Regering voor een maximale periode van twee jaar pedagogische adviseurs aanstellen binnen de Cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding opgericht in artikel 4, § 2, op de voordracht van het betrokken vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten.

In afwachting van de organisatie van de opleiding bedoeld in artikel 154, § 3, kan de Regering voor een maximale periode van twee jaar een pedagogische coördinator aanstellen voor elke Cel voor pedagogische raadgeving en begeleiding opgericht bij artikel 4, § 2, op de voordracht van het betrokken vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten, onder de pedagogische adviseurs van de betrokken cel.

§ 3. Voor de toepassing van dit artikel moeten de personeelsleden voldoen aan de andere voorwaarden dan die van het bezit van het attest van bijwonen van de opleiding respectievelijk bedoeld in de artikelen 152 en 154, § 3, zoals bepaald bij Titel III.

§ 4. De personen die bij de inwerkingtreding van dit decreet de opdrachten van pedagogische raadgeving en begeleiding uitgeoefend hebben gedurende minstens twee opeenvolgende jaren worden ervan vrijgesteld aan de in artikel 152, 1° bedoelde voorwaarde te voldoen.

Art. 172. Zolang er voor artikel 30 geen specifieke toepassingsbepalingen zijn, blijven de personeelsleden van de Algemene inspectiedienst de van kracht zijnde reglementsbevestigingen genieten.

Art. 173. In afwachting van de vaststelling zoals bepaald in artikel 18, 2e lid, wordt het aantal pedagogische adviseurs van de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding vastgesteld op 34 betrekkingen waarvan 8 betrekkingen voor het basisonderwijs.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 174. In het koninklijk besluit van 20 augustus 1957 houdende coördinatie van de wetten op het lager onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 8, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 april 1994 :

Worden in het 1e lid de woorden « aan de kantonnale inspecteur of de adjunct-kantonnale inspecteur van het lager onderwijs » vervangen door de woorden « aan de diensten van de Regering »;

Worden in het 2e lid de woorden « ten verzoeken van deze ambtenaar » vervangen door de woorden « op verzoek van deze diensten » en de woorden « aan de kantonnale inspecteur of de adjunct-kantonnale inspecteur » vervangen door de woorden « aan de diensten van de Regering »;

Worden in het 4e lid de woorden « de kantonnale inspecteur of de adjunct-kantonnale inspecteur » vervangen door de woorden « de diensten van de Regering »;

2° In artikel 9, zoals gewijzigd bij de wet van 8 april 1965 :

Wordt in het 1e lid het woord « hem » vervangen door de woorden « hen » en worden de woorden « zendt de kantonnale inspecteur of de adjunct-kantonnale inspecteur » vervangen door de woorden « zenden de diensten van de Regering »;

Worden in het 2e lid de woorden « door de kantonnale inspecteur of de adjunct-kantonnale inspecteur » en de woorden « de inspecteur » respectievelijk vervangen door de woorden « door de diensten van de Regering » en « de diensten van de Regering »;

Worden in het 3e lid de woorden « Heeft de kantonnale inspecteur of de adjunct-kantonnale inspecteur » en het woord « hij » respectievelijk vervangen door de woorden « Hebben de diensten van de Regering » en « zij »;

3° In artikel 10 zoals gewijzigd bij de wet van 8 april 1965, zoals gewijzigd bij de wet van 8 april 1965 en de decreten van 24 juli 1997 en 12 mei 2004 :

Wordt het 1e lid vervangen door het volgende lid :

« Wanneer een leerling gedurende negen halve dagen zonder reden afwezig blijft, brengt de directeur de diensten van de Regering ervan op de hoogte ten laatste de eerste werkdag die daarop volgt. Elke bijkomende halve dag afwezigheid zonder reden wordt hen op het einde van elke maand meegedeeld. »;

Worden in het 2e lid de woorden « De kantonnale inspecteur of de adjunct-kantonnale inspecteur laat » vervangen door de woorden « Bij het ontvangen van het eerste signalement laten de diensten van de Regering »;

Wordt het 3e lid geschrapt;

Worden in het 4e lid de woorden « De kantonnale inspecteur of de kantonnale adjunct-inspecteur » vervangen door de woorden « De diensten van de Regering kunnen »;

4° In artikel 71, 3e lid, zoals gewijzigd bij de wet van 23 juli 1982, worden de woorden « door de kantonnale inspecteur van de inspectie van de onderwijsinrichting van de leerling » vervangen door de woorden « door de Diensten van de Regering »;

5° Hoofdstuk VIII, met artikel 79, wordt afgeschaft.

Art. 175. In de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 9, 5e lid, worden de woorden « alsmede in de inrichtingen voor gesubsidieerd vrij onderwijs » ingevoegd tussen de woorden « onderwijsinrichtingen » en « wordt »;

2° In artikel 9, 6e lid, worden de woorden « en aan de bevoegde inspecteurs van het Rijksonderwijs » vervangen door de woorden « en aan de coördinerende inspecteur-generaal »;

3° In artikel 10, § 2, wordt het 3e lid geschrapt;

4° In artikel 24, § 2, wordt 2° ter, zoals ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2002, 2°*quater*;

5° In artikel 24, § 2, 2e lid, 3°, worden de woorden « door de Koning » vervangen door de woorden « door de Franse Gemeenschap ».

Art. 176. In artikel 3 van het koninklijk besluit van 22 oktober 1959 houdende toepassing van artikelen 34 en 37 van de wet van 29 mei 1959, wordt het 3e lid afgeschaft.

Art. 177. In het koninklijk besluit van 26 februari 1960 betreffende de inspectie van de studiën in de gesubsidieerde onderwijsinrichtingen, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993, wordt een artikel *8bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *8bis*. De artikelen 1 tot 3, 7 en 8 van dit besluit zijn niet van toepassing op de Algemene inspectiedienst opgericht bij het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs. De artikelen 1 tot 3 blijven evenwel van toepassing op De Inspectie van het Onderwijs voor Sociale promotie. ».

Art. 178. In artikel 1 van de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, zoals gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, bij het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 en bij de decreten van 27 december 1993, 24 juli 1997 en 20 december 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het 1e lid worden de woorden « de Koning » vervangen door de woorden « de Franse Gemeenschap »;

2° In het 1e lid wordt punt 3 vervangen door de volgende bepaling :

« 3. van de inspectiedienst belast met het toezicht op die inrichtingen, met uitzondering van de Algemene inspectiedienst opgericht bij het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs. »;

3° In het 2e lid wordt het woord « Hij » vervangen door het woord « Zij ».

Art. 179. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Er wordt een artikel *5quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *5quater*. De bepalingen van dit besluit zijn niet van toepassing op de personeelsleden van de Algemene inspectiedienst opgericht bij het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs. »;

2° In artikel 10, 1e lid, worden de punten 1., 2., 4. tot 8. en 10. tot 18. geschrapt;

3° Artikel 10 *bis* wordt afgeschaft.

Art. 180. In het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 1, wordt het 1e lid aangevuld met de woorden « met uitzondering van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst opgericht bij het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs »;

2° In artikel 20 :

Worden in het 2e en het 3e lid de woorden « van de inspecteur van » geschrapt en wordt in de Franse tekst het woord « desquels » vervangen door het woord « duquel ».

Het 5e lid wordt afgeschaft;

3° In artikel 31, 1e lid, 8°, worden de woorden « of van de bevoegde inspectie » geschrapt;

4° In artikel 31ter, 1e lid, 8° worden de woorden « of van de bevoegde inspecteur » geschrapt;

5° In artikel 46*bis*, 1e lid, 7°, worden de woorden « of van de bevoegde inspectie » geschrapt;

6° In artikel 75, wordt het 2e lid geschrapt;

7° In artikel 83 wordt in het 1e lid, punt 6° geschrapt;

8° In artikel 91 worden de woorden « hun inspectieverslagen en hun bekwaamheidsbewijzen » vervangen door de woorden « hun bekwaamheidsbewijzen en in voorkomend geval hun eventuele inspectieverslagen »;

9° In artikel 94 wordt § 6 afgeschaft;

10° In artikel 97, 1e lid, wordt punt 7° afgeschaft;

11° In artikel 103, 1e lid, wordt punt 7° afgeschaft;

12° Wordt afdeling 4 van het hoofdstuk VIII, houdende de artikelen 106 tot 112, afgeschaft;

13° In artikel 123, § 3, worden de woorden « de inspecteur-generaal of de pedagogische bestuurder » vervangen door de woorden « de coördinerende inspecteur-generaal »;

14° In artikel 123 wordt § 4 afgeschaft;

15° In artikel 136 worden de woorden « vijftien commissies vervangen door de woorden « elf commissies » en worden de punten 12° en 15° afdgeschaft;

16° In artikel 139 wordt het 2e lid afgeschaft;

17° In artikel 146 wordt het 2e lid door het volgende lid vervangen :

« In het kader van een beroep ingediend tegen een voorstel tot tuchtstraf, een ontslag of de verwerping van een kandidatuur als prioritaire tijdelijke gebaseerd op een ongunstig verslag van het instellingshoofd op basis van een verslag van de bevoegde inspectie, moeten alle elementen door de Raad van beroep in aanmerking worden genomen, met inbegrip, in voorkomend geval, van het inspectieverslag over de professionele en pedagogische bekwaamheden die tot de tuchtvoordering, de ontslagprocedure of de verwerping van de kandidatuur als prioritaire tijdelijke hebben geleid. De geldigheidsduur van dat verslag wordt beperkt tot een termijn van twaalf maanden dat begint op de datum van de vaststelling ervan. Wanneer de tuchtvoordering of de ontslagprocedure evenwel op basis van dat verslag wordt ingesteld, binnen die termijn, blijft het verslag geldig tot op de datum waarop de beslissing om tuchtstraf of de beslissing om definitief ontslag aan het personeelslid wordt meegedeeld.

Art. 181. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de regels betreffende de samenstelling van de bevorderingscommissies bedoeld in het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 juni 1972 en bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 juni 1996, 24 april 1997 en 31 augustus 1998, worden het 3e en het 4 lid afgeschaft.

Art. 182. In artikel 6 van het koninklijk besluit van 27 juli 1971 houdende organisatiemodaliteiten van de begeleiding der leerlingen die instellingen of afdelingen voor buitengewoon onderwijs volgen, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, wordt het 6e lid vervangen door de volgende woorden : « De instelling belast met de begeleiding maakt op eigen initiatief de heroriënteringsadviezen over aan de Diensten van de Regering ».

Art. 183. In artikel 32 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst der inrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst, wordt een 2e lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de inspecteurs godsdienst worden alle straffen voorgesteld door de coördinerende inspecteur-generaal van de algemene inspectiedienst opgericht bij het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs. »

Art. 184. Artikel 15 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals opgeheven bij het decreet van 4 februari 1997, wordt als volgt hersteld :

« Art. 15. In afwijking van artikel 1 kan het verlof bedoeld in dit hoofdstuk, in het kader van de toepassing van de bepalingen van titel III van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, worden toegekend aan de personeelsleden ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking. »

Art. 185. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 8 juli 1975 tot vaststelling van het organiek kader der inspectie van de psycho-medisch-sociale centra en van de diensten voor studie- en beroepsoriëntering, worden de woorden « , belast met het coördineren van de inspectie » geschrapt.

Art. 186. In het koninklijk besluit van 14 december 1976 houdende organiek reglement van de personeelsleden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op de rijksinrichtingen, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 januari 1977 en 8 april 1980 en bij het besluit van de Regering van 19 juli 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Artikel 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De bepalingen van dit besluit zijn niet van toepassing op de algemene inspectiedienst opgericht bij het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, met uitzondering van de artikelen 7, 8 en 11 die van toepassing blijven op de algemene inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie. »;

2° De artikelen 2 tot 5 worden afgeschaft;

3° In artikel 6, 1e lid, worden de woorden « en van het opvoedend hulppersoneel » geschrapt;

4° In artikel 6, 3e lid worden de woorden »hun inspecteur-generaal of pedagogische bestuurder « vervangen door de woorden « de coördinerende inspecteur-generaal »;

5° In artikel 10, § 1, worden de woorden « aan de inspecteur-generaal of aan de bevoegde pedagogische bestuurder » vervangen door de woorden « aan de coördinerende inspecteur-generaal ».

6° In artikel 10, § 2, worden de woorden « naar de bevoegde inspecteur-generaal of de pedagogische bestuurder » vervangen door de woorden « naar de coördinerende inspecteur-generaal ».

Art. 187. In het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap en van de leden van het bestuurspersoneel van de inspectiedienst belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Artikel 43 wordt vervangen door de volgende bepaling : « Het verslag over de wijze waarop de stagiair zijn opdracht vervuld heeft, wordt opgesteld volgende het model bepaald door de Regering. »;

2° In artikel 65, zoals vervangen bij het decreet van 31 januari 2002, wordt het 2e lid afgeschaft;

3° In artikel 85, zoals gewijzigd bij het decreet van 31 januari 2002, wordt punt 6. afgeschaft;

4° Afdeling 3 van hoofdstuk VIII wordt afgeschaft;

5° In artikel 90, zoals gewijzigd bij het decreet van 31 januari 2002 :

wordt § 1 aangevuld met het volgend lid :

« Voor elk werkend lid wordt een plaatsvervangend lid aangesteld, gekozen volgens dezelfde modaliteiten als het werkend lid dat hij vervangt. »;

worden de §§ 2 en 3 afgeschaft;

6° In artikel 95, worden de woorden « van hun inspectieverslagen » vervangen door de woorden « van de eventuele inspectieverslagen »;

7° In artikel 154 wordt het 2e lid vervangen door het volgende lid :

« In het kader van een beroep ingediend tegen een voorstel tot tuchtstraf, ontslag of ongunstig verslag van de directeur van het centrum opgesteld op basis van een verslag van de bevoegde inspectie, moeten alle elementen in aangenomen genomen worden door de Raad van beroep met inbegrip, in voorkomend geval, van het inspectieverslag over de professionele bevoegdheden dat geleid heeft tot de tuchtprocedure, de procedure voor ontslag of tot de opstelling van een ongunstig verslag door de directeur van het centrum. De geldigheidsduur van dat verslag wordt beperkt tot een termijn van twaalf maanden die begint op de datum van de vaststelling ervan. Wanneer de tuchtprocedure of ontslagprocedure ingesteld wordt op basis van dat verslag, binnen die termijn, blijft het verslag evenwel geldig tot de datum waarop de beslissing om tuchtstraf of definitieve beslissing om ontslag aan het personeelslid wordt meegedeeld. ».

Art. 188. In artikel 2, 1e lid, van het decreet van 2 februari 1983 betreffende de studie, in de school, van de dialecten van Wallonië, worden de woorden « via de kantonale inspectie » geschrapt.

Art. 189. In artikel 3, § 3, 1e lid, van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, worden de woorden « de bevoegde Rijksinspecties » vervangen door de woorden « de diensten van de Regering ».

Art. 190. In het decreet van 18 december 1984 houdende organisatie van het Afstandsonderwijs van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij het decreet van 26 juni 1992, wordt artikel 4 geschrapt.

Art. 191. In artikel 2, § 1, 2e lid, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 september 1991 van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot organisatie van de socio-pedagogische onderwijsdistricten van de Franse Gemeenschap, worden de woorden « met de bevoegde inspectie » vervangen door de woorden « met de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of bij een cel voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 4, § 1 van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs.

Art. 192. In het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, zoals voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 1 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 42, § 3, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het 7e en het 8e lid :

« In voorkomend geval wordt het inspectieverslag over de professionele en pedagogische bekwaamheden dat tot de opstelling van een negatief verslag van de inrichtende macht geleid heeft, in aanmerking genomen door de Raad van beroep. »;

2° Artikel 71 septies wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

« § 5. In het kader van een beroep ingediend tegen een beslissing om ontslag moeten alle elementen in aanmerking genomen worden door de Raad van beroep, met inbegrip, in voorkomend geval, van het inspectieverslag over de professionele en pedagogische bekwaamheden dat tot de procedure voor ontslag heeft geleid. De geldigheidsduur van dat verslag wordt beperkt tot een termijn van twaalf maanden die begint op de datum van de vaststelling ervan. Wanneer de procedure voor ontslag op basis van dat verslag ingesteld wordt binnen die termijn, blijft het verslag evenwel geldig tot op de datum waarop de definitieve beslissing om ontslag aan het personeelslid wordt meegedeeld. ».

Art. 193. In het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, zoals voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 1 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Artikel 25, § 1 wordt aangevuld met volgend lid :

In het kader van een beroep ingediend tegen een beslissing om ontslag moeten alle elementen in acht genomen worden door de Raad van beroep, met inbegrip, in voorkomend geval, van het inspectieverslag over de professionele en pedagogische bekwaamheden dat tot de procedure voor ontslag heeft geleid. De geldigheidsduur van dat verslag wordt beperkt tot een termijn van twaalf maanden die begint op de datum van de vaststelling ervan. Wanneer de procedure voor ontslag op basis van dat verslag ingesteld wordt binnen die termijn, blijft het verslag evenwel geldig tot op de datum waarop de definitieve beslissing om ontslag aan het personeelslid wordt meegedeeld. »;

2° In artikel 30, § 1, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het 5e en het 6e lid :

« In voorkomend geval wordt het inspectieverslag over de professionele en pedagogische bekwaamheden die tot de opstelling van een negatief verslag van het inrichtingshoofd of van de pedagogische afgevaardigde van de inrichtende macht geleid hebben, in aanmerking genomen door de plaatselijke paritaire commissie. ».

Art. 194. In het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De artikelen 5 en 6 worden afgeschaft;

2° In artikel 16 :

worden in het 1e lid de woorden « De hoofdinspectie » vervangen door de woorden « Een inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het gewoon basisonderwijs, aangesteld door de Inspecteur-generaal »,

Wordt in het 2e tot het 4e lid het woord « Ze » vervangen door het woord « Hij »;

Wordt het 5e lid geschrapt;

3° In artikel 20 :

Worden in het 1e lid de woorden « De algemene inspectie van de Franse Gemeenschap voor het gesubsidieerd onderwijs » vervangen door de woorden « De inspecteur-generaal van de Inspectiedienst van het gewoon basisonderwijs of zijn afgevaardigde »

Wordt in het 2e tot het 4e lid het woord « Ze » vervangen door het woord « Hij »;

4° In artikel 21, zoals aangevuld bij het decreet van 24 juli 1997, worden de woorden « de inspecteur-generaal » vervangen door de woorden « de inspecteur-generaal van de inspectiedienst van het gewoon basisonderwijs of zijn afgevaardigde ».

Art. 195. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 april 1995 tot oprichting van een "Centre d'auto-formation et de formation continuée" voor het Onderwijs van de Franse Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 3, 1°, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1996 en 7 juni 1999 worden de woorden « de vakinspectie » vervangen door de woorden « de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap » en worden de woorden « of met de inspectie van de psycho-medisch-sociale Centra » vervangen door de woorden « of met de inspectiedienst van de psycho-medisch-sociale centra ».

2° In artikel 4, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 15 oktober 1996 en 7 juni 1999, worden de woorden « de bevoegde vakinspecteur(s) of met de inspecteurs van de PMS-Centra » vervangen door de woorden « de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, of met de inspecteur van de inspectiedienst van de psycho-medisch-sociale centra »;

3° In artikel 5, § 2, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 15 oktober 1996, 24 juli 1997 en 7 juni 1999, worden het 2e en het 3e streepje vervangen door het volgende streepje :

« — 5 pedagogische adviseurs van de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, aangesteld door de Regering, waarvan één vice-president is; ».

Art. 196. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 april 1995 tot oprichting van een technisch-pedagogisch centrum voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 4, § 2, 1e lid, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 12 september 1996, 2 juni 1997 en het decreet van 20 december 2001, worden de woorden « de Inspecteurs-generaal » vervangen door de woorden « 4 pedagogische adviseurs van de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, aangesteld door de Regering » en de woorden « de Inspecteur-coördinator van het buitengewoon onderwijs » geschrapt;

2° In artikel 4, § 2, 2e lid, zoals gewijzigd bij het decreet van 20 december 2001, worden de woorden « 1° een inspecteur wetenschappelijke vakken » vervangen door de woorden « 1° een pedagogische adviseur van de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap »;

3° In artikel 5, worden de woorden « de bevoegde vakinspecteurs » vervangen door de woorden « de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding georganiseerd door de Franse Gemeenschap ».

Art. 197. In het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, zoals gewijzigd bij de decreten van 17 juli 1998, 8 februari 1999, 20 december 2001, 11 juli 2002, 19 december 2002 en 12 mei 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° artikel 5, § 1, 2e lid, 4°, zoals afgeschaft bij het decreet van 20 december 2001, wordt hersteld in de volgende vorm :

« 4° bij de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of bij een cel voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, opgericht bij het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs. »;

2° In artikel 5, § 2 worden de woorden « 1° tot 3° en 5° » geschrapt en het cijfer « 250 » vervangen door « 359 »;

3° in artikel 6, § 4 wordt het 3e lid vervangen door de volgende bepaling :

« Het globaal aantal kan niet lager zijn dan 243. Het kan door de Regering verhoogd worden tegen maximaal 20 p.c. ».

Art. 198. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1996 tot oprichting van recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap, worden de woorden « van de inspectiediensten belast met het toezicht op de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap » vervangen door de woorden « van de algemene inspectiedienst opgericht bij het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs. ».

Art. 199. In de §§ 2 en 3 van artikel 97 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals gewijzigd bij het decreet van 11 juli 2002, worden de woorden « de inspecteurs-generaal van het secundair onderwijs of hun afgevaardigden » vervangen door de woorden « de coördinerende inspecteur-generaal of zijn afgevaardigde ».

Art. 200. In het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 5, § 1, zoals gewijzigd bij de decreten van 27 maart 2002 en 12 mei 2004, worden 7°, 8° en 9° vervangen door de volgende tekst :

« 7° de inspecteur-generaal van de inspectiedienst voor het gewoon basisonderwijs of zijn afgevaardigde;

8° de inspecteur-generaal van de inspectiedienst van het gewoon secundair onderwijs of zijn afgevaardigde;

9° twee inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie, respectievelijk aangesteld door de inspecteur-generaal van de inspectiedienst van het gewoon basisonderwijs en door de inspecteur-generaal van de inspectiedienst van het gewoon secundair onderwijs; »;

2° In artikel 6, § 1, 1e lid, zoals vervangen bij het decreet van 27 maart 2002, worden 1° tot 3° vervangen door de volgende tekst :

« 1° een inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie, aangesteld door de inspecteur-generaal van de inspectiedienst van het gewoon basisonderwijs;

2° de leden van de inspectiedienst van het gewoon basisonderwijs die toezicht uitoefenen op minstens één vestiging voor positieve discriminatie op het grondgebied van de zone; »;

3° In artikel 6, 2, 3e lid, zoals vervangen bij het decreet van 27 maart 2002, worden 1° tot 5° vervangen door de volgende tekst :

« 1° de inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie bedoeld in § 1, 1°;

2° de twee inspecteurs van het lager onderwijs met de hoogste ambtsanciënniteit;

3° de twee inspecteurs van het kleuteronderwijs met de hoogste ambtsanciënniteit. ».

Art. 201. In artikel 16, 1e lid, 1° van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, zoals vervangen bij het decreet van 11 juli 2002, worden de woorden « door de inspectie van de Franse Gemeenschap voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap en door de kantonale inspectie, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap; » vervangen door de woorden « door de inspectiedienst van het gewoon basisonderwijs; ».

Art. 202. In het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 1, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2001 :

In § 1 wordt 2° afgeschaft;

In § 2 wordt het 2e lid vervangen door het volgende lid :

« Dit decreet is niet van toepassing op :

1° de inspecteurs godsdienst;

2° de personeelsleden van de algemene inspectiedienst opgericht bij het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs. »;

2° In artikel 7, wordt het 3e lid afgeschaft;

3° In artikel 8, zoals gewijzigd bij de decreten van 19 juli 2001, 20 december 2001 en 19 december 2002 :

Wordt in het 1e lid, het punt 5° afgeschaft;

Wordt het 3e lid afgeschaft;

4° In artikel 19, 1e lid, zoals gewijzigd bij de decreten van 19 juli 2001 en 27 maart 2002, worden de woorden « van inspectrice van het kleuteronderwijs » tot « van inspecteur van het paramedisch personeel » geschrapt;

5° In artikel 22, § 3, 3°, worden de woorden « van het onderwijs van de Franse Gemeenschap » vervangen door de woorden « van de algemene inspectiedienst opgericht bij het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs »;

6° In artikel 25 wordt het 3e lid afgeschaft;

7° Artikel 27 wordt afgeschaft.

Art. 203. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 april 2001, 31 mei 2001, 12 juli 2001 en 30 augustus 2001 en bij het decreet van 2 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Artikel 23 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« In elke zone wordt jaarlijks een examen georganiseerd dat toegankelijk is voor elke persoon die in de zone woont, niet meer onderworpen is aan de schoolplicht en geen getuigschrift basistudies bezit. »;

2° In artikel 24 :

Wordt het woord « kantonale » geschrapt;

B) Worden in de Franse tekst de woorden « Il » en « s'il » respectievelijk vervangen door de woorden « Elle » en « si elle »;

3° In artikel 25, 1e lid :

Worden de woorden « kantonale inspecteurs van hetzelfde gebied » vervangen door de woorden « inspecteurs van eenzelfde zone »;

Wordt het woord « kantonaal » geschrapt;

4° In artikel 28 wordt het woord « kantonaal » geschrapt;

5° In artikel 29 worden de woorden « kantonale inspecteurs van eenzelfde gebied » en « per Hoofdinspectiegebied » respectievelijk vervangen door de woorden « inspecteurs van eenzelfde zone » en « per inspectiezone »;

6° In artikel 30 :

Worden in het 1e lid de woorden « De kantonale inspecteur of de kantonale inspectrice » en « de kantonale inspectie van het gebied » respectievelijk vervangen door de woorden « De inspecteur » en « de inspectie van dezelfde zone »;

Wordt in het 2e lid het woord « kantonale » geschrapt;

Wordt het 3e lid vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de examenzittijden bedoeld in artikel 28 bestaat de examencommissie uit een inspecteur van de plaats die instaat voor het voorzitterschap en uit twee andere inspecteurs van de inspectiedienst van het gewoon basisonderwijs. »;

7° In artikel 32, wordt het 3e lid vervangen door de volgende bepaling :

« Het register wordt gedurende tien jaar bewaard in het archief van de inspectie. »;

8° In bijlage C worden in de Franse tekst de woorden « le ressort d'inspection principale » vervangen door het woord « de zone ».

Art. 204. In artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 augustus 2000 houdende oprichting van de Pedagogische raad voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt 6° vervangen door de volgende bepaling :

« 6° zeven pedagogische adviseurs van de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap ».

Art. 205. In het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra, zoals voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 4 mei 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 25, § 1, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het 5e en het 6e lid :

« In voorkomend geval wordt het inspectieverslag over de professionele bekwaamheden dat tot een ongunstig verslag vanwege de inrichtende macht of zijn afgevaardigde geleid heeft, in aanmerking genomen door de raad van beroep. »;

2° Artikel 26, § 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« In het kader van een beroep ingediend tegen een beslissing van ontslag, moeten alle elementen in aanmerking genomen worden door de raad van beroep, met inbegrip, in voorkomend geval, van het inspectieverslag over de professionele bekwaamheden dat geleid heeft tot de procedure voor ontslag. De geldigheidsduur van dat verslag wordt beperkt tot een termijn van twaalf maanden die begint op de datum van vaststelling ervan. Wanneer de procedure voor ontslag evenwel ingesteld wordt op basis van dat verslag binnen die termijn, blijft het verslag geldig tot op de datum waarop de definitieve beslissing van ontslag aan het lid van het technisch personeel wordt meegedeeld. »;

3° In artikel 32, § 1, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het 7e en het 8e lid :

« In voorkomend geval wordt het inspectieverslag over de professionele bekwaamheden dat tot een ongunstig verslag vanwege de inrichtende macht geleid heeft, in aanmerking genomen door de raad van beroep. ».

Art. 206. In het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, zoals voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 4 mei 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 33, § 1, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het 6e en het 7e lid :

« In voorkomend geval wordt het inspectieverslag over de professionele bekwaamheden dat tot een ongunstig verslag vanwege de inrichtende macht of zijn afgevaardigde geleid heeft, in aanmerking genomen door de raad van beroep. ».

2° Artikel 34, § 1, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In het kader van een beroep ingediend tegen een beslissing van ontslag, moeten alle elementen in aanmerking genomen worden door de raad van beroep, met inbegrip, in voorkomend geval, van het inspectieverslag over de professionele bekwaamheden dat geleid heeft tot de procedure voor ontslag. De geldigheidsduur van dat verslag wordt beperkt tot een termijn van twaalf maanden die begint op de datum van vaststelling ervan. Wanneer de procedure voor ontslag evenwel ingesteld wordt op basis van dat verslag binnen die termijn, blijft het verslag geldig tot op de datum waarop de definitieve beslissing tot ontslag aan het lid van het technisch personeel wordt meegedeeld. »;

3° In artikel 43, § 1, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het 7e en het 8e lid :

« In voorkomend geval wordt het inspectieverslag over de professionele bekwaamheden dat tot een ongunstig verslag vanwege de inrichtende macht geleid heeft, in aanmerking genomen door de raad van beroep. ».

Art. 207. In het decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij de decreten van 11 juli 2002, 12 mei 2004 en 4 mei 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 4, 4°, worden de woorden « diens inspectiedienst » vervangen door de woorden « door de algemene inspectiedienst »;

2° In artikel 5 :

In het 1e lid wordt het tweede streepje vervangen door de volgende tekst :

« -uit de coördinerende inspecteur-generaal en uit de inspecteurs-generaal van elke dienst die de algemene inspectiedienst vormen of uit hun afgevaardigden; »;

In het 3e lid worden de woorden « -de inspecteurs-generaal vaardigen een inspecteur van hun dienst af; » en « de inspecteurs belast met de coördinatie wijzen een inspecteur aan die behoort tot de dienst waarvan zij de coördinatie verzorgen; » geschrapt;

3° In artikel 7, 2e lid, worden de woorden « door de inspectiediensten » vervangen door de woorden « door de algemene inspectiedienst ».

Art. 208. In het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, zoals voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 13 :

In § 1, 1°, worden de woorden « de inspectiediensten » vervangen door de woorden « het personeel van de algemene inspectiedienst »;

§ 3 wordt aangevuld met de volgende leden :

« Op aanvraag van de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst pedagogische zaken en sturing van het onderwijsnet georganiseerd door de Franse Gemeenschap, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, of van de betrokken coördinerende pedagogische adviseur, voor het gesubsidieerd onderwijs, kan de Regering een pedagogische adviseur toelaten een opleiding te geven gedurende zijn prestatieduur. Hij kan evenwel niet bezoldigd worden voor die opleiding en kan niet meer dan twintig halve dagen opleidingsdagen geven per schooljaar of tijdens elke mandaatuitoefening.

Tijdens de uitvoering van hun mandaat als inspecteur-generaal of coördinerend inspecteur-generaal of tijdens hun aanstelling als coördinerend inspecteur, kunnen de betrokken personeelsleden geen opleiding tijdens hun prestaties geven. »;

2° In artikel 26 :

In 8° worden de woorden « en inspecteurs-generaal » geschrapt;

Worden een punt 8°*bis* en een punt 8°*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« 8°*bis*. Te zorgen voor opleidingen die toegang verlenen tot de ambten van inspecteur-generaal en coördinerende inspecteur-generaal;

8°*ter*. Te zorgen voor opleidingen die toegang verlenen tot de aanstelling als pedagogische adviseur of coördinerende pedagogische adviseur en aanwezigheidsattesten uit te reiken betreffende die opleidingen; »

Art. 209. In het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, zoals gewijzigd bij de decreten van 17 december 2003 en 4 mei 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 18, § 1 :

Worden de woorden « een personeelslid » vervangen door de woorden « een personeelslid of een lid van de algemene inspectiedienst »;

Worden de 2e, 3e en 4e leden, luidend als volgt, toegevoegd :

« Het lid van de algemene inspectiedienst dat een opleiding geeft gedurende zijn prestatietijd kan niet voor deze opleiding bezoldigd worden.

Op aanvraag van de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst voor pedagogische zaken en sturing van het onderwijsnet georganiseerd door de Franse Gemeenschap, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, of van de betrokken coördinerende pedagogische adviseur, voor het gesubsidieerd onderwijs, kan de Regering een pedagogische adviseur toelaten een opleiding te geven tijdens zijn prestatietijd. Hij kan evenwel niet bezoldigd worden voor die opleiding en kan niet beschikken over meer dan twintig halve opleidingsdagen per schooljaar of tijdens de uitoefening van zijn mandaat.

Tijdens de uitoefening van hun mandaat als inspecteur-generaal of als coördinerende inspecteur-generaal of tijdens hun aanstelling als coördinerende inspecteur, kunnen de betrokken personeelsleden geen opleiding tijdens hun prestaties geven. »;

2° In artikel 19, 1°, worden de woorden « de inspectiediensten » vervangen door de woorden « de algemene inspectiedienst »;

3° In artikel 23, worden de woorden « De inspectiediensten » vervangen door de woorden « De algemene inspectiedienst »;

4° In artikel 24, worden de woorden « de inspectie- » vervangen door de woorden « de diensten van de algemene inspectiedienst »;

5° In artikel 25 :

Worden de woorden « Met uitzondering van de inspecteur of de inspectrice van de Franse Gemeenschap » geschrapt;

Wordt een 2e lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De inspecteurs die opleidingen geven bedoeld in artikel 16 van het organisatiedecreet, controleren niet de opleidingen die ze geven. ».

Art. 210. In het programmadecreet van 17 december 2003 houdende verscheidene maatregelen inzake begrotingsfondsen, inning van schuldvorderingen, de RTBF, de deskundigen en commissarissen der rekeningen van de Regering, de " Ecole d'Administration publique " (School voor Overheidsbestuur) van de Franse Gemeenschap, het ETNIC, de vervreemding van onroerende domeingoederen die tot de Franse Gemeenschap behoren, de universitaire instellingen, de statuten van het onderwijspersoneel, het onderwijs, de psycho-medisch-sociale centra, de vakantiecentra, de sport, de permanente opvoeding en de culturele infrastructuur, wordt artikel 43 geschrapt.

Art. 211. In artikel 124 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, worden de woorden « elk hoofdinspectiegebied van het gewoon lager onderwijs » vervangen door de woorden « elke zone »;

2° In § 2, 2e lid, worden de woorden « door de hoofdinspecteur van het gewoon lager onderwijs » vervangen door de woorden « door een inspecteur uit de inspectiedienst van het gespecialiseerd onderwijs aangesteld door de coördinerende inspecteur-generaal »;

3° In § 2, 3e lid, worden de woorden « door de oudste kantonnale inspecteur van het betrokken hoofdinspectiegebied » vervangen door de woorden « door een inspecteur uit de inspectiedienst van het gespecialiseerd onderwijs aangesteld door de coördinerende inspecteur-generaal ».

Art. 212. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van de Adviescommissies voor het gespecialiseerd onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 1, worden de woorden « in elk ambtsgebied van de hoofdinspectie van het gewoon lager onderwijs » vervangen door de woorden « in elke zone zoals bepaald in artikel 1, 8°, van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen »;

2° In artikel 2 worden de woorden « op de hoofdplaats van elk ambtsgebied van de hoofdinspectie of op een andere in overleg door de leden aangewezen plaats » vervangen door de woorden « op een plaats in overleg bepaald door de leden »;

3° In artikel 7, worden de woorden « van de kantoninspectie van het ambtsgebied » vervangen door de woorden « van elke commissie ».

Art. 213. In het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 7, 1e lid, worden de woorden « de inspectiediensten en de diensten pedagogische animatie die eigen zijn aan elk net » vervangen door de woorden « , de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap »;

2° In artikel 9, § 1, 1e lid, derde streepje, worden de woorden « van de inspectiediensten » vervangen door de woorden « van de algemene inspectiedienst ».

In artikel 17, § 1, 4e lid, worden de woorden « van de pedagogische diensten van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap » vervangen door de woorden « van de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap »;

4° In artikel 18, § 1 :

Worden in het 1e lid de woorden « van de inspectiediensten en diensten voor pedagogische animatie » vervangen door de woorden « van de betrokken inspectiediensten en, naargelang van het geval, van de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of van de betrokken Cel voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap »;

In het 2e lid wordt het woord « animatoren » vervangen door het woord « adviseurs »;

In het 3e lid worden de woorden « De inspectiediensten en de pedagogische animatoren » vervangen door de woorden « De betrokken inspectiediensten en de pedagogische adviseurs » en worden de woorden « voor pedagogische animatie » vervangen door de woorden « voor pedagogische raadgeving en begeleiding »;

5° In artikel 18, § 2, worden de woorden « aan de juiste dienst voor pedagogische animatie » vervangen door de woorden « aan de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of van de cel voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, naargelang van het geval, »;

6° In artikel 22, § 1, 1e lid :

In het eerste streepje, worden de woorden « van de Franse Gemeenschap voor het gesubsidieerd basisonderwijs » vervangen door de woorden « van de inspectiedienst van het gewoon basisonderwijs »;

In het derde streepje, worden de woorden « van de inspectiediensten » vervangen door de woorden « van de algemene inspectiedienst » en de woorden « waarvan de inspecteur-coördinator van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde gewoon basisonderwijs die » vervangen door de woorden « waarvan een »;

7° In artikel 31, § 2, worden de woorden « van de Franse Gemeenschap voor het gesubsidieerd basisonderwijs » vervangen door de woorden « van de inspectiedienst van het gewoon basisonderwijs ».

HOOFDSTUK III. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 214. Opgeheven worden :

- 1° Het koninklijk besluit van 15 mei 1928 houdende algemeen reglement van de inspectie van het lager onderwijs;
- 2° Het koninklijk besluit van 15 april 1965 tot regeling van de organisatie van de inspectie van het schriftelijk onderwijs;
- 3° Het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de ambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een ambt van de inspectiedienst belast met het toezicht op de rijksonderwijsinrichtingen en op de internaten die van deze inrichtingen afhangen;
- 4° Het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van het bekwaamheidsbewijs vereist voor de benoeming tot het ambt van inspecteur of inspectrice technische vakken en beroepspraktijk;
- 5° Het koninklijk besluit van 22 september 1969 tot vaststelling van de ambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om te kunnen worden benoemd tot het ambt van inspecteur-generaal of pedagogisch bestuurder;
- 6° Het ministerieel besluit van 30 september 1969 tot vaststelling van het model van het verslag over de wijze waarop de tijdelijk aangestelde personeelsleden hun opdracht hebben vervuld, zoals bepaald bij artikel 30 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;
- 7° Het ministerieel besluit van 30 september 1969 tot vaststelling van de modellen van de beoordelingsstaat en van de persoonlijke fiche, zoals bepaald bij artikel 77 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969, tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;
- 8° Het koninklijk besluit van 14 februari 1972 tot vaststelling van het bekwaamheidsbewijs vereist voor de benoeming tot het ambt van inspecteur artistieke vakken in de inrichtingen voor kunstonderwijs (onderwijs in bouwkunst en in plastische kunsten en muziekonderwijs);
- 9° Het koninklijk besluit van 20 december 1973 houdende organiek reglement van de bij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur en van de bij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur opgerichte commissies voor de leerplannen van het gesubsidieerd secundair onderwijs;
- 10° Het koninklijk besluit van 20 maart 1975 tot regeling van de organisatie der inspectie van de psycho-medisch-sociale centra en van de diensten voor studie- en beroepsoriëntering;
- 11° Het koninklijk besluit van 16 mei 1980 betreffende het examen tot verkrijging van het getuigschrift van bekwaamheid voor het ambt van kantonnaal inspecteur over de lessen in de niet-confessionele zedenleer (Frans taalstelsel) in de door de Staat gesubsidieerde lagere scholen;
- 12° Het ministerieel besluit van 23 juni 1980 tot vaststelling van de wijze waarop de examens moeten worden georganiseerd tot verkrijgen van het getuigschrift van bekwaamheid voor het ambt van kantonnaal inspecteur over de lessen in de niet-confessionele zedenleer in het gesubsidieerd lager onderwijs;
- 13° Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 augustus 1985 tot regeling van de opdracht van de inspectie van het afstandsonderwijs;
- 14° Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 oktober 1985 tot instelling van de Bevorderingscommissie voor de betrekkingen van inspecteur in het afstandsonderwijs;
- 15° Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 oktober 1985 houdende overgangsmaatregelen met betrekking tot de benoeming van de inspecteurs van het afstandsonderwijs;
- 16° Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 betreffende het ambt van pedagogisch beheerder alsmede de benamingsvoorwaarden tot het ambt van inspecteur;
- 17° Het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van de inspectiedienst van de Franse Gemeenschap voor het gewoon kleuteronderwijs, het gewoon lager onderwijs en het gewoon basisonderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- 18° Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 september 2002 tot vaststelling van het model van de beoordelingsstaat en van de persoonlijke fiche voor de vastbenoemde leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap;
- 19° Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 oktober 2002 tot vaststelling van het inspectieverslagmodel betreffende een stagedoend lid van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

Art. 215. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2007, met uitzondering van artikel 162, § 1, dat uitwerking heeft met ingang van de datum waarop de betrokken personeelsleden aan de vereiste voorwaarden voldaan hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel op 8 maart 2007.

De Minister-Presidente,
belast met het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN,

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK.

—
Nota

(1) Zitting 2006-2007.

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 340-1. — Commissieamendementen, nr. 340-2. — Verslag, nr. 340-3. — Vergaderingsamendementen, nr. 340-4.

Integraal verslag. — Bespreking. Vergadering van 27 februari 2007. — Aanneming. Vergadering van 28 februari 2007.

TAB. 1. — Overgangsbepalingen

Vroeger ambt	Ambt binnen de algemene inspectiedienst
Inspecteur kleuteronderwijs	Inspecteur kleuteronderwijs
Inspecteur lager onderwijs	Inspecteur lager onderwijs
Inspecteur zedenleer in het lager onderwijs	Inspecteur zedenleer in het lager onderwijs
Inspecteur bijzondere vakken in het lager onderwijs	Inspecteur bijzondere vakken in het lager onderwijs
Inspecteur algemene vakken in het lager secundair onderwijs (ambt bedoeld in artikel 10)	Inspecteur algemene vakken in het lager secundair onderwijs
Inspecteur bijzondere vakken in het lager secundair onderwijs	Inspecteur bijzondere vakken in het lager secundair onderwijs
Inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het lager secundair onderwijs	Inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het lager secundair onderwijs
Inspecteur algemene vakken in het hoger secundair onderwijs en in het niet-universitair hoger onderwijs	Inspecteur algemene vakken in het hoger secundair onderwijs
Inspecteur bijzondere vakken in het hoger secundair onderwijs en in het niet-universitair hoger onderwijs	Inspecteur bijzondere vakken in het hoger secundair onderwijs
Inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs en in het niet-universitair hoger onderwijs	Inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs
Inspecteur zedenleer in het secundair onderwijs en in het niet-universitair hoger onderwijs	Inspecteur zedenleer in het secundair onderwijs
Inspecteur oude talen in het secundair onderwijs en in het niet-universitair hoger onderwijs	Inspecteur oude talen in het secundair onderwijs
Inspecteur van het opvoedend hulppersoneel	Inspecteur van het opvoedend hulppersoneel
Inspecteur van het paramedisch personeel	Inspecteur van het paramedisch personeel

TAB. 2. — Overgangsbepalingen

Vroeger ambt	Ambt binnen de algemene inspectiedienst
Inspecteur algemene vakken in het lager secundair onderwijs	Inspecteur algemene vakken in het lager secundair onderwijs voor sociale promotie
Inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het lager secundair onderwijs	Inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het lager secundair onderwijs voor sociale promotie
Inspecteur algemene vakken in het hoger secundair onderwijs en het hoger onderwijs	Inspecteur algemene vakken in het hoger secundair onderwijs en in het hoger onderwijs voor sociale promotie
Inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs en in het hoger onderwijs	Inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs en in het hoger onderwijs voor sociale promotie
Inspecteur psychologie, pedagogie en methodologie in het hoger secundair onderwijs en in het hoger onderwijs	Inspecteur psychologie, pedagogie en methodologie in het hoger secundair onderwijs en in het hoger onderwijs voor sociale promotie

TAB. 3. — Overgangsbepalingen - 3

Vroeger ambt	Ambt binnen de algemene inspectiedienst
Inspecteur psychopedagogische discipline	Inspecteur psychopedagogische discipline
Inspecteur sociale discipline	Inspecteur sociale discipline
Inspecteur paramedische discipline	Inspecteur paramedische discipline

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 2283

[C - 2007/29061]

Le présent arrêté annule et remplace celui publié au Moniteur belge du 25 mai 2007 à la page 28253 ainsi que l'erratum publié en date du 1^{er} juin 2007, page 30046

25 MAI 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française définissant ce qu'il y a lieu d'entendre par étudiant de condition modeste dans l'enseignement supérieur hors universités

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 12, § 2, alinéa 5, inséré par le décret du 20 juillet 2005;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 14 février 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 2 mars 2007;

Vu l'urgence motivée par le fait que les premières inscriptions dans l'enseignement supérieur non universitaire, pour l'année académique 2007-2008, seront enregistrées dès les vacances de Pâques, que dans cette mesure, il est impératif que les plafonds de revenus qui déterminent la condition modeste des étudiants visée à l'article 12, § 2, alinéa 5, de la loi du 29 mai 1959 soient définis avant cette date et ce, afin de rédiger la circulaire relative au minerval et aux droits complémentaires en toute connaissance de cause;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire du 9 mars 2007;

Vu l'avis n° 42 513/2 du Conseil d'Etat, donné le 21 mars 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 12, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, il y a lieu d'entendre par étudiants de condition modeste les étudiants qui auraient été éligibles pour l'octroi d'une allocation d'études en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études, si leur revenu pris en compte ne dépassait pas de plus de 2.961 euros celui du plafond fixé en son article 1^{er}, § 1^{er}, sans préjudice de l'application des autres articles dudit arrêté.

Art. 2. A partir de l'année académique 2008-2009, les montants visés à l'article 1^{er} sont indexés conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 26 avril 1993 précité.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année académique 2007-2008.